

*f* r a n c e  
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 42 10 €



LA RÉVOLUTION  
ARABE

REVUE TRIMESTRIELLE - JUIN 2011

# S o m m a i r e

France Forum • n° 42 • nouvelle série • juin 2011

Éditorial .....	3
Hommage à Bernard Stasi par François Bayrou .....	4

## LA RÉVOLUTION ARABE

Quelques siècles d'empire arabe, quelques siècles d'empire ottoman.	
Quel siècle après 2011 ? par Pierre Moussa .....	8
« Partout les mêmes revendications ; liberté et dignité », entrevue avec Dominique Baudis par Françoise Colin-Bertin .....	20
La Libye, l'Europe et Schengen par Jean-Pierre Gouzy .....	25
« Pour une Communauté méditerranéenne », entrevue avec Jean-Louis Guigou par Françoise Colin-Bertin .....	29
La révolution arabe : un nouveau 1848 ? par Albert Kalaydjian .....	33
La liberté guide nos pas... par Henry Laurens .....	40
L'aviation frappe en Libye par Jean Fleury .....	51
« Le printemps arabe était imprévisible », entrevue avec Rachid Boudjedra par Jean-Pierre Prévost .....	54
Les révolutions arabes et l'environnement géostratégique d'Israël par Claude Goasguen .....	57
Le chemin de Damas par Charles Dasville .....	61
Heurs et malheurs au Liban par Albert Kalaydjian .....	63
Liban : l'oasis modèle par Jean-Marie Daillet .....	67

## DOSSIERS ET ÉTUDES

Réflexions sur le désastre japonais par Yves-Marie Laulan .....	70
La troisième révolution industrielle (suite) par Charles Delamare .....	72

## MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall .....	74
Bon anniversaire ! par Jacques Mallet .....	75
Courrier des lecteurs .....	76

## IL Y A CINQUANTE ANS

Le grand jeu par Étienne Borne .....	79
--------------------------------------	----

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

Propos d'Europe 10 – des artistes belges, exposition à la fondation Hippocrène par Anne Laborde .....	81
Minuit à Paris de Woody Allen par Jean-Marie Bordry .....	82
Miró sculpteur exposition au musée Maillol par Françoise Colin-Bertin .....	83
Van Dongen, fauve, anarchiste et mondain, exposition au Musée d'art moderne de la ville Paris par Jean-Marie Bordry .....	86

## NOTES DE LECTURE

Le Bourbier afghan. Comment en sortir ? de Jean Fleury par Anne Laborde .....	87
Les 25 empires du désert de Pierre Moussa par Charles Delamare .....	88
Hôtel Saint-Georges de Rachid Boudjedra par Jean-Pierre Prévost .....	88
Un petit coin de paradis de Alain Minc par Jacques Mallet .....	90
Indignez-vous ! de Stéphane Hessel par Charles Delamare .....	90
Les Derniers Jours de François Mitterrand de Christophe Barbier par Albert Kalaydjian .....	91
Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou de Jean-Pierre Rioux par Jean-Pierre Prévost .....	93
Lettres d'un diplomate en Chine au début du xx <sup>e</sup> siècle de Philippe Marchat par Charles Delamare .....	94

Nous vous rappelons la nouvelle adresse de la rédaction  
de *France Forum* :  
7, rue Saint-Dominique  
75007 Paris

Nous sommes joignables désormais au 01 80 96 45 42  
et toujours par mèl à [france.forum@free.fr](mailto:france.forum@free.fr)

# La révolution arabe

**A**u singulier, malgré la diversité des États chez lesquels des mouvements politiques d'importance, des révoltes pacifiques ou brutales viennent de se manifester (le mot est significatif) depuis le début de cette année. Car il subsiste dans beaucoup d'esprits hardis l'espoir de voir se réaliser, un jour, une unification des 350 millions d'individus qui partagent, au moins par la langue, la religion et la civilisation, la nostalgie de la communauté. Ils ont espéré réaliser leur unité, à la manière des Italiens et des Allemands au XIX<sup>e</sup> siècle.

Il est trop tôt pour savoir ce qui sortira de l'agitation actuelle. Combien de pays feront le choix de la démocratie ? Quel effet cela aura-t-il sur « leur développement économique et social », jusqu'à présent entravé et étouffé par des régimes autoritaires renversés ou ébranlés ? Quels changements pour la femme qui a un rôle clé à jouer pour un avenir radieux ?

Nous pouvons d'ores et déjà saluer le courage, la détermination et, le plus souvent, la non-violence d'une jeunesse éduquée qui réclame autant le droit de travailler que celui de s'exprimer librement. Ce n'est qu'un début. Devant ce puissant mouvement, ce « tsunami » politique et social (cette image vient naturellement à l'esprit après qu'on a assisté, au Japon, concomitamment, au soulèvement des forces de la terre), nos interlocuteurs cherchent les raisons de ce phénomène, imprévu, dans l'Histoire, l'économie, la religion. Mais ce qui frappe le plus, de ce côté de la Méditerranée, c'est l'incompréhension des Européens, leur

passivité, leur manque de sympathie à l'égard d'une révolution qui s'apparente pourtant à des événements qu'ils ont connus dans leur marche vers la démocratie et qu'ils ne cessent de glorifier !

Loin de susciter un espoir chez les jeunes qui se réclament de leur exemple et de leur pratique, ils se taisent, comme tétanisés par la surprise d'être pris pour modèle. À quoi servent les pompeuses incarnations de la « gouvernance européenne » mise en place par le traité de Lisbonne ? On a, au contraire, assisté à une brouille entre la France et l'Italie, à propos des malheureux « *boat people* », débarquant sur une terre qu'ils croyaient être celle de la liberté...

500 millions d'Européens paraissent mourir de peur devant 20 000 réfugiés ! Leurs gouvernements craignent encore plus les « populistes » qui, dans le fond, se révéleront les meilleurs soutiens des islamistes (et inversement) !

Ce numéro de *France Forum* s'oppose à cette frileuse attitude. Il a pour objet de démontrer que l'Union européenne a un urgent besoin de prendre conscience des espoirs naissant de la révolution arabe. Celle-ci commence une marche qui sera longue et difficile, sanglante souvent. Notre participation doit consister à l'aider à déboucher sur le progrès de la liberté, dans un partenariat qui fortifiera nos propres ambitions de justice sociale et de fraternité entre les peuples issus de la plus vieille civilisation du monde.

*Le comité de rédaction*

# Hommage à Bernard Stasi

par François Bayrou

**U**n jour Bernanos a écrit à peu près ceci : « Quand je mourrai, tous les êtres différents que j'ai été se rassembleront pour marcher vers le Père, et à leur tête, il y aura l'enfant que je fus. »

Pour Bernard, à l'heure où nous rassemblons tous les visages de sa vie, c'est un jeune homme qui marche en tête, un jeune homme qui a encore quelque chose à voir avec l'adolescence, qui se rit des défis, qui court et qui nage et qui joue au foot, qui est un spectacle à soi seul quand il dribble, plus encore quand il danse, qui marche en montagne, qui dit des poèmes, qui rend un culte à l'amitié, et qui en même temps saisit son temps, et le vit, et ne laisse rien passer à la lâcheté et aux demi-mesures qui salissent le monde.

L'enfance, la famille, la tribu, c'est à Reims. Son père, Mario, est catalan ; sur les photos, jusqu'à la fin, élégant, puissant, décidé ; Mercédès, beau visage maternel, est cubaine. Les grands-parents sont italiens, aussi, et corses. Toute sa vie, Bernard gardera la conscience de ses racines de loin.

Ceux qui n'ont pas eu la facilité d'être français du droit du sang, ils sont français du droit d'amour : amour de l'école, amour des mots, amour de langue, amour d'histoire.

Dire Bernard Stasi, c'est dire fraternité. Et d'abord fraternité au sens propre : voici le jeune garçon Bernard, celui qui marche avec ses frères, tous brillants, tous premiers, tous accomplis, pour Gérard, HEC, pour Mario, le barreau et la conférence du stage, pour Bernard, le service public, l'ENA.

Lors de la Légion d'honneur de Gérard, que Bernard lui remet avec la complicité de Mario, sa belle-sœur entendit une dame bien née chuchoter à sa voisine : « Ces Stasi, pas mal pour des enfants d'immigrés ! » On aurait dû dire à la dame que ces Stasi, c'est une sacrée histoire française.

Bernard, né catalan sous passeport espagnol, devient français pour ses dix-huit ans. Et Français, il s'agit de servir la France. Pour les garçons brillants, servir la France, c'est servir l'État, et c'est à l'ENA que s'incarne, en ces années 1950, cette certaine idée du service d'un pays qu'on refera grand. Il rencontre à l'école deux jeunes gens, entreprenants et bondissants comme lui, l'un se nomme Jacques Chirac et l'autre, Michel Rocard. Avec l'un comme avec l'autre, il importe de le dire ici, cette fraternité ne se démentira jamais.

Bernard est nommé en 1959 chef de cabinet du préfet d'Alger. Il est pris dans la

tourmente des événements, comme on dit, la déchirure et le déchirement qui accompagnent la prise d'indépendance de l'Algérie. Ces mois-là, ce sont les barricades d'Alger. Bernard s'affirme. Son sentiment de fraternité s'est élargi au peuple des humiliés, des colonisés, ceux qui avaient été jusque-là les perdants de l'Histoire. Et il fait signer des pétitions pour soutenir le général de Gaulle...

Début des années 1960, retour à Paris. Ministère de la Jeunesse, bien entendu, et des Sports, évidemment, avec Maurice Herzog. Puis plongée, attendue, en politique. Il devient député de la Marne à l'issue des événements de 1968. En 1970, il est élu maire d'Épernay.

Franck Leroy, le maire actuel, l'héritier de Bernard, en témoigne : le maire d'Épernay a beaucoup aimé sa ville. Il a beaucoup aimé changer la ville, en façonner le cœur, lui offrir une politique culturelle. Sur le livre de condoléances ouvert à l'hôtel de ville, il y a cette phrase : « Vous avez fait passer dans notre ville l'éthique avant la politique. » Il deviendra plus tard président de la région Champagne-Ardenne.

Bernard Stasi a choisi de s'engager au centre. Tout l'y conduisait, sa foi dans l'homme, et sa foi d'enfance, et plus important encore l'impossibilité de séparer responsabilité et générosité. Dans cette famille politique, il est demeuré jusqu'au bout. Il y a porté fièrement le refus des demi-mesures, des compromissions, des accommodements.

À trente-cinq ans de distance, il a dit deux choses qui parlent profondément du centre : en 1973, « il ne peut y avoir de transformation pacifique de la société dans un pays où s'affrontent deux camps irréductibles » ; et, en 2007, « il m'est toujours apparu comme une évidence que les problèmes les plus difficiles imposent la recherche obstinée d'un consensus. Ce qu'il faut pour la France, ce sont des majorités de conviction ». Et il le disait avec des étoiles dans les yeux.

Je veux le dire ici au nom de tous ceux qui ont eu la charge et la chance de conduire les combats de cette famille, au nom de ceux qui sont là, Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Bernard Bosson, Jean Arthuis, et de ceux qui doivent y être, au nom de André Diligent, de Jean Lecanuet, de Joseph Fontanet, de Jacques Duhamel. En leur nom, je veux dire ceci : il mettait de l'honneur dans nos combats.

En 1973, ce jeune homme politique entre au gouvernement. Rien ne paraît plus normal alors : c'est une trajectoire qui paraît écrite. Mais... mais...

Penser que ce Bernard Stasi, beau parcours, parfait, fils du peuple en même temps qu'énarque, beau garçon, sportif et cultivé, élu local et littéraire, penser qu'il se laisserait couler dans un moule, se mouler dans une carrière, c'était ne rien voir. C'était ne pas reconnaître l'irréductible qui était en lui.

Car il est un autre Bernard, sous le CV bien poli, un Bernard indompté, y compris de lui-même, qui relève tous ses défis, qui sort du moule, qui suit ses fidélités personnelles, envers et contre les bien-pensants, envers et contre les règles établies et les conformismes.

Bernard Stasi a été nommé ministre des Départements et Territoires d'Outre-mer

dans le gouvernement de Pierre Messmer, le 5 avril 1973. Le 11 septembre, dans le lointain et si proche Chili, c'est le coup d'État de Pinochet. Consigne a été donnée aux membres du gouvernement de ne pas s'exprimer. Le lendemain, Bernard Stasi fait une déclaration au *Monde* : « Le coup d'État doit être sévèrement condamné. Le Chili mérite mieux qu'un régime de colonels. »

Dans les couloirs où bouillonnent les luttes d'influence, tout « progressisme » est alors suspect. Pour ce camp, le soutien à Allende, c'est une déclaration de guerre. La traversée de l'Atlantique avec l'aumônier de Fresnes, le père Jaouen, et ses ouailles sorties de prison, c'est une déclaration de guerre. Bernard Stasi ne baisse pas la tête. Il ne se fait pas oublier. Il le paiera très vite, en quelques mois.

La partie la plus fauve du monde politique avait flairé que, sous le garçon poli, sous le sourire et la poésie, il y avait un homme entier qui ne se laisserait pas conduire en marionnette. Quelqu'un pour qui jamais le maroquin ministériel ne servirait de bâillon.

Ils vont bientôt en avoir la confirmation. En 1984, Bernard Stasi décide d'écrire sur l'immigration. 1984, c'est l'année du surgissement de l'extrême droite comme force électorale dans le paysage politique français. Le titre de son livre frappe comme un boulet de canon : *L'Immigration, une chance pour la France*. Et les meutes se déchaînent.

Nous sommes en 2011, plus d'un quart de siècle après. Normalement ce genre de vagues et ces raz-de-marée, et ces tsunamis, devraient s'être calmés. Celui-là non. Pour qui voudrait le vérifier, il suffit d'aller sur le site Internet d'un grand journal du matin. À l'annonce de la mort de Bernard, il y a un grand nombre de réactions, quelques-unes reconnaissantes et élogieuses. Mais il y a des dizaines d'insultes, les mêmes, les pires, la même haine, toute neuve, comme un hommage rendu à l'homme libre par la méchanceté jamais lassée, la haine au front bas.

Quelques années plus tard, la loi Évin essaie de lutter contre le tabagisme et l'alcooolisme. Bernard Stasi vote cette loi, lui dont la circonscription est l'une de celles où l'électorat vigneron, qu'il aime, pèse le plus lourd. Et bien entendu, le champagne n'est pas atteint. Mais c'en est trop de ce député indocile qui essaie de parler à ses électeurs la langue droite de l'avenir, et pas la langue complaisante des peurs et des rancœurs.

Bernard Stasi perd son siège, malgré le soutien personnel de Jacques Chirac. Quelques mois plus tard, il devient député européen. Encore un peu de temps, et Jacques Chirac devenu président le nommera à une responsabilité unique, celle de médiateur de la République. Médiateur, la plus haute fonction dans la défense des petits, défense chaleureuse, en équipe, contre ces puissances sourdes parfois que sont les administrations et les pouvoirs d'État.

C'est à lui aussi que le président Jacques Chirac confiera la présidence de la commission sur la laïcité. Bernard Stasi, à force d'attention, d'intuition, de respect des convictions et des sensibilités, donnera là sa mesure. Il n'est pas un courant religieux

ou philosophique de notre pays qui ne saluera en lui celui par qui la laïcité, définie et à cette occasion magnifiquement pratiquée, a progressé en France. Le médiateur de la République est devenu aussi le médiateur des républicains.

Bernard l'esprit clair, l'esprit ouvert. Mais voilà que sur ce moment d'accomplissement, sur cette reconnaissance générale, voilà que sur cette vie pleine, les nuages de la maladie s'amassent et que l'ombre s'avance. Voilà que tout à coup ce qui était clair se brouille, ce qui était présent s'absente, voilà qu'il se désoriente, lui qui aimait l'Orient. Voilà que devient lourd le destin qu'il aimait à porter léger.

Nous sommes nombreux, j'en suis sûr, à y avoir réfléchi au travers des derniers mois de Jean-Paul II : dans la course d'une vie, les derniers mètres, et leur épuisement, comptent autant, et davantage, que l'allégresse des départs. Dans cette marche vers le dépouillement ultime, le dépouillement radical, se produisent aussi des transmutations : le disait tout à l'heure le livre de la Sagesse, « quand on passe l'or au feu du creuset ».

De la confiance de tous ceux qui l'ont accompagné, vivant cette épreuve déchirante pour eux-mêmes, et déchirante entre eux, pour vous Danièle<sup>1</sup>, pour ses frères, et amis, et celles et ceux accompagnant et soignant qui lui tinrent la main, Bernard n'a jamais plié, jusque dans la nuit la plus noire.

Voilà ce que tous, nous sommes venus dire aux siens. Nous l'aimons. Nous l'aimons d'avoir eu sa part et son lot de grâce, plus que sa part et son lot de talent et de cœur ouvert, plus que sa part de courage. Et nous savons sa part et son lot d'angoisse inavouée, et nous avons vécu sa part et son lot de nuit. Mais il n'a jamais plié. Et c'est ainsi que nous l'aimons, au présent, pas au passé. ●

---

1. Mme Bernard Stasi (NDLR).



# Quelques siècles d'empire arabe, quelques siècles d'empire ottoman. Quel siècle après 2011 ?

par Pierre Moussa

*Ce remarquable exposé montre que l'Orient n'est pas si compliqué quand on a une vue claire de son histoire, mais que l'effort de l'Europe en faveur de la révolution arabe va être essentiel pour renouer les liens avec les civilisations dont elle est elle-même sortie.*

L'ethnie des Arabes est apparue il y a quelques milliers d'années dans la région que l'on appelle précisément « la péninsule arabe » (entre la mer Rouge et le golfe Arabo-Persique).

En l'an 570 de notre ère, Mohammed (Mahomet) naquit à La Mecque ; vers sa quarantième année, il prêcha un Dieu unique, convertit nombre de tribus. Quand il mourut en 632, les Arabes islamisés commencèrent la « guerre sainte », et montrèrent une surprenante efficacité ; il est vrai que les Byzantins et les Iraniens avaient été épuisés par une longue guerre les uns contre les autres. Les Arabes enlevèrent à l'Empire byzantin la majeure partie de son territoire dont la Syrie, la Palestine et l'Égypte, et conquièrent l'Empire iranien (y compris la Mésopotamie qui devint l'Irak). Au Maghreb, les Berbères (parmi lesquels juifs et chrétiens étaient nombreux) se défendirent contre les Arabes avec acharnement, mais finalement beaucoup d'entre eux se convertirent à l'islam et grossirent les armées arabes qui, grâce à eux, s'emparèrent d'une grande partie de l'Espagne (qu'ils dominèrent jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle) et même pénétrèrent (quarante ans) en Gaule.

Le mot « arabe », qui jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle s'appliquait à une petite ethnie, désigna ensuite cet immense empire dont le souverain portait le nom de calife. Tout en demeurant essentiellement un ensemble musulman et arabophone, cet empire perdit peu à peu son unité politique. Pour trois raisons.

Primo : les divergences doctrinales, dont la plus importante est celle qui oppose les « sunnites » aux « chiites » (elle apparut peu après la mort de Mahomet et, tout

au long des quatorze siècles qui suivirent, n'a pas cessé de diviser le monde arabe<sup>1</sup>).

Secundo : les rivalités nationales ; la capitale de l'Empire arabe fut d'abord une ville de la péninsule arabe, Yathrib (qui prit le nom de Médine), puis passa en Syrie (à Damas, sous les Omeyyades) de 661 à 750, et ensuite en Irak (à Bagdad, sous les Abbassides) de 750 à 1258 ; cependant, en Espagne, dès 756, un membre de la dynastie omeyyade s'empara de Cordoue, qui devint le siège d'un émirat, puis celui d'un califat, lequel se déclara indépendant. Divers pays de l'Empire accédèrent peu à peu à l'autonomie ; une dynastie chiite, les Fatimides, régna en Afrique du Nord-Est aux <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècles, puis en Égypte (où elle fonda Le Caire) de 969 à 1171 ; en Afrique du Nord et en Andalousie, les Berbères prirent le pouvoir (dynasties des Almoravides de 1061 à 1147 et des Almohades de 1147 à 1269). En 1171, les Fatimides furent éliminés par le Kurde Saladin, qui restaura la dynastie sunnite et fut le maître de l'Égypte, de la Syrie et de l'Asie méridionale ; de 1250 à 1517, la caste militaire des mamelouks continua l'œuvre de Saladin en Égypte et en Syrie.

Tertio : l'attaque de l'Empire arabe par de nouveaux envahisseurs à partir du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle. Certains ne réussirent pas à s'installer durablement, notamment les Mongols (animistes) et les croisés (chrétiens). Mais les Turcs ottomans (musulmans) établirent leur pouvoir (en même temps que sur divers pays de l'Europe orientale) sur l'Anatolie au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, sur Constantinople en 1453, sur la Syrie, l'Égypte et la Cyrénaïque entre 1453 et 1520 ; enfin sur l'Irak, l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine entre 1520 et 1566. Ils ne purent dominer durablement ni le Maroc ni la péninsule arabe (sauf Aden et le Yémen). Ensuite, leur empire s'effrita. En Europe d'abord ; puis, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup>, en Afrique du Nord (au bénéfice de la France, de l'Espagne et de l'Italie).

Quant au pouvoir ottoman sur l'Égypte et les pays asiatiques de l'Orient, il fut perdu à l'issue de la guerre de 1914-1918. L'Empire ottoman était l'allié des Austro-Allemands. Il fut battu avec eux. Dès novembre 1916, le roi du Hedjaz (région nord-ouest de la péninsule) avait brisé son allégeance au sultan ottoman et s'était déclaré l'allié des Britanniques. Le 30 septembre 1918, l'armée britannique entra dans Damas, follement acclamée par les Arabes (heureux d'être délivrés des Turcs). Le 30 octobre, le sultan signait l'armistice ; il avait, au bout d'un demi-millénaire, perdu ses provinces arabes.

Beaucoup d'Arabes espéraient qu'un vaste État arabe allait naître dans le Proche et Moyen-Orient ; une partie des Britanniques y étaient favorables. Mais les obstacles étaient multiples : bien des Arabes ne souhaitaient pas être soumis à d'autres Arabes ; certaines familles espéraient régner sur des fractions déterminées du monde arabe (telle la famille hachémite issue du Hedjaz, qui désirait la Syrie, l'Irak et la Jordanie) ; la France aspirait à rattacher Syrie et Liban à son empire colonial ; et, en Grande-Bretagne, certains avaient des appétits encore plus

1. Sur les sunnites et les chiites, voir du même auteur, *Les 25 empires du désert, une histoire du Proche et Moyen-Orient*, éditions Saint-Simon, 2011, pp. 75-76. Voir note de lecture p. 88.

ambitieux ; enfin de jeunes Juifs d'Europe orientale avaient commencé à migrer vers la Palestine, et la Grande-Bretagne s'était engagée, en 1917, à favoriser « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».

De la fin de la guerre de 1914-1918 au début du *xxi*<sup>e</sup> siècle, les douze États arabes (l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, l'Irak et les sept États de la péninsule) et les deux territoires palestiniens qui ne dépendaient officiellement d'aucun État (la Cisjordanie et la bande de Gaza) vécurent quatre-vingt-dix années complexes et batailleuses, pendant lesquelles ils eurent de continuel problèmes avec l'État israélien, fondé en 1948, la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, et l'Iran et ses prolongements (le Hezbollah fondé au Liban, en 1982, et le Hamas fondé en Palestine, en 1987).

Pendant ces quatre-vingt-dix ans, deux nouveaux éléments prirent une importance considérable dans le monde arabe : l'énergie pétrolière et l'islamisme. Le pétrole et le gaz naturel donnèrent à un certain nombre de pays arabes une richesse extraordinaire. L'islamisme – idéologie politique radicalisant l'islam – ne cessa de se développer, visiblement ou secrètement. L'Égyptien Moubarak, le Tunisien Ben Ali, l'Algérien Bouteflika, le Marocain Mohamed VI, le Jordanien Abdallah II, le Syrien Bachar Al-Assad et d'autres, apparaissaient aux yeux des Occidentaux comme de solides remparts contre l'islamisme.

À partir du 13 décembre 2010, des événements étonnants se sont produits dans le monde arabe. À Sidi Bouzid, petite ville de Tunisie, un jeune homme, Mohamed Bouazizi, est exaspéré parce qu'il a été volé par un policier et parce qu'étant allé porter plainte à la préfecture il y est mal reçu et peut-être giflé. Il s'immole par le feu. De nombreux jeunes se déchaînent. La région de Sidi Bouzid devient le théâtre d'émeutes qui opposent la population et les forces de l'ordre. Elles ne tardent pas à s'étendre à d'autres régions tunisiennes. Le taux de chômage est très élevé, et le bruit court que le président Ben Ali, qui règne depuis vingt-trois ans, sa femme et sa famille s'emplissent les poches. Mohamed Bouazizi est l'icône de la révolution qui commence.

Le 13 janvier 2011, dans une intervention télévisée, Ben Ali croit suffisant de promettre qu'il veillera à la liberté de la presse et de l'expression politique, et ne se présentera pas à la prochaine élection présidentielle (en 2014 !). La colère du peuple se déchaîne. Dans les quatre jours qui suivent, Ben Ali abandonne le pouvoir présidentiel et quitte le pays, le président de la Chambre des députés devient président par intérim, chargé d'organiser l'élection présidentielle dans les soixante jours ; un gouvernement d'union nationale est constitué, incluant des opposants au régime déchu. Mais la population n'admet pas que ce gouvernement comprenne d'anciens membres du parti de Ben Ali, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique). Le 27 janvier, le RCD est dissous et un remaniement ministériel chasse du gouvernement tous les anciens membres du RCD, sauf le Premier ministre. Après de nouvelles manifestations, celui-ci démissionne à son tour. Le 7 mars est supprimée « toute forme d'organisation s'apparentant à la police politique ».

De nouveaux partis apparaissent tant du côté islamiste que du côté laïque. Le parti appelé Ennahda, né en 1981, interdit en 1990, reparaît en 2011 ; il voudrait ressembler du côté musulman aux partis démocrates chrétiens de l'Europe ; il s'inspire aussi de l'AKP de Turquie.

En mars a été mise en place – sous la présidence du juriste Yadh Ben Achour – une entité de 155 membres, représentant notamment douze partis politiques et les diverses régions du pays, pour préparer les futures élections et tout particulièrement celles, prévues le 24 juillet 2011, de l'Assemblée constituante. Cette entité, qu'on appelle la Haute instance (son nom complet comprend vingt mots !), s'est prononcée, le 11 avril, pour le mode de scrutin proportionnel et pour le principe de listes paritaires hommes-femmes.

Au début du mois de mai, une nouvelle vague de tensions surgit sur l'avenue Bourguiba à Tunis ; les manifestants dénoncent la lenteur des changements promis ; la police les asperge de gaz lacrymogènes ; des scènes de pillage se produisent. Cette détérioration de l'atmosphère à Tunis, mais aussi à Sfax, à Gabès, et ailleurs, est attribuée par certains aux amis de Ben Ali, par d'autres à l'extrême gauche ou aux pays voisins. Les élections à l'Assemblée constituante pourraient être différées ; c'est Yadh Ben Achour qui en a lui-même évoqué la possibilité. On dit qu'en cas de victoire des islamistes lors de ce scrutin l'armée pourrait faire un coup d'État.

Les troubles des premiers mois de 2011 ont desservi l'économie et surtout le tourisme qui représente 8 % du PIB et 450 000 emplois directs ou indirects. À la fin de l'été, le nombre des chômeurs pourrait atteindre 700 000.

Une manifestation géante de jeunes, influencés par les événements de Tunisie, affronte la police en Égypte (au Caire, à Suez et à Alexandrie), le 25 janvier 2011. Trois morts, plus de 1 000 emprisonnements. Le 28 janvier, un nouveau rassemblement de jeunes au Caire, sur la place de la Libération (en arabe Midan al Tahrir) a lieu. Des combats avec la police font plus de 300 morts. Dès le lendemain, l'armée remplace la police. Les émeutiers crient « l'armée et le peuple ne font qu'un » ; l'armée refuse de tirer sur les contestataires. Les manifestations continuent plus que jamais ; les Frères musulmans, qui avaient été très prudents au début, s'y joignent. Le 6 février, commence un dialogue du pouvoir avec l'opposition et les Frères musulmans pour discuter des réformes démocratiques. Le 11, Moubarak abandonne ses fonctions présidentielles et se retire, après avoir confié la gestion des affaires du pays à un organisme, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), présidé par le maréchal Tantaoui, ministre de la Défense ; le 13, le CSFA suspend la Constitution et dissout le Parlement ; le 15, l'armée fait savoir son intention de rendre le pouvoir, dans un délai de six mois, à un président et à un Parlement élus ; le 18, des centaines de milliers de manifestants (y compris de nombreux soldats) submergent la place Tahrir, réclamant et obtenant la démission du Premier ministre. Les 5 et 6 mars, dans toute l'Égypte, les bâtiments de la sécurité d'État sont pris d'assaut par des foules de manifestants.

Peu à peu des partis politiques apparaissent. Le premier, nommé Hizb Al-Wasat (« le parti du centre »), est fondé par un dissident des Frères musulmans qui se dit « islamiste libéral » ; ses instances dirigeantes comprennent deux coptes et plusieurs femmes. Il présente l'AKP, actuellement au pouvoir à Ankara, comme son modèle.

Le 19 mars a lieu le référendum relatif aux réformes constitutionnelles proposées par l'armée. Dix-huit millions d'Égyptiens se rendent aux urnes. La campagne pour le oui a été menée par les Frères musulmans et par les islamistes. Les contestataires de la place Tahrir étaient, les uns pour le oui (afin que les militaires ne tardent pas à regagner leurs casernes), les autres pour le non (estimant que ces amendements étaient insuffisants et que trop de piliers de l'ancien appareil d'État avaient échappé à l'épuration). Plus de 77 % des électeurs ont voté oui.

Les contestataires sont fort irrités par le peu d'empressement qu'a mis le CSFA à traduire en justice Moubarak et son clan. Le 8 avril, un certain nombre de jeunes (à qui se sont joints quelques militaires) conspuent le maréchal Tantaoui. Des soldats armés de matraques et de bâtons électriques marchent sur les manifestants. Mais le CSFA juge bon de placer Moubarak en détention provisoire en vue d'une enquête sur la mort de 840 manifestants pendant « la révolution du 25 janvier ». Les deux fils de Moubarak, mis en cause dans des affaires de corruption, sont incarcérés.

Au début du mois de mai 2011, on peut dire que la vie normale a repris en Égypte avec, il est vrai, 70 % de touristes de moins qu'en 2010. Cependant, dans un quartier copte du Caire, les salafistes et les coptes se sont violemment affrontés à coups de pierres, de cocktails Molotov et d'armes à feu dans la nuit du 7 au 8 mai et dans la journée du 8, et ce, à propos d'une copte mariée à un musulman. Outre l'opposition entre musulmans et chrétiens, cette flambée de violence suggère à certains observateurs que l'Iran et l'Arabie saoudite jouent tous deux un rôle dans l'Égypte post-révolutionnaire. L'armée égyptienne promet qu'elle ne laissera pas « quelque courant que ce soit imposer son hégémonie ».

En septembre prochain (dans moins de quatre mois) doivent avoir lieu les élections législatives ; la brièveté de ce délai favorise les organisations anciennes et surtout la confrérie des Frères musulmans. Celle-ci a créé, le 1<sup>er</sup> mai, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) qui, espère-t-elle, pourrait obtenir entre 35 et 40 % des sièges et le principal bloc parlementaire.

Il est prévu que les députés élus en septembre nommeront une convention de cent personnes, qui élaborera la nouvelle Constitution, dans le cadre de laquelle sera élu le nouveau président.

### **L'Afrique du Nord, d'ouest en est**

Les deux révolutions, qui, en Tunisie et en Égypte, avaient balayé les deux dictateurs, ont enflammé plusieurs autres pays arabes, en Afrique du Nord et en Asie occidentale.

Au Maroc, Mohamed VI ne règne que depuis douze ans ; il est souvent tenu pour

un modernisateur. Quelques grondements se sont produits tout de même dans le peuple depuis le 20 février 2011. Le 20 mars, des dizaines de milliers de gens ont demandé « plus de démocratie et moins de corruption ». Le souverain a eu la sagesse d'annoncer alors des réformes politiques substantielles, qui seront soumises au suffrage universel : rôle renforcé du Parlement, Premier ministre chef effectif du gouvernement, mise en œuvre d'élections locales ; il a parlé de l'identité berbère, du statut de la femme, de l'indépendance de la justice. Le 14 avril, de nombreux détenus (des islamistes et des Sahraouis notamment) ont été libérés. Les rassemblements sont autorisés, les coups de matraque sont assez rares. Il est probable qu'un référendum sera organisé l'été prochain, suivi d'élections législatives. Le « printemps arabe » semble avoir d'assez bonnes chances de réussir au Maroc.

Mais, le 28 avril, a eu lieu, dans un célèbre café-restaurant de Marrakech, un attentat meurtrier (16 morts, dont 8 Français). Ce café-restaurant a une clientèle de riches étrangers. Il est vraisemblable que le but était de décourager la clientèle internationale. Cet attentat pourrait avoir été l'œuvre d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique).

Quand les révolutions de Tunisie et d'Égypte ont éclaté, l'Algérie vient de vivre une décennie de terrorisme islamiste, qui a fait 200 000 morts. Elle n'a pas envie de revivre cela. Après les événements de Tunisie, il y a tout de même eu, dès le mois de janvier 2011, une forte contestation sociale : les émeutes ont fait 5 morts et 800 blessés. Le 15 avril, après trois mois de silence, Bouteflika a annoncé, dans un discours télévisé, la révision de la Constitution et de la loi électorale, et la représentation des femmes ; mais tout cela reste vague.

La Libye (capitale Tripoli) a été gouvernée par le colonel Kadhafi depuis 1969, dans un sens très anti-occidental jusqu'en 2003 et en coopération avec la communauté internationale en matière de lutte contre le terrorisme et de désarmement, de 2003 à 2010 inclus. Le 17 février 2011, sous l'influence des événements de Tunisie et d'Égypte, la révolution a démarré à Benghazi, la grande ville de l'Est dont le contrôle a été pris, le 20 février, par les rebelles, et s'est étendue ensuite à d'autres villes de Cyrénaïque. Quand des contestataires se sont manifestés à Tripoli, Kadhafi a ordonné à ses fidèles d'ouvrir le feu. Puis Kadhafi a lancé une contre-offensive en Cyrénaïque. L'opposition a lutté avec courage – au début avec un certain désordre – pour « sauver la révolution » et a appelé les Nations unies à son secours.

Une coalition internationale s'est constituée pour lui venir en aide. Aide humanitaire d'abord. L'aide militaire a été envisagée, mais l'armée américaine est déjà très occupée en Irak et en Afghanistan et les nations européennes ne pourraient avoir une action militaire – pour d'évidentes raisons – que si les nations arabes le faisaient aussi. Or, l'Égypte a sa propre révolution à conduire et l'Arabie saoudite est inquiète de ce qui se passe au Yémen et à Bahreïn, de sorte que la participation active de la Ligue arabe repose finalement sur le Qatar et les Émirats arabes unis, dont la puissance militaire est modeste. Le Royaume-Uni et la France sont les

principaux contributeurs ; il n'est pas question d'envoyer des troupes sur le terrain, mais on exécute des frappes aériennes et envoie des conseillers militaires (depuis le 19 avril, il y en a environ vingt Anglais, dix Français et dix Italiens).

Depuis le début du mois de mars, les forces pro-Kadhafi assiègent Misrata, ville côtière située à l'est de Tripoli. Le 2 mai, elles ont commencé une très violente offensive contre la ville et un intense bombardement de son port, essentiel pour l'approvisionnement de la ville en armes et en aide humanitaire, car tous les accès terrestres sont coupés. Mais, le 11 mai, les rebelles semblent avoir beaucoup amélioré leurs positions.

Un grand nombre de personnes cherchent à fuir la Libye par la mer. Plus de 12 000 ont accosté en Italie et à Malte à bord de trente-cinq bateaux au cours des derniers mois. Et le rythme s'accélère. Une forte proportion de ces migrants sont des employés originaires de l'Afrique subsaharienne, qui fuient avec leur famille, craignant d'être pris pour des mercenaires de Kadhafi. Beaucoup de ces migrants meurent en tentant de s'échapper.

En avril et en mai, les armées de Kadhafi se sont répandues dans les montagnes occidentales de la Libye ; 30 000 Libyens (plus un grand nombre d'étrangers travaillant en Libye) se sont efforcés de leur échapper en se réfugiant en Tunisie ; le gouvernement tunisien a laissé ouvertes les frontières du pays ; à la surprise du personnel humanitaire, de nombreuses familles tunisiennes ont, avec générosité, accueilli dans leurs maisons les réfugiés libyens. La Tunisie a dénoncé une violation de sa frontière par l'armée libyenne (pour contourner les rebelles).

Le 10 mai, les rebelles contrôlent essentiellement la Cyrénaïque, la ville assiégée de Misrata, et une région montagneuse au sud-ouest de Tripoli. L'organe politique de la rébellion est le Conseil national de transition (CNT), qui a tenu, le 9 mai, à Abu Dhabi (Émirats arabes unis), une réunion à laquelle assistaient les représentants de vingt-cinq villes libyennes actuellement sous le contrôle de Kadhafi.

### **L'Asie occidentale s'enflamme aussi**

Le Yémen (capitale Sanaa) est, dans la péninsule arabe, l'un des deux pays les plus peuplés (une vingtaine de millions d'habitants, comme l'Arabie saoudite), le plus pauvre et le plus déchiré par des divisions internes. Au début de l'année 2011, les événements de Tunisie et d'Égypte y ont renforcé une agitation déjà existante : des étudiants, des femmes, des socialistes, des islamistes, des Frères musulmans ont réclamé le départ du président Saleh, au pouvoir depuis trente-deux ans. Celui-ci comptait sur le soutien des cheiks tribaux et de leurs fidèles, de l'armée et de la fonction publique, et aussi des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Mais le 18 mars 2011, à Sanaa, des tireurs embusqués abattent cinquante-deux opposants ; ce drame conduit une partie des cheiks et un certain nombre de militaires à lâcher Saleh. À Aden (capitale du Sud) et chez les chiites du Nord, l'agitation grandit ; Al-Qaida s'affirme dans plusieurs provinces du Yémen. Au début du mois d'avril, Saleh fait



appel aux autres pays de la péninsule (les six États autres que le Yémen ont une institution commune, le Conseil de coopération du Golfe, CCG). Le CCG suggère la constitution d'un gouvernement d'union dirigé par l'opposition, qui serait suivie, après trente jours, du départ de Saleh. Mais les contestataires sont de plus en plus nombreux à exiger son départ immédiat.

Le 14 février 2011, commence à Manama, capitale de l'État de Bahreïn, un mouvement inspiré par ceux de Tunisie et d'Égypte et animé des mêmes principes : liberté, égalité, justice sociale. Mais la Tunisie et l'Égypte sont des pays sunnites gouvernés par des sunnites. Le Bahreïn est un pays à 70 % chiite, dominé par des sunnites et gouverné depuis près de trois siècles par une famille de monarques sunnites, les Al-Khalifa. Le principal élément de l'opposition était le parti chiite Al Wifaq, affaibli parce que divisé entre une tendance modérée qui souhaitait une monarchie constitutionnelle et une tendance radicale qui rêvait de république. Le roi Hamad, arrivé au trône en 1999, souhaitait un dialogue national, mais son oncle, Premier ministre depuis 1971, était favorable à la répression (et fort impopulaire).

Les contestataires qui, le 15 février, campent sur la place de la Perle (qu'ils appellent « place Tahrir ») sont brutalement délogés par les forces anti-émeutes ; une centaine d'entre eux sont blessés et quelques-uns tués. D'où de nouvelles manifestations. Le gouvernement, sur les conseils des États-Unis et de l'Arabie saoudite, fait des concessions : libération de centaines de prisonniers politiques, suppression de toute intervention policière sur la place de la Perle, etc. Mais les protestations se renforcent, réunissant, le 25 février, 150 000 jeunes, parmi lesquels des sunnites qui se sont joints aux chiïtes ; tous réclament une assemblée constituante, un parlement à pleins pouvoirs législatifs et un gouvernement élu. Le 13 mars, les forces de sécurité s'opposent violemment aux manifestants. Le lendemain, mille soldats saoudiens et cinq cents policiers des Émirats arabes unis arrivent à Bahreïn pour contribuer à rétablir l'ordre. L'opposition crie à l'occupation étrangère. Les contestataires sont chassés de la place de la Perle. Deux jours plus tard, le monument de la place (haut de 90 m et composé de six colonnes arquées qui figurent les six pays de la péninsule membres du CCG enserrant une boule blanche qui représente une perle) a été abattu. Les États-Unis, dont la cinquième flotte a son siège à Bahreïn, sont très inquiets. Après les succès de Tunisie et d'Égypte, le « printemps arabe » a subi un échec à Bahreïn.

Le roi Hamad accuse un pays étranger (l'Iran, sans le nommer) d'avoir lancé le mouvement. Et il est vrai que, dans le tout petit Bahreïn, viennent de se heurter deux géants du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et l'Iran. Et ce n'est pas fini.

Le 25 février, le roi Abdallah d'Arabie saoudite (capitale Riyad) est revenu d'une longue absence (trois mois aux États-Unis et au Maroc, deux opérations chirurgicales, un temps de convalescence) ; il a 87 ans. Les principaux ministres sont deux de ses demi-frères : à la Défense, Sultan (héritier du trône), 83 ans, et à l'Intérieur, Mayef, 79 ans. Abdallah est sage : il a donné plus d'importance que ses prédéces-



seurs aux chiïtes, aux femmes, au monde chrétien, à l'enseignement privé. Il est au courant de ce qui vient de se passer en Tunisie et en Égypte et sait que ses sujets lisent les mêmes sites sur Internet que les Tunisiens et les Égyptiens. Il suit de près ce qui arrive à Bahreïn. Au retour de sa longue absence, il a immédiatement gracié un certain nombre de Saoudiens et distribué 35 milliards de dollars d'aides diverses.

Facebook annonce, pour le 11 mars, une grande démonstration des forces des contestataires. Ce jour-là, les rues de Riyad et de Djedda sont remplies de policiers.

Puis, à la veille d'une nouvelle manifestation, le roi s'est adressé à ses sujets dans un discours télévisé, décrivant un nouveau paquet de dépenses (70 milliards de dollars !) dont une grande partie destinée aux forces de l'ordre et une autre à la police religieuse et aux institutions islamiques pour construire des mosquées. Il espère ainsi obtenir que l'appareil religieux cesse de l'empêcher de faire des réformes en matière d'éducation.

Mais les intellectuels et la jeunesse du royaume veulent une rénovation politique et la réclament par de fréquentes pétitions. Le 28 mars, il est décidé que des élections municipales auront lieu le 22 septembre 2011, après une campagne de onze jours. Les femmes ne seront ni électrices ni éligibles, on annonce seulement que leur participation future est à l'étude.

Le Qatar (capitale Doha) est un pays minuscule, considérablement riche grâce aux réserves de gaz offshore qu'il partage avec l'Iran, et calme. Bizarrerie : ce pays très peu démocratique abrite une chaîne, Al-Jazeera (financièrement dépendante de la famille régnante), qui est devenue une des plus importantes sources d'informations internationales ; elle a souvent dénoncé les abus des divers régimes autoritaires, avec toutefois une certaine indulgence pour Riyad et pour Téhéran. Lors des révoltes tunisienne et égyptienne de l'hiver 2010-2011, elle a soutenu les contestataires (une forte proportion de ses journalistes sont égyptiens) et critiqué les articles contre-révolutionnaires des médias occidentaux.

Le sultanat d'Oman (capitale Mascate) est un pays depuis longtemps fort ouvert, qui a eu de très anciennes relations commerciales avec la Mésopotamie, la Perse et l'Inde, et a contrôlé au XVIII<sup>e</sup> siècle l'île de Zanzibar. Le nombre d'écoles y est passé, depuis quarante ans, de trois à plus de mille ; 82 % de la population y est alphabétisée. La plupart des femmes d'Oman portent le voile, mais il est facultatif. Contrairement aux Saoudiennes, les Omanaises ont le droit de conduire. En mai 2010, il a été décidé qu'elles pouvaient, par une simple lettre adressée au sultan, s'opposer à un mariage décidé par leurs parents.

### **Après la péninsule arabe, le Croissant fertile**

La Jordanie (capitale Amman) est une monarchie autoritaire, dont les souverains ont été successivement, depuis 1922, quatre membres de la dynastie hachémite (depuis 1999, Abdallah II). Comme en Tunisie et en Égypte, des manifestations et des pétitions ont, en février et en mars 2011, réclamé des réformes politiques et

protesté contre la corruption qui sévit dans les allées du pouvoir. Le roi est conscient qu'il convient d'agir. Mais la Jordanie est habitée par deux populations de dimension aujourd'hui à peu près égale : les Jordaniens de souche, « les tribus », qui possèdent les terres et dominent l'armée et, à un moindre degré, la fonction publique, et les Palestiniens qui s'y sont réfugiés depuis quarante ans. Abdallah II comprend que les réformes ne peuvent manquer de se traduire par une perte de pouvoir pour « les tribus ».

En avril 2011, l'un des principaux pays arabes (appelons-le Palestine pour simplifier) n'est pas un État ; il n'en est pas un ni géographiquement, puisque la Cisjordanie (capitale Ramallah) et la bande de Gaza sont physiquement séparées, ni politiquement, puisque, depuis 2007, l'autorité est, à Ramallah, l'Autorité palestinienne et le Fatah et, à Gaza, le Hamas. Depuis plus d'un an, le Fatah et le Hamas tentent de trouver un terrain d'entente. Les événements de cet hiver en Tunisie et en Égypte ont inspiré, en Cisjordanie comme à Gaza, une pression populaire croissante en faveur de l'unité palestinienne.

Soudain, un compromis entre les deux entités est signé le 4 mai au Caire. Il prévoit que le Hamas et le Fatah relâchent tous les membres du camp adverse faits prisonniers depuis quatre ans et que soit formé un gouvernement de transition chargé de préparer des élections présidentielles et législatives dans le délai d'un an. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité, pense que cela devrait permettre la reconnaissance, par l'Onu, d'un État palestinien dans les frontières de 1967, en septembre prochain. Le ministre des Affaires étrangères de l'Égypte a déclaré son intention d'ouvrir sa frontière avec la bande de Gaza, ce qui mettrait fin à l'embargo imposé aux Gazaouis depuis quatre ans. Il est clair que l'Égypte a joué un rôle important dans l'établissement du compromis entre le Fatah et le Hamas. Israël se prononce avec force contre ce compromis ; Nétanyahou a dit : « l'Autorité palestinienne doit choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas. » L'État hébreu a pris la décision de geler le transfert aux Palestiniens de 60 millions d'euros, correspondant aux droits de douane et à la TVA prélevés sur les marchandises passant par les ports israéliens et destinées aux Palestiniens. Cette mesure, qui pourrait mettre la Palestine en cessation de paiement, est fort critiquée par les États européens, et même par Ehud Barak, ministre de la Défense du gouvernement israélien. Nétanyahou a fait savoir qu'il prendra une nouvelle initiative politique en juin 2011.

En 2010, il y avait au Liban (capitale Beyrouth) deux coalitions : celle dite du 14 mars qui réunissait les sunnites, une partie des chrétiens et les druzes et celle dite du 8 mars qui comprenait les chiïtes et une partie des chrétiens. La première était majoritaire ; le Premier ministre était le sunnite Saad Hariri. En janvier 2011, les druzes ont quitté la première coalition et rejoint la seconde. Celle-ci est devenue majoritaire. Pour la succession de Hariri, comme Premier ministre, a été choisi Najib Mikati, sunnite (le Premier ministre doit toujours être sunnite), mais proche

du Hezbollah et de la Syrie. La Syrie retrouve ainsi, en 2011, l'influence majeure sur le Liban qu'elle avait perdue depuis 2005.

Le début de l'année 2011 a donc vu un grand changement au Liban. Mais ce changement n'est pas dû aux manifestations de la jeunesse. Il résulte des intrigues des hommes politiques ; il a un lien étroit avec l'attentat qui, en 2005, avait tué l'ancien Premier ministre Rafic Hariri (père de Saad Hariri), et l'établissement, par l'Onu, du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) qui, en 2010, s'apprêtait à mettre en cause des membres du Hezbollah pour cet attentat. Grâce à la nouvelle majorité, au Parlement, de la coalition du 8 mars, le gouvernement libanais va cesser de collaborer avec le TSL.

L'Irak (capitale Bagdad), après une ère ottomane de quatre siècles, avait vécu une ère britannique ou probritannique de quatre décennies, puis après une quinzaine d'années confuses, la dictature de Saddam Hussein (1979-2003). Ce dernier avait déclenché contre l'Iran une interminable guerre (1980-1988 ; 800 000 morts), puis une attaque contre le Koweït que les États-Unis et quelques alliés firent échouer (1990-1991). En 2003, les États-Unis ont lancé une guerre éclair contre l'Irak, dont ils occupent toujours le territoire.

Il n'est pas douteux que des progrès ont été faits en Irak pendant l'occupation américaine : il y a un Parlement élu, divers partis politiques, des élections plus honnêtes que du temps de Saddam Hussein. Mais les tensions qui existent entre chiïtes, sunnites et Kurdes se traduisent de temps en temps par des affrontements ; Al-Qaïda ne parvient pas à transformer ceux-ci en guerre civile ; les militants du terrorisme international ont tendance à quitter l'Irak en direction du Pakistan ou de la Mauritanie. Mais comment les choses évolueront-elles quand l'occupation américaine aura disparu, dans quelques mois ?

La Turquie a une grande influence en Irak. Le volume des échanges entre les deux pays a beaucoup augmenté. Le 29 mars 2011, Erdogan (Premier ministre turc) a été acclamé par des milliers d'Irakiens à son arrivée à Bagdad ; il a inauguré deux banques turques et l'aéroport d'Arbil (construit par un groupe turc).

La Syrie (capitale Damas) est, depuis 1963, sous l'autorité du parti Baas et, depuis 1970, des alaouites (secte chiïte, 12 % de la population du pays, 80 % des postes de commandement dans l'armée). Pendant ce demi-siècle, elle a vécu sous un régime très sévère, rendu possible par « l'état d'urgence » établi dès 1963. Hafez Al-Assad a été un véritable dictateur de 1970 à sa mort, en 2000. Son fils Bachar, qui lui a succédé, a essayé d'abord d'être plus libéral, mais il s'est heurté à la résistance d'autres membres de sa famille et de la secte alaouite. Dans ce contexte, la révolution déclenchée par les événements de Tunisie et d'Égypte a démarré relativement tard en Syrie. Vers le 15 mars, à Deraa, ville du sud du pays, quinze enfants ont écrit sur un mur : « le pays verra la chute du régime. » Ils sont arrêtés et torturés. De vives manifestations se produisent alors et provoquent une dure répression ; des dizaines de morts. Dans plusieurs autres villes éclatent des drames semblables. Puis la révolte s'étend à Damas. Bachar croit bon de lever, le 19 avril, l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. Mais il

sévité plus que jamais contre les rebelles. Dans le monde gouvernemental, de nombreuses démissions se produisent. Les jeunes de Syrie maîtrisent beaucoup moins Internet que ceux de Tunisie et d'Égypte, mais peu à peu, ils apprennent à s'en servir pour planifier des actions de terrain ; le vendredi 6 mai, ils organisent la « journée du défi » : des milliers de révolutionnaires manifestent en plusieurs points du pays. Mais la répression est renforcée : au début du mois de mai, Banyas, ville côtière du nord du pays, est isolée du reste de la Syrie ; l'eau, l'électricité et les relations téléphoniques y sont coupées. Entre le 15 mars et le 6 mai, plus de 600 civils ont été tués, 8 000 personnes sont détenues ou disparues.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Portugal ont essayé de promouvoir une condamnation contre la violence de Bachar, mais cette déclaration a été bloquée par la Chine et la Russie. Le 7 mai, les ambassadeurs à Bruxelles des vingt-sept pays de l'Union européenne ont frappé de sanctions (gels d'avoirs, interdiction de visa d'entrée dans l'Union européenne) treize dirigeants syriens. L'accord ne concerne pas Bachar, « pas pour l'instant ». Le 15 mai, rien n'est terminé.

Je termine le présent article le 15 mai 2011. Le vaste mouvement qui s'est amorcé il y a cinq mois et a envahi une très large fraction des nations arabes a eu des causes diverses dont il me semble que les principales sont : le rôle décisif joué par les nouvelles technologies (portable, Al-Jazeera, Facebook, etc.), l'abondance de la jeunesse arabe, le haut taux de chômage, l'interminable longueur des fonctions de certains dirigeants, les détournements de fonds publics par eux et leurs équipes – et aussi l'attitude des États occidentaux, persuadés que les dictatures en question étaient efficaces pour la lutte contre le terrorisme. Les contestataires n'ont, à ma connaissance, jamais exprimé d'opinions anti-israéliennes.

Les révolutions arabes ont agité, après la Tunisie et l'Égypte, trois autres États de l'Afrique du Nord, cinq États de la péninsule, quatre États et un « bientôt État » (Palestine) du Croissant fertile. La Tunisie et l'Égypte ont chacune éliminé son chef d'État en l'espace d'à peu près un mois. Au contraire, aucun des treize autres pays n'a encore changé de chef d'État (notons que la Tunisie et l'Égypte ont chacune une majorité assez homogène, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres pays arabes).

Mais, pour aucun de ces quinze pays, on ne peut considérer qu'une formule politique solide a été trouvée et installée. Cela viendra probablement en 2011 pour quelques-uns d'entre eux, en 2012 ou plus tard pour d'autres. Quelle formule ? Il est vraisemblable que l'islamisme l'emportera souvent, mais une partie des sortes d'islamisme peuvent se conjuguer avec la démocratie. Parmi les pays arabes, il y aura sans doute demain des États islamo-démocratiques (à la manière de la Turquie actuelle). Il y aura peut-être aussi des États dictatoriaux et islamistes (à l'instar de l'Iran d'aujourd'hui), des monarchies modernes (comme le Maroc demain ?), des républiques modernes (comme l'Égypte et la Tunisie demain ?) Nous verrons... ●

# Dominique Baudis : « Partout les mêmes revendications ; liberté et dignité »

*Grand connaisseur, admirateur et ami du monde arabe, le président de l'Institut du Monde arabe explique ici ce qui s'est passé et suppose ce qui se passera. Il en appelle à l'Union européenne pour que celle-ci, forte de son expérience des transitions démocratiques, apporte son aide à des peuples qui souhaitent la paix sociale et internationale.*

**Françoise Colin-Bertin** – À votre avis, M. le Président, quelles sont les causes de ce printemps arabe ?

**Dominique Baudis** – On se trouve face à un événement d'une dimension historique considérable, comparable à ce qui s'était produit en Europe au tournant des années 1990, un événement soudain, qui concerne un monde tout entier, mais toutefois, avec une différence importante : au moment de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du système soviétique, on a assisté à l'anéantissement d'un empire. Tout s'est produit en l'espace de quelques mois, partout, à peu près de la même manière parce qu'on était face à un phénomène de caractère impérial avec ses territoires annexés et ses pays satellites : le tout était tenu par une armature commune, le parti communiste. À partir du moment où cet empire s'est effondré, tout le système a été emporté. En revanche, dans le monde arabe, il y a autant de situations différentes qu'il y a de pays, ce qui rend l'exercice de réflexion et d'analyse d'autant plus complexe. Néanmoins, malgré la diversité des situations, on observe des caractéristiques communes. D'abord, on voit bien que l'onde de choc partie de Tunisie s'est propagée aux autres pays de la région. Il n'y a pas un pays du monde arabe qui n'ait été concerné par ces événements. Ensuite, on observe partout les mêmes revendications concernant la liberté et la dignité : un meilleur partage des richesses, la dénonciation de la corruption, du despotisme. Donc liberté et dignité.

**F. C.-B.** – Selon vous, les nouvelles technologies ont-elles joué un rôle fondamental ?

**D. B.** – On constate effectivement que le mouvement, commun à l'ensemble de ces pays, est un vrai mouvement du XXI<sup>e</sup> siècle dans lequel les technologies d'information et de communication ont joué un rôle capital. On parle souvent de la révolution numérique. Ici, il s'agit de la révolution grâce au numérique, par le numérique. Ces systèmes de communication, utilisés par une armée de jeunes ayant une très bonne pratique de l'Internet et tous équipés d'un téléphone portable, ont totalement submergé les remparts de la censure. Ces jeunes nous ont parfois donné le sentiment, et c'était une erreur, qu'au fond ils s'échappaient de la politique et des préoccupations du quotidien en allant dans un univers virtuel, chacun pour soi devant son écran. Au contraire, le numérique est un formidable moyen d'action collective et non plus d'évasion individuelle. En réalité, tout a fonctionné en mettant fin au huis clos dans lequel des régimes autoritaires ou des tyrannies pouvaient massacrer leur peuple.

Un exemple : au début des années 1980, en Syrie, dans une seule ville, à Hama, une révolte de nature islamiste a été écrasée dans le sang : 20 000 morts, en quelques jours. C'est plus que toutes les victimes dans tous les pays du monde arabe depuis le début de l'année. Mais, en termes d'opinion publique mondiale, ce fut un non-événement parce qu'il n'y a jamais eu d'images, de photos, de reportages. Tout s'est fait à huis clos. Pourtant, les chancelleries et les journalistes compétents sur les questions diplomatiques le savaient. Aujourd'hui, dans la plus petite ville de Syrie ou de Tunisie, lorsque la police tire à balles réelles sur les manifestants, les manifestants eux-mêmes sont des témoins de l'événement. Ils prennent des photos ou des vidéos qui, très vite, sont diffusées sur des blogs, Facebook, Twitter et ensuite sur les écrans de télévision que les habitants de ces pays reçoivent par satellite. Le fait que l'État tienne la télévision publique n'a donc plus aucune importance. Au contraire, cela marque le décalage entre la propagande que véhicule la télévision publique et la réalité. Les dispositifs des systèmes d'état d'urgence de la police secrète pour empêcher les gens de se réunir ou de communiquer ne peuvent être efficaces, Facebook leur permet de rester en contact et d'organiser des manifestations. Ce phénomène date ce mouvement comme celui du XXI<sup>e</sup> siècle, celui de la modernité.

**F. C.-B.** – *Quelles pourraient être les conséquences de ce mouvement ?*

**D. B.** – Les révolutions du siècle précédent ont été conduites par des idéologues, des tribuns, des guérilleros. Les grandes figures révolutionnaires étaient Lénine, Castro, Che Guevara. Là, ce ne sont ni des idéologues, ni des tribuns, ni des guérilleros, ce sont des blogueurs et des cyberactivistes, c'est-à-dire des personnes qui maîtrisent parfaitement l'outil. Nous assistons à des révolutions sans leaders, sans encadrement, sans chefs ni mot d'ordre, où chacun prend sa part, apporte sa pierre, mu par une volonté commune de ne plus être spectateur ou figurant de sa

propre histoire, mais d'en être acteur.

Ces processus révolutionnaires sont marqués par l'horizontalité. Toute la difficulté maintenant, dans cette période de transition, est de construire sur cette horizontalité une nouvelle verticalité du pouvoir, qui est la légitimité. De nombreuses questions surgissent alors. Quelle orientation vont prendre les partis islamistes dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, interdits hier, aujourd'hui acteurs entiers du jeu politique ? Il y a différentes formes de partis islamistes actuellement au pouvoir. Vont-ils s'orienter vers un parti islamiste du type de l'AKP en Turquie, parti démocrate, qui joue le jeu des élections, respecte l'État de droit et n'impose pas à la société un certain mode de vie ? Ou bien s'orienteront-ils vers un islamisme à la soudanaise, prônant la charia, exerçant une terrible pression de la religion sur la société et refusant le processus démocratique ?

**F. C.-B.** – *Ces mouvements auront-ils des répercussions sur la crise israélo-palestinienne ?*

**D. B.** – Tout le monde a constaté, et c'est important, qu'aucun drapeau israélien n'a été brûlé pendant ces révoltes. Ce serait cependant une erreur d'en conclure que la question israélo-palestinienne n'est plus dans les préoccupations de ceux qui ont manifesté. Ils se sont concentrés sur les problèmes de leur pays. Ils ont vu trop souvent des drapeaux israéliens brûlés et ont compris combien la lutte des Palestiniens pouvait être instrumentalisée pour détourner les mouvements de colère, de frustration, d'insatisfaction. Les pouvoirs en place les ont fait tellement défiler pour crier des slogans contre Israël qu'ils ont compris que cela sert souvent d'exutoire. Mais ce n'est pas parce qu'ils souhaitent un changement chez eux que la question israélo-palestinienne est hors de leurs préoccupations. Des drapeaux palestiniens ont été brandis pendant des manifestations.

Les conséquences de ces mouvements chez les Palestiniens se traduisent par un rapprochement entre l'Autorité palestinienne et le Hamas et des élections programmées d'ici à la fin de l'année. Au même moment, on voit en Israël une équipe Nétanyahou/Liberman très crispée, refusant toute concession et poursuivant le processus de colonisation qui empêche la négociation d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

Comme souvent dans les mouvements révolutionnaires, ce sont plus les jeunes, familiarisés avec les nouvelles technologies là encore, qui se sont davantage mobilisés que les seniors. Ce sont souvent les enfants de la classe moyenne, très formés, très éduqués, qui ont été à l'avant-garde de la révolution. En Égypte, ce n'étaient pas les pauvres paysans des villages du delta du Nil, c'était la jeunesse urbaine et instruite. En Libye, tout a commencé à Benghazi autour de mouvements d'avocats. On peut d'ailleurs le constater à travers l'Histoire pour la plupart des processus révolutionnaires. En France, en 1789, quand le tiers état a fait la Révolution, ce



n'étaient pas les pauvres paysans, c'étaient les hommes de loi, des avocats, des gens instruits.

**F. C.-B.** – *Ce mouvement pourrait-il s'étendre aux pays du Golfe ?*

**D. B.** – Le processus est sensiblement différent suivant le régime politique en place, selon qu'il s'agit d'une république autoritaire marquée par le despotisme, avec une présidence héréditaire, ou d'une monarchie. Le Bahreïn, où il y a eu un mouvement de révolte brutalement réprimé qui épousait la ligne de fracture sunnites/chiïtes, est la seule exception notable. Cependant, ceux qui ont manifesté n'étaient pas animés par des considérations à caractère religieux. Ils n'étaient pas dans la rue parce qu'ils sont chiïtes, mais parce qu'ils sont, pour la plupart, dans des situations sociales précaires. Les chiïtes, dans un royaume comme le Bahreïn, représentent la majorité de la population, mais restent en quelque sorte les citoyens de seconde zone.

Dans les autres monarchies du Golfe, quelques mouvements de caractère social ont été constatés, mais il semble qu'ils aient été apaisés après une négociation avec les pouvoirs. Pour le moment, la situation reste calme dans l'ensemble, en Arabie saoudite, dans les Émirats, au Koweït, au Qatar.

Au Maroc, un mouvement de protestation, d'exigence de réformes a eu lieu, mais le roi a épousé ce mouvement et proposé, avant d'avoir des millions de personnes dans la rue, d'engager un processus. Son discours est d'autant plus crédible qu'en réalité, depuis son accession au trône, il a proposé de nombreuses réformes qui marquent un pas plus démocratique par rapport à la monarchie très autoritaire de son père. On peut même parler d'une opération vérité et justice sur des années de répression très dure. C'est un souverain réformateur, chacun le reconnaît.

Quant aux républiques autoritaires, il y a celles qui n'ont pas donné l'ordre de tirer sur le peuple et celles qui l'ont donné. Pour le moment, ce sont les régimes despotiques, disons, les moins brutaux qui sont tombés, Ben Ali et Moubarak. Les régimes autoritaires qui font tirer sur leur peuple, comme la Libye ou la Syrie, sont encore en place. Au Yémen, ils ont ouvert le feu et il y a eu beaucoup de morts. En Syrie, c'est loin d'être terminé : plus il y a de victimes, plus il y a de manifestations à l'occasion des obsèques ; plus le régime se durcit plus les manifestations ne cessent de croître. Il s'agit d'une véritable spirale infernale ! On est face à une épreuve de force qui a déjà fait de nombreuses victimes et, malheureusement, qui va encore en faire beaucoup d'autres.

**F. C.-B.** – *Où en est-on du processus de l'Union pour la Méditerranée ? Que peut-on s'apporter des deux côtés de cette mer qui nous relie depuis des siècles ?*

**D. B.** – Je croyais beaucoup, et j'espère qu'il pourra être relancé, au processus de



l'Union pour la Méditerranée. Il est en panne, non pas à cause des révolutions dans le monde arabe, mais à cause de la crise israélo-palestinienne et du bombardement de Gaza. C'est pourtant le lieu où l'on peut parler Nord/Sud sur une base d'égalité et comprendre ce qu'on peut échanger et s'apporter.

L'Europe, en particulier les pays d'Europe centrale et orientale, a une expérience de la transition entre régime autoritaire et démocratie, un exercice toujours difficile. Partager notre expérience peut donc être utile. Cependant, nous devons veiller à ne pas donner le sentiment aux pays de la rive sud que nous leur apportons le modèle, le mode d'emploi de la démocratie. Ils ne construiront évidemment pas des démocraties à l'image des nôtres.

**F. C.-B.** – *C'est votre idée de la défense par eux-mêmes de leur dignité et de leur liberté ?*

**D. B.** – Les Tunisiens et les Égyptiens éprouvent une fierté, tout à fait légitime, d'avoir conduit seuls leur révolution. Dans les deux cas, ces démocraties naissantes ont été générées par le peuple. L'avenir nous dira si ces démocraties vont se pérenniser, se consolider. En Irak, la démocratie a été imposée par une invasion armée et elle n'a évidemment pas le même goût que la nouvelle démocratie tunisienne ou égyptienne.

Dans notre dialogue avec eux, nous devons être respectueux de ce qu'ils ont accompli et ne pas leur donner de leçons.

En revanche, nous pouvons les aider à consolider leur transition démocratique, favoriser des accords politiques, économiques, culturels, accroître des échanges entre les hommes du monde européen et ceux du monde arabe. ●

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*Cette génération présente, cette génération appelante se voit seule comme un homme sous une ligne de feu. Elle se voit seule sous le regard innombrable, sous la considération, sous le jugement d'une indéfinité indéfiniment croissante de générations ultérieures. C'est le contraire. C'est chacune des générations juges, des générations ultérieures qui est une en face, en présence de toutes les générations passées.*

**Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne, Charles Péguy**

# La Libye, l'Europe et Schengen

par Jean-Pierre Gouzy

*Le drame libyen révèle la tragi-comédie européenne, ce qui doit nous inciter à poursuivre plus activement la construction de notre communauté.*

**F**ace aux événements de Tunisie, d'Égypte et surtout de Libye, l'Union européenne en tant que telle n'a pas démontré sa capacité à faire face solidairement et efficacement aux bouleversements qu'ils ont provoqués.

Non seulement parce que les Européens, confinés depuis trois années dans une crise économique et financière dont ils émergent à peine, ont été pris au dépourvu, mais aussi parce qu'ils ne se sont pas encore donné les moyens d'une action cohérente, avec les outils hérités du traité de Lisbonne dans les domaines liés des politiques migratoire et de sécurité. La politique extérieure et de sécurité commune (la PESC), pour ne pas parler de la défense (PESD), est balbutiante et sa haute représentante, Lady Ashton, donne surtout le sentiment de faire de la figuration.

Dès le 18 mars, l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, le Portugal ont fait savoir qu'ils ne participeraient pas à une action militaire en « Kadhafie », la Suède et la Finlande s'abstenant tandis que Malte décidait de ne pas offrir ses bases. La veille, l'Allemagne avait déclaré qu'elle ne voterait pas une résolution autorisant une telle action dans le cadre des Nations unies. Autrement dit, la crise libyenne a servi de révélateur.

Par ailleurs, l'Union pour la Méditerranée, fondée à l'initiative de Nicolas Sarkozy en juillet 2008, en dehors du cadre communautaire, et dont il a assumé la présidence de concert avec le « rais » aujourd'hui déchu, Hosni Moubarak, est apparue inexistante. Quand la situation se décantera dans le bassin méditerranéen, le programme UPM (déjà doté d'un budget et d'un siège à Barcelone) devra être repris sur de nouvelles bases, pour mener à bien des projets concrets en évitant, comme l'a démontré sa phase expérimentale, de tirer des plans trop ambitieux sur la comète... Ce qui suppose, non seulement l'accord de l'ensemble des pays du littoral méditerranéen et de l'Union européenne, mais aussi un vrai début de règlement du conflit israélo-palestinien qui pourrit l'atmosphère au Proche-Orient depuis des décennies.

## L'Italie en première ligne

L'une des conséquences des « événements » survenus en Afrique du Nord récemment a été, comme on l'a vu, de provoquer une vague migratoire insolite : 25 000 Tunisiens, aujourd'hui relayés par des milliers de Libyens, fuyant leur pays en guerre, s'efforçant de gagner sur des barcasses d'un autre âge le littoral européen le plus proche, pour tenter leur chance en particulier en débarquant sur l'île de Lampedusa, au sud de la Sicile.

Les îliens déstabilisés et inquiets ont appelé le gouvernement de Rome à réagir, non pas pour rejeter les « intrus » venus du sud à la mer, mais pour dire et redire au palais Chigi que son devoir était de les en débarrasser, en leur ouvrant les portes de terres d'accueil moins confinées : l'Italie, bien sûr, mais au-delà la France, l'Allemagne, etc., bref, l'Union européenne. Les habitants de la péninsule ont mal apprécié, à leur tour, ce soudain afflux de populations maghrébines. D'autant que rien n'indique que le flot va se tarir spontanément. La Ligue du Nord, qui assume un rôle politique primordial dans les régions septentrionales italiennes, qu'elle voudrait réunir dans une république de « Padanie », affiche une xénophobie impétueuse et pourrait défaire du jour au lendemain le gouvernement Berlusconi auquel elle participe. D'autant que le *Cavaliere*, empêtré dans de multiples procédures judiciaires, se trouve politiquement affaibli et que le mois de mai est, en Italie, un mois d'élections municipales. Ainsi, l'actuel ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni, fidèle disciple du leader nordiste, Umberto Bossi, est allé jusqu'à poser la question du maintien de l'appartenance de son pays à l'Union européenne, si les partenaires voisins, parmi lesquels, en premier lieu, la France où vivraient déjà 600 000 personnes d'origine tunisienne, ne prenaient pas leur juste part de la charge représentée par l'arrivée quasi incessante des enfants du printemps arabe sur le littoral italien.

La parade a d'ailleurs été très vite trouvée par le gouvernement de Rome en décidant d'accorder des permis de séjour temporaires aux nouveaux arrivants, sans déroger pour autant à la réglementation de Schengen codifiant la libre circulation des personnes dans les pays de l'Union européenne qui y souscrivent, en contrepartie de contrôles aux frontières extérieures de la zone. Les choses se sont gâtées, cependant, quand la préfecture des Alpes-Maritimes a suspendu la circulation des trains entre la France et l'Italie à la gare frontière de Vintimille, après l'arrivée, le 17 avril, d'un convoi ferroviaire baptisé « train de la dignité », comprenant trois centaines de migrants tunisiens et de militants des droits de l'homme, pour les refouler sur le territoire italien. Le chef de la Farnesina a formellement protesté et l'a fait savoir, par le truchement de Franco Frattini, à la télévision italienne, tandis que son collègue français de l'Intérieur, Claude Guéant, arguait du bon droit des autorités françaises. De son côté, la commissaire européenne en charge du dossier, Cecilia Malmström, a admis devant la presse « qu'apparemment » les Français étaient en droit de prendre de telles dispositions, la convention de Schengen ayant

prévu la possibilité d'édicter des mesures suspensives dérogatoires dans certaines situations, notamment quand la maintenance de l'ordre public est en cause.

En réalité, cet incident est survenu alors que les relations bilatérales entre Paris et Rome s'étaient récemment détériorées. L'Élysée s'est vu reprocher, entre autres griefs, de ne pas avoir informé le gouvernement italien en temps voulu du déclenchement des opérations militaires françaises contre la « Kadhafie » et d'avoir pris également, en solo, la décision de reconnaître le premier, le « Conseil national de transition » libyen anti-Kadhafi siégeant à Benghazi, le 10 mars dernier.

Une rencontre Berlusconi-Sarkozy prévue de longue date à Rome, le 26 avril, a permis une « franche explication », ponctuée de chaleureuses poignées de main et de sourires coincés, sans pour autant régler le différend entre les deux hommes, mais les a incités à adresser une lettre conjointe au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, pour lui demander de faire des propositions permettant de mieux définir les circonstances dans lesquelles des contrôles internes aux frontières de pays de la zone Schengen pourraient s'imposer.

### **Les propositions de Bruxelles**

Le 4 mai, la Commission européenne a fait parvenir la « communication » qu'on attendait d'elle, notamment à Paris et à Rome. La Commission a d'abord rappelé que les clauses de sauvegarde actuellement en vigueur avaient déjà été utilisées, en particulier à l'occasion de grands événements sportifs, par plusieurs pays membres de la zone<sup>1</sup>. La Commission propose que, désormais, les contrôles puissent être étendus pour deux raisons supplémentaires : « la défaillance » d'un pays membre aux frontières extérieures de l'espace européen et dans des « circonstances inattendues » propices à une pression migratoire « forte ». Mais, en contrepartie, souligne Bruxelles, le renforcement des frontières extérieures de l'Union européenne devra être pris en sérieuse considération, grâce à un renforcement des moyens mis à la disposition de l'agence Frontex créée à cet effet et une refonte significative des législations sur le droit d'asile. Ce qui signifie, d'une part, des moyens financiers accrus pour l'agence et, d'autre part, plus de compétences attribuées à la Commission afin de lui permettre de surveiller l'application de « l'acquis Schengen » et d'accentuer la prévention de l'immigration illégale. À cet égard, la situation aux frontières de la Grèce et de la Turquie est également préoccupante.

L'avant-projet de la Commission Barroso sera soumis au Conseil européen (des chefs d'État et de gouvernement) prévu en juin. En outre, si un remaniement de textes législatifs devait se révéler nécessaire, les États devraient se prononcer à la majorité qualifiée en codécision avec le Parlement européen, sur la base d'une proposition de la Commission.

---

1. Tous les États de l'Union européenne sont membres de la zone Schengen, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande, ainsi qu'à titre transitoire : la Bulgarie, Chypre et la Roumanie. Par ailleurs, la Norvège, l'Islande et récemment la Suisse sont également signataires de la convention.

## Schengen, ni Europe passoire ni Europe forteresse

Le groupe de Schengen n'a jamais eu pour finalité d'édifier une Europe forteresse, mais, inversement, les règles édictées par ses initiateurs n'ont pas vocation, pour autant, à transformer la zone de libre circulation européenne en espace ouvert à tous les vents du large. Les accords du même nom ont vu le jour le 14 juin 1985 dans un petit village frontalier luxembourgeois. Les pays fondateurs comprenaient la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas (déjà réunis au sein de l'union du Benelux), ainsi que la France, alors présidée par François Mitterrand, et l'Allemagne fédérale, dont le chancelier se trouvait être Helmut Kohl. Ce groupe de bon voisinage avait l'intention de réaliser entre un certain nombre d'États pionniers de la construction européenne une zone de libre circulation des personnes, telle que le traité de Rome de 1957, instaurant la Communauté économique européenne, l'avait déjà prévue dans les textes, mais qui ne s'était jamais incarnée en pratique dans le cadre communautaire, le Royaume-Uni y étant défavorable. La libre circulation des personnes supposait, pour pouvoir être acceptée, l'acceptation d'une action organisée contre l'immigration clandestine et la drogue, l'édification progressive d'un droit d'asile européen, une lutte concertée contre la criminalité grâce à l'édification d'un système d'information paneuropéen (en l'occurrence, une véritable banque de données aujourd'hui installée à Strasbourg et connectée aux fichiers informatiques nationaux) ainsi que la répression, selon des normes communes, des trafics de drogue.

La mise en application de la convention de Schengen, en bonne et due forme, intégrant l'ensemble des pays fondateurs de l'Europe communautaire, rejoints ensuite par l'Espagne et le Portugal, a connu des retards successifs, mais elle a fini par voir le jour en 1995 avec la suppression des contrôles aux frontières internes des États membres, à l'exception de la France qui, à cause d'attentats terroristes, ne s'y est résolue qu'en 1996. Son élaboration, dans un cadre et selon des méthodes intergouvernementales négociées au siège du Benelux des accords de Schengen, fut particulièrement laborieuse, mais, finalement, elle a fini par s'appliquer dans les nouveaux pays de l'Union européenne, à trois exceptions près. 400 millions d'Européens sont aujourd'hui concernés.

Pour autant, l'Union européenne n'a pas encore, à mon sens, de politique unique en matière de flux migratoires. Chaque État reste libre d'agir comme il pense devoir le faire dans la limite des concertations d'usage et d'engagements mutuellement consentis, mais qui peuvent être diversement interprétés, comme les chocs en retour des événements de Lampedusa viennent encore de le démontrer. Au surplus, l'Union dont le champ d'action n'a cessé de s'étendre est confrontée à des problèmes d'une tout autre dimension que ceux auxquels le groupe initial de Schengen avait à faire face, voici plus d'un quart de siècle. C'est pourquoi, mieux vaudrait nous préparer lucidement et plus que jamais communautairement à les affronter. Dans cette perspective, le Conseil européen de juin sera probablement décisif. ●

# Jean-Louis Guigou : « Pour une Communauté méditerranéenne »

*Pour que la révolution arabe réussisse, il faut aussi que l'Union européenne change ses habitudes.*

**Françoise Colin-Bertin** – À votre avis, pour vous qui êtes délégué général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, le réveil arabe va-t-il perdurer ?

**Jean-Louis Guigou** – Oui, car les causes sont profondes, anthropologiques et non pas conjoncturelles.

D'une part, la présence et la force d'une jeunesse urbaine, éduquée, laïque, branchée sur Internet, a attiré les classes moyennes. Cette cause est bien connue : ce sont les « chômeurs diplômés », parfois 25 % de la population, qui exigent la liberté, de la dignité et du travail... Du travail ? Il faudrait, en 40 ans, créer 40 millions d'emplois dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (les PSEM).

D'autre part, le rôle des femmes a été fondamental. Elles ont été souvent à l'avant-garde des manifestations, car elles luttent pour leur émancipation réelle et contre les discriminations de toutes sortes : religieuses, politiques et économiques. Mir-Hosseini, anthropologue et spécialiste en droit islamique, croit que le féminisme islamique<sup>1</sup> (interprétation et production de connaissances religieuses par les femmes elles-mêmes) peut ouvrir la voie à une construction égalitaire de la loi, à partir de la tradition religieuse. Les femmes éduquées se lancent dans l'interprétation des sources de l'islam et du Coran, activité autrefois réservée aux hommes seuls, et montrent qu'il y a eu une interprétation machiste et idéologique à des fins autoritaires (patriarcat). La convergence entre l'émancipation « civile » et l'émancipation « religieuse » transforme en tsunami le mouvement féministe musulman. Rien ne pourra plus arrêter les femmes des pays arabo-musulmans dans le combat pour la justice. Même la barbarie des dictateurs.

Pour ces deux raisons – la lutte des jeunes (25 % de la population) et la lutte des femmes (50 % de la population) –, le réveil arabe est un mouvement profond qui va emporter un à un tous les régimes arabo-musulmans autoritaires. C'est un mouvement historique qui va se dérouler sur le temps long.

---

1. *Afkar/Idées*, n° 29, printemps 2011.

**F. C.-B.** – *Quelle réponse l'Europe peut-elle apporter ?*

**J.-L. G.** – Alors qu'il eût fallu « écouter », « encourager » et « accompagner » le mouvement de libération, l'Europe a apporté une réponse contrastée.

D'un côté, l'Union européenne a donné un exemple terrifiant d'incapacité à anticiper et à réagir au bon moment avec les bons mots. Le manque de leadership de Catherine Ashton représente l'opposé de ce qu'un responsable politique devait exprimer : des contacts, un plan, des dates, des moyens humains et financiers. La haute représentante n'arrive pas à s'exprimer, pas plus que le président du Conseil et le président du Parlement.

La gouvernance baroque de l'Union européenne est impropre aussi à montrer une volonté unanime face à la barbarie de Kadhafi ; impropre à imposer un plan pour les immigrés de Lampedusa qui ne sont que 25 000 alors que la « petite » Tunisie accueille à elle seule 250 000 réfugiés de Libye ; impropre à compenser les pertes de recettes touristiques.

D'un autre côté, le Conseil européen du 8 mars a approuvé toute une série de décisions qui, si elles étaient mises en œuvre, constitueraient une réelle avancée : du soutien à la transition démocratique à la création d'une communauté euro-méditerranéenne de l'énergie. Il y a tout, mais il y a également fort à parier que rien ne sera fait. Des mots comme « le Mur européen », profondément libéral et anglo-saxon, s'opposent à toute régulation pérenne en faveur du Sud. Le « Mur » coupe déjà l'Europe en deux, rejetant l'Europe méditerranéenne (la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la France ?...) au profit d'une Europe continentale tournée vers l'Est. Le « Mur de l'Europe » ne propose pas de vision géopolitique à vingt ou trente ans susceptible de créer une grande région euro-méditerranéenne, une grande région Nord/Sud intégrant près d'un milliard d'individus, comme l'ALENA a su le faire en Amérique ou l'ASEAN en Asie.

**F. C.-B.** – *La transition démocratique prendra-t-elle du temps ? Comment réduire la durée de cette transition ?*

**J.-L. G.** – Certainement, la transition démocratique sera un processus long – dix, quinze, vingt ans – avec peut-être des retours en arrière.

Ce processus sera long parce que les appareils de répression et de corruption mis en place par les dictatures arabes après les guerres d'indépendance des années 1960 sont solidement incrustés dans les sociétés : passe-droits, clientélisme, mafia, économie de rente et de privilèges, oppression médiatique, absence de contre-pouvoir... Toutes les personnes – élites, responsables, chefs d'entreprise, fonctionnaires – qui ont profité et assuré la survie de ces régimes autoritaires ne vont pas disparaître du jour au lendemain. Les résistances au changement seront fortes. Qui plus est, l'apprentissage de la démocratie lui-même est un processus long ; il faut

savoir et donc avoir appris à respecter la liberté des autres ; à payer des impôts pour le fonctionnement des services publics ; choisir, par des élections libres, des représentants et que ceux-ci assurent « la représentation nationale » de leurs élections ; adhérer et participer à des associations, des partis politiques et des ONG pour défendre, ensemble, les idées auxquelles on croit. « La voie démocratique ne peut être que longue et aléatoire » (Edgar Morin).

Enfin, le processus de transition démocratique au Sud risque d'être ralenti par l'absence d'offre politique de l'Europe en réponse aux révolutions arabes. Alors que l'Union européenne a offert au Portugal, libéré de la dictature de Salazar, à l'Espagne libérée de la dictature de Franco, à la Grèce libérée de la dictature des Colonels, aux pays de l'Est libérés de la dictature communiste, l'intégration à l'Union, dans le cas des pays arabes libérés et en route vers la démocratie, elle n'offre encore rien d'enthousiasmant : une zone de libre échange ? Un statut avancé ? Une aide financière conjoncturelle ? Cela n'est pas suffisamment attractif ! Il faudrait une offre politique européenne avec une grande ambition pour attirer et accélérer la transition démocratique.

Cette offre pourrait être de refonder « ensemble » l'Union pour la Méditerranée. Ce pourrait être une nouvelle communauté. Ce pourrait être aussi – comme en 1951 entre la France et l'Allemagne qui se sont réconciliées en mettant en commun leur charbon et leur acier en créant la CECA – le moment de créer deux ou trois très grands projets.

**F. C.-B.** – *Et, selon vous, quels seraient les grands projets que pourrait offrir l'Europe aux pays arabes en situation de transition démocratique ?*

**J.-L. G.** – Nous sommes d'accord sur un préalable : les pays arabes en voie de démocratisation vont aborder une phase critique et pleine de périls. Ils peuvent se détourner de l'Europe et choisir de regarder vers la Chine et les États-Unis, que les matières premières attirent. Ils peuvent être absorbés « par la pieuvre du fanatisme ethno-religieux » (Edgar Morin). Mais ils peuvent aussi faire le choix de se tourner vers l'Europe à condition que l'offre politique européenne soit claire, rapide, ambitieuse et échelonnée dans le temps :

- à court terme, être à l'écoute, « accompagner » le mouvement et répondre aux demandes. Chaque pays sera confronté à des problèmes spécifiques : boucler un budget, assurer la stabilité des comptes extérieurs, stabiliser la monnaie, les charges, offrir des garanties pour des capacités d'emprunt, etc. ;
- à moyen terme, proposer des plans de modernisation et d'aménagement du territoire à chaque pays en mobilisant les financements de la Banque mondiale, de la BEI, de la KfW, de la BAD, etc. Mais aussi, au-delà des aides bilatérales, proposer à l'ensemble des pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM) quelques grandes politiques d'intérêt général. Comme par exemple une institution



financière pour le développement de la Méditerranée, une politique euro-méditerranéenne de l'énergie mutualisant et sécurisant les approvisionnements, la transformation et la distribution de toutes les formes d'énergie, y compris nucléaire, une politique de sécurisation alimentaire intégrée dans la réforme de la PAC... trois ou quatre grandes politiques communes.

- à long terme (dix ou quinze ans), il faut offrir une vision politique et économique. Il faut rallumer les étoiles de l'espérance. Sur le plan politique, il faut refonder le processus de Barcelone (1993), celui du voisinage (2002) et celui de l'Union pour la Méditerranée (2008). Cette refondation de la coopération Nord/Sud ne peut se faire qu'ensemble : ni les pays du Nord ni ceux du Sud ne peuvent imposer leur vision. Mais l'expérience de ces quinze dernières années me conduit à penser qu'il est possible d'offrir un ancrage historique entre les deux rives. Cet ancrage pourrait s'appeler « Communauté méditerranéenne », comme la Communauté européenne créée en 1956, et, en termes institutionnels, offrir aux pays qui le souhaitent le statut de « membre associé » à l'Union européenne. « membre associé » est bien plus ambitieux que « statut avancé » et bien plus stratégique que les accords d'association. À côté des « membres titulaires » (les 27), il y aurait quelques « membres associés » qui voudraient partager les mêmes valeurs communes, les acquis communautaires et la participation aux politiques communes.

À terme, surtout, la région euro-méditerranéenne, forte de 500 millions d'Européens et de 500 millions d'arabo-musulmans, constituerait une grande région mondiale capable de peser dans la compétition multipolaire.

Sur le plan économique, il faut proposer la nécessité « d'écologiser notre modèle de production » (Hubert Védrine). Je suis surpris par la simultanéité de trois textes : *La Voie* de Edgar Morin, « Le genre humain menacé » de Michel Rocard (*Le Monde* du 3 avril 2011) et « L'Occident dans la compétition multipolaire ou la nécessité d'écologiser » de Hubert Védrine (*La Tribune* du 6 avril 2011). Après « l'industrialisation », la « financiarisation » et « l'informatisation », voici venu le temps de « l'écologisation » de notre système de production. Car si tous les pays adoptaient le mode de vie américain, il faudrait quatre planètes pour subvenir aux besoins de matières premières. L'Europe, si elle devenait championne de l'écologie, pourrait partager avec les pays arabes libérés un nouveau modèle de développement plus durable et plus humain. Les PSEM seraient d'autant plus favorables à cette approche « écologisante » que le réchauffement climatique, inéluctable, rend cette région euro-méditerranéenne très fragile et menacée. Il faut, Nord et Sud de la Méditerranée ensemble, inventer un nouveau modèle d'écologie industrielle et urbaine. ●

# La révolution arabe : un nouveau 1848 ?

par Albert Kalaydjian

*Le monde arabe hérite de terribles contradictions. Face aux menaces latentes, il faut agir avec courage et doigté.*

« **M**ourir dans les voies de l'islam est notre unique espérance » est la devise des Frères musulmans, organisation née en Égypte en 1928, sous les auspices de la Sunna, enseignée par le prophète Mahomet.

Le feu couvait depuis très longtemps dans le monde arabe. Les longs siècles de la décadence se sont succédé au rythme des dominations successives, notamment celle de la domination turque, la domination de l'Empire ottoman, joliment appelé la Sublime Porte au XIX<sup>e</sup> siècle. Un temps, la présence française en Algérie dès 1830 et l'intervention britannique en Méditerranée orientale furent interprétées comme des signes avant-coureurs de temps de malheur. Mais la promesse émancipatrice des peuples ou celle d'un « monde commun », ou Commonwealth, ne se révéleront n'être que les prétextes d'une présence coloniale, à la fois coûteuse pour les uns et insupportable pour les autres.

## **Les prémices de la révolution arabe**

La renaissance arabe, née au XIX<sup>e</sup> siècle, se voulut d'abord une résurrection intellectuelle, une relecture des textes sacrés du Coran et une profonde rénovation économique et sociale. L'entrée dans la Grande Guerre du peuple arabe en 1916 en fut la quintessence avec l'immense et double expérience de la victoire et de l'indépendance.

La déception fut immense au lendemain des traités de paix qui portaient, au Moyen-Orient, les noms de Sèvres (août 1920) et Lausanne (janvier 1923). Sur les ruines de ces espoirs déçus naquirent ces Frères musulmans, prémices de l'islamisme contemporain et du socialisme arabe. Ce dernier n'a pas su, ou pas pu, obtenir successivement du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis ce qu'il en attendait. Israël est présent, « arrogant, sûr de lui et dominateur », avait dit le général de Gaulle, dans sa dernière conférence de presse du 29 novembre 1967, et la Turquie, toujours détestée, est, elle, omniprésente et choyée par les États-Unis.

Comble de l'incompréhension, c'est le wahhabisme, une tendance obscurantiste de l'islam née dans certaines tribus bédouines au XVII<sup>e</sup>, en place en Arabie saoudite, qui a les faveurs de Washington depuis la fameuse rencontre du Caire entre Roosevelt et le roi Fayçal, en 1944. Et c'est délibérément que ce choix fut confirmé, en 1991, par l'opération « Tempête du désert », menée contre l'Irak au nom d'une conception occidentale – et surtout anglo-saxonne – du concert international, le Koweït ayant été retiré en 1936 d'un Irak devenu indépendant et privé de sa « 19<sup>e</sup> province ».

Le socialisme arabe ne subsistait plus qu'à l'état résiduel sur le plan politique et sur le plan idéologique qu'en Égypte et en Syrie et comme une lointaine faction et une survivance en Algérie, en Tunisie, en Libye et au Yémen.

C'est ce monde arabe qui s'écroule dans une perception fautive et un prisme déformé de la réalité des événements. Cette révolution, pour reprendre une formule célèbre, a une apparence : l'irruption du numérique, l'ébullition de la jeunesse et la révolte des classes moyennes. Elle a une réalité, aussi : le refus profond de la « mondialisation économique », le rejet de ses valeurs morales, jugées laxistes et permissives, et le mépris de la démocratie politique à l'occidentale.

Avec une conscience aiguë des réalités tactiques, le Front islamique du salut en Algérie, Renaissance ou Ennahda en Tunisie, les Frères musulmans en Égypte, le Hamas en Palestine, le Hezbollah au Liban, les taliban en Afghanistan et les hommes au pouvoir au Liban mènent le même combat. Ils tracent le même chemin et réconcilient les deux branches de l'islam, la Sunna et les partisans d'Ali, comme jadis le fascisme italien, d'abord méprisant à son égard, fit affaire avec le national-socialisme allemand. Les divergences sont tuées pour un temps au nom d'une valeur suprême, celle de l'« Oumma », la « communauté » de tous les musulmans. Les élections démocratiques peuvent être choisies comme mode d'accès au pouvoir, comme par exemple en Algérie il y a dix-neuf ans. La victoire était alors au rendez-vous si un coup d'État militaire à l'intérieur d'un régime déjà diminué par l'omniprésence des militaires n'avait interrompu ce processus avec la bénédiction de la communauté internationale. Cette même communauté préféra au chah, Mohammed Reza Pahlavi, la république islamique d'Iran qui élimina impitoyablement des alliés du parti communiste Toudeh, du Front du salut national des héritiers de Mossadegh, des moudjahidines du peuple (extrême gauche), pourchassés même un temps, au nom de la raison d'État, par la police française. Pour l'instant, ces islamistes sont seulement au pouvoir à Téhéran, à Gaza et au Sud-Liban. Mais ils espèrent déborder la révolution arabe, quand bien même l'opération américaine visant à éliminer Oussama ben Laden leur a coupé les ailes.

### **L'étincelle tunisienne**

C'est le peuple tunisien qui a mis le feu aux poudres en scandant le mot *houria*. *Houria* veut dire liberté, ouverture, prononcé, puis hurlé par une jeunesse du pays si désespérée qu'elle a entraîné les plus réservés des Tunisiens et provoqué une

inquiétude palpable parmi la communauté tunisienne de France, forte de 600 000 âmes.

La révolution tunisienne qui s'est déclenchée a des causes multiples. D'abord, un développement économique à marche forcée sur un rythme de croissance annuelle virtuel de 10 %, bientôt réduit à 7,5 %, en raison d'une corruption endémique et massive. Ce développement a créé des inégalités sociales insupportables. Une jeunesse bien formée, éduquée, mais surdiplômée, ne trouve pas de débouchés professionnels, même sous-qualifiés. La politique d'immigration restrictive de l'Union européenne, et singulièrement de la France, a mis fin à beaucoup de rêves. Et un régime policier féroce avait transformé le pays en une immense prison de la pensée. Il est incontestable ensuite que la révolution numérique a joué un rôle décisif : les blogs, les réseaux sociaux, les photos transmises par ordinateur ont jeté dans la rue la jeunesse tunisienne (60 % de la population a moins de 40 ans et n'a rien à perdre).

Enfin, le système politique tunisien s'était détraqué : le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocrate, section tunisienne de l'Internationale socialiste, avait pratiquement perdu la « confiance des masses ». Le parti n'était plus que l'ombre de lui-même. Le temps du vieux Néo-Destour ou du Parti socialiste destourien était bien loin. Les militants du parti étaient coupés de la population et ne servaient plus de relais au pouvoir en place. Les dirigeants n'étaient que des fonctionnaires chargés de doubler l'administration tunisienne et n'avaient plus d'existence politique propre. Et tous constituaient une machinerie politique pléthorique, coûteuse et inefficace. Ultime embûche : la police et la gendarmerie devenues prédominantes avaient tissé sur le pays une toile de fond d'espionnage intérieur finissant par étouffer toute contestation, mais empêchaient aussi toute soupape de sécurité évacuant une partie de la colère populaire. Quant à l'armée nationale, toujours méprisée et tenue à l'écart, elle avait su courber la tête et convaincre son général de président de l'équiper, à défaut d'améliorer les soldes.

Cette armée a su rester neutre et, lorsque les forces de l'ordre furent submergées, elle refusa de prêter son concours et joua un rôle décisif pour consacrer la victoire du processus révolutionnaire. Mais le processus de transition demeure encore incertain. Le président de la République par intérim, Fouad Meazza, a le plus grand mal avec son Premier ministre, Essedj Saïd Sebsi, à mener ce processus jusqu'à son terme. Les élections prévues le 24 juillet prochain apparaissent incertaines aux yeux de beaucoup : si l'Assemblée constituante sortant des urnes était dominée par des islamistes, l'armée n'hésiterait pas beaucoup à intervenir et à s'accaparer le pouvoir politique.

### **La poudrière égyptienne**

Au Caire, l'armée n'a jamais cessé d'être le maître du processus politique. Il n'a pas fallu plus de quinze jours d'émeutes pour se débarrasser du général Hosni

Moubarak. Celui-ci, sans le dire, trahissait les derniers vestiges de l'héritage de Nasser et de Sadate et préparait une succession familiale. Mais au pays des pharaons, plus personne ne voulait de dynastie. Avec beaucoup de cynisme l'armée a laissé les événements se développer pour obtenir ce qu'elle cherchait.

Les vendredis étant des rendez-vous redoutés et craints par les dirigeants politiques, c'est un vendredi, le 11 février dernier, que le général Moubarak a quitté le pouvoir et c'est un autre vendredi, le 1<sup>er</sup> avril, que la contestation a repris de plus belle exigeant des procès politiques. Il y a eu des centaines de morts durant les émeutes. Le 8 avril dernier, un autre vendredi, un faux procès Moubarak a été instruit, mis en scène et diffusé dans tout le pays. Une enquête judiciaire a finalement été ouverte : l'ex-chef de l'État, victime d'une crise cardiaque, a été placé en détention dans un hôpital militaire et ses deux fils, Gamal et Alaa, ont été incarcérés en compagnie de l'ancien ministre de l'Intérieur.

Il y a eu dans la population un profond mécontentement après le référendum expéditif du 19 mars 2011, mené par les militaires avec la complicité des Frères musulmans. Et comble de malheur, les coptes commencent à comprendre la réalité du rapport de force politique au Caire et n'en sont pas satisfaits. Des églises sont brûlées, des heurts opposent chrétiens et musulmans. Les élections législatives promises ne sont donc pas certaines de se dérouler dans la sérénité et la légalité. Quant à l'élection présidentielle, théoriquement réservée à un civil, rien n'empêche l'homme fort du régime de transition, le maréchal Tantaoui, le chef de la junte en place, de quitter la tenue militaire. Mais un fait est certain, comme en Tunisie, un nouveau pouvoir voit le jour en Égypte, issu directement ou indirectement de la rue et de son processus révolutionnaire.

### **L'imbroglio libyen**

La contagion a ensuite gagné la Libye, troisième foyer de la révolution arabe. Elle s'est déclenchée le 15 février dernier, entraînant le pays dans une partition de fait entre la Tripolitaine à l'ouest, restée globalement fidèle au colonel Kadhafi, et la Cyrénaïque à l'est, siège d'un contre-gouvernement, celui du Conseil national de transition présidé par Mustapha Mohammed Abdeljalil.

Pour mieux comprendre les événements en cours, il est juste de rappeler quelques vérités. La Libye n'existe pas dans la réalité, il s'agit simplement d'une structure administrative abritant des tribus hostiles et qui était devenue un pays arabe conquis par l'Empire ottoman, colonisé ensuite par l'Italie.

Placée au lendemain du second conflit mondial sous la tutelle de l'Organisation des Nations unies qui conclura à la viabilité de ce pays artificiel, elle fut déclarée indépendante en 1952 et confiée à un monarque constitutionnel, Idris I<sup>er</sup>, un vieux dignitaire religieux de la dynastie des Senoussis avec pour emblème le drapeau rouge, noir, vert symbolisant l'union des trois régions (Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan).

C'est pour se débarrasser de cette monarchie obsolète et désuète qu'un jeune officier, le commandant Kadhafi, âgé de 34 ans, chassa le vieux monarque de 79 ans. Il saura jouer la carte de la modernité, d'une démocratie en devenir et d'un socialisme arabe en construction, prenant le colonel Nasser pour modèle. Il sera très actif sur le plan diplomatique, inventif sur le plan idéologique, promouvant un socialisme arabe avec la publication d'un Livre vert.

Il infléchira alors ce socialisme arabe vers un socialisme musulman, transformant la Libye en Jamahiriya et peuplant le pays de comités révolutionnaires. Il s'engagea alors dans la lutte armée, associant le financement d'organisations terroristes palestinienne, basque ou irlandaise, servant de base armée à tous ces mouvements et n'hésitant pas non plus à mener une lutte sans merci au cœur de l'Afrique. Il cherchera à récupérer la bande d'Aozou au Tchad et à s'infiltrer au Borkou et au Tibesti.

C'est à la surprise générale qu'une insurrection ethnique plus qu'une révolution politique a éclaté principalement dans l'est du pays. Mais, après plusieurs mois et une intervention aérienne d'une coalition internationale, la question libyenne demeure entière. À la réflexion, il semble qu'il y ait eu plusieurs révolutions qui se sont superposées sans vraiment se compléter et sont devenues, sans doute, antagonistes. Sans doute aussi, comme dans plusieurs pays arabes, une révolte de la jeunesse s'est déclarée et a usé des moyens numériques. Cela a entraîné des mouvements divers et nombreux dans la capitale Tripoli et dans tout le pays. Il y a aussi eu une opposition d'un monde arabe qui a peu profité de la rente pétrolière, de ses retombées et de ses avantages. Les antagonismes tribaux se sont aussi fait jour. La Cyrénaïque, privée du pouvoir depuis 1969, le roi de Libye Idris I<sup>er</sup> ayant été aussi et surtout l'émir de Cyrénaïque, demeure le cœur et l'âme de la résistance au pouvoir du colonel Kadhafi. À l'inverse, le chef de l'État libyen ne manque pas de soutiens en Tripolitaine et dans son fief de Syrte. Il est inutile de le nier et cela explique largement son maintien au pouvoir.

D'autre part, sur le plan idéologique, son « socialisme musulman » se pose en adversaire résolu d'un islamisme aux formes incertaines, mais à la présence réelle chez les insurgés. Sur le plan national, le Guide Suprême a su conserver des attaches tribales sûres et résolues qui lui permettent de bénéficier d'appuis solides.

À l'opposé, le prisme politique des rebelles demeure assez incertain : des monarchistes, des tribus de Cyrénaïque, des musulmans convaincus, des militaires rebelles dont la participation fut décisive à Benghazi et bien peu d'intellectuels. Le Conseil national de transition peine à dessiner les contours d'une politique, à se faire obéir sur le terrain et à se faire reconnaître sur le plan international.

### **L'incendie qui se propage**

Un drame se joue en Syrie : à Damas, le président syrien, Bachar Al-Assad, s'est opposé aux autres dirigeants du pays sur la nécessité d'une ouverture politique dont

les caciques du régime ne veulent à aucun prix. La réforme constitutionnelle, la levée de l'état d'urgence sont des préalables pour apaiser les troubles, mais ils ne demeurent envisageables qu'en théorie et rien n'indique que le pouvoir en place vacille sur ses bases.

Dans la Jordanie voisine, le roi Abdallah II a dû faire face à une contestation des tribus bédouines, inquiètes de voir les fondements de la monarchie et du régime remis en cause par une modernisation trop rapide de l'économie, au profit de Palestiniens gagnés à la modernisation.

Au Bahreïn, le pouvoir en place, celui de l'émir Khalifa, n'a pas non plus cédé devant la contestation et a même demandé et obtenu l'intervention de l'Arabie saoudite voisine. Dans un pays proche, Qābūs I<sup>er</sup>, sultan d'Oman, a semble-t-il pu venir à bout de sa contestation.

Au Yémen, le président Ali Abdallah Saleh, consensus après consensus, se rapproche de la sortie, mais il est au pouvoir depuis 1978 et n'entend pas le céder à des mains incertaines, sinon islamistes. Il est vrai que ce pays, fruit de la fusion entre le Sud-Yémen (l'ex-colonie britannique d'Aden) et le Nord-Yémen monarchiste, n'a jamais su ni pu trouver un équilibre satisfaisant.

Au Maroc, le changement est incertain, même si le pouvoir en place s'efforce de le contrôler et d'en mesurer les effets. Le roi Mohamed VI en prononçant un discours, le 9 mars dernier, a pris des risques certains. La difficulté essentielle est que le souverain n'est pas seulement un monarque, le chef de l'État, le chef de l'exécutif et l'autorité judiciaire suprême, il est aussi un chef religieux, le commandeur des croyants descendant de la famille du Prophète. Quelque part son pouvoir est de droit divin et il n'est donc pas facile, même pour l'intéressé, de se débarrasser de cette tunique de Nessus. Après avoir révisé le Code de la famille, en supprimant la polygamie, lancé l'instance Équité et Réconciliation, organisé des élections libres et transparentes en 2007 et engagé le chantier de la régionalisation, il a donné le départ, par cette allocution, d'une profonde réforme politique.

Mais cette révolution maîtrisée, une partie de la rue marocaine, jusque-là bien canalisée, la rejette. Le mouvement veut s'appuyer sur le printemps arabe et jouer le rôle de vigie démocratique. Le calendrier royal veut, tout au contraire, consulter le conseil des Sages et soumettre, en septembre prochain, une nouvelle constitution doublement approuvée ; c'est essentiel pour le roi et la nation. Cette loi suprême devrait sceller la séparation des pouvoirs, renforcer les libertés publiques et reconnaître le peuple berbère. La « monarchie exécutive », concept théorisant la concentration du pouvoir au palais, devrait progressivement céder la place à une monarchie parlementaire avec un vrai chef du gouvernement dirigeant l'exécutif et rendant des comptes à un Parlement aux prérogatives renforcées.

En Algérie enfin, le pouvoir est balbutiant. À son tour, le 19 mars dernier, le président Bouteflika s'est engagé à introduire des réformes politiques. L'état d'urgence en vigueur depuis 1992 a été levé et une commission constitutionnelle



voit le jour afin de proposer un véritable multipartisme politique, la liberté d'opinion, de réunion et d'association. Le propos laisse sceptique car c'est durant l'été 1956, au congrès de la Soummam, que le Front de libération nationale choisit d'être le seul et unique porteur de la révolution algérienne. Il s'ensuivit une guerre civile qui vit l'élimination de tous les autres indépendantistes. Les dirigeants politiques algériens n'ont jamais depuis dérogé à cette règle intangible si ce n'est les militaires du FLN qui confisquèrent à leur propre profit le pouvoir déjà confisqué au peuple. Le président algérien n'est plus aujourd'hui que le dépositaire fatigué d'un pouvoir militaire et FLN confondus et à bout de souffle.

Le monde arabe vit donc un bouleversement profond et tout le bassin méditerranéen subit une tempête comparable à celle de 1848 en Europe. L'issue est incertaine : en Europe, l'année 1849 vit tous les pouvoirs conservateurs reprendre le dessus et écraser dans le sang le printemps des peuples. Dans l'Orient mystérieux, le pire n'est jamais sûr et il y aura bien une conclusion à tous ces événements. Mais c'est au Liban, oublié de la crise arabe, vivant sans gouvernement, avec une armée affaiblie, un pays brisé et une classe politique déchirée, qu'un poète a dit un jour : « L'homme est un apprenti et la douleur est son maître. » Lorsque la douleur se révélera trop forte, des solutions politiques verront nécessairement le jour. ●

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*Il est grand temps que nous sortions de nos illusions philanthropiques, de nos sympathies crédules. La révolution ne peut, sous peine de périr, rester dans l'âge d'innocence.*

**Histoire de la Révolution française, Jules Michelet**



# La liberté guide nos pas...

par Henry Laurens

*Le Sénat, haut lieu des libertés publiques, donne ici la parole à un professeur de l'histoire arabe. Il explique comment les régimes autoritaires sont nés de la menace des nations occidentales, quelles promesses et quels dangers on peut attendre de leur renversement.*

**Josselin de Rohan, président** – *Nous avons le plaisir d'accueillir M. Henry Laurens, professeur au Collège de France où vous vous occupez de la chaire « histoire contemporaine du monde arabe ». En énonçant l'intitulé de votre chaire, nous avons posé le cadre de votre audition devant notre commission. C'est bien évidemment vos analyses et votre point de vue d'historien sur ces presque quatre mois de révoltes arabes, si nous situons au 17 décembre le début des mouvements en Tunisie, qui nous intéressent. Quels sont les points communs de ces événements ? La demande de démocratie que nous constatons a radicalement changé l'image et la perception que nos opinions publiques ont des aspirations démocratiques d'un monde arabe que nous estimions peu doué pour la démocratie. Le rejet d'une corruption endémique et la question de la répartition des fruits de la croissance ont été également des motivations puissantes, sans doute aussi avec une ouverture de la jeunesse, nombreuse et aux perspectives bouchées, ouverte sur la mondialisation et ses outils de communication. Mais vous replacerez sans doute ces « déclencheurs » dans une perspective de plus long terme. Pour autant ces points communs des révoltes s'inscrivent dans la spécificité et la diversité des situations qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Je pense à des situations aussi diverses que celle qui prévaut en Égypte où l'armée joue un rôle central qui risque d'être débordée par une révolte sociale. Saura-t-elle, pour gérer cette situation, revenir et abandonner une partie de ses privilèges. La problématique est différente en Irak, mais là aussi, la contestation sociale prend le relais de la crise politique. Je pense au Maroc réformateur, à la Tunisie. Est-elle un modèle ? Où va la Libye, les forces rebelles seront-elles capables de trouver une unité et une cohérence et prendre le destin de leur peuple en main ? Faute de quoi nous risquerions un enlisement ou un abandon l'un comme l'autre dramatique.*

*La grille d'analyse n'est pas simple. Encore n'ai-je cité que quelques pays alors que la crise traverse tout le monde arabe et qu'elle risque de raviver des tensions*

*religieuses entre chiïtes et sunnites. Les répercussions en Arabie saoudite, qui peine à se réformer, pourraient être considérables. Il en va de même pour la minorité alaouite au pouvoir en Syrie.*

*Quelles seront les conséquences de ces mouvements sur le conflit israélo-palestinien qui se radicalise une fois de plus devant la poursuite de la colonisation ? Ces mouvements changent-ils la perception qu'a la rue arabe d'Israël et de l'Occident en général ? Pour l'instant, ces révoltes n'ont pas ciblé l'Occident, mais la poursuite de notre engagement en Libye ne risque-t-il pas de raviver ce sentiment ? Une avancée de la démocratie serait-elle de nature à affaiblir des mouvements comme le Hamas ou le Hezbollah qui espèrent la victoire à long terme des Frères musulmans en Égypte ? Permettrait-il de contenir un peu plus l'Iran ?*

*Pouvons-nous discerner dans les événements en cours les lignes de force qui nous permettraient d'éclairer l'avenir à moyen terme ? Quels enseignements pouvons-nous en tirer pour la conduite de notre politique étrangère ?*

*Comme vous le voyez, nous avons beaucoup de questions, mais sans doute avez-vous beaucoup de réponses à nous apporter.*

**Henry Laurens** – Je vous remercie pour ces mots aimables. Je ne suis qu'un historien. Les seules prédictions que les historiens soient capables de faire sont celles qui concernent le passé, l'avenir étant par essence imprévisible. Pour ce qui est de l'intitulé de la chaire que j'ai l'honneur de diriger, il faut entendre « histoire contemporaine » au sens académique du terme, c'est-à-dire depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Enfin, concernant le monde arabe, je précise que je ne suis compétent que pour le Proche-Orient et pas pour le Maghreb que je n'ai étudié que pour la période coloniale. Pour répondre à vos questions, permettez-moi de modifier l'expression de Jean Cocteau dans les *Mariés de la tour Eiffel* : « Puisque nous n'organisons pas ces mystères qui me dépassent, feignons de les comprendre. » Ce que nous avons vu ces quatre derniers mois rappelle combien les événements sont inattendus. Personne de sérieux n'avait prédit ce qui se passerait. Une doctorante m'avait bien prédit en janvier, alors qu'il n'y avait aucun signe précurseur, que Moubarak partirait. Je l'ai assurée en lui disant qu'il n'y avait aucune chance que cela se produise. Un des derniers rapports du PNUD portait sur ce point précis du développement et de la démocratisation dans le monde arabe. Ce rapport est un excellent instrument de travail. J'avais commis en 2010 quelques papiers disant que les statistiques démographiques et économiques ne montraient aucun obstacle à la démocratisation dans le monde arabe...

Je partirai donc de la fin de vos questions. Ce qui est en cause aujourd'hui, dans le monde arabe, ce sont les régimes autoritaires. Rassurez-vous, dans ces sociétés, il n'y a pas d'ADN du despotisme oriental. Bien au contraire, l'autoritarisme y est un phénomène récent. L'ancien régime arabo-musulman était un régime de liberté. Le droit à l'insoumission était inscrit dans la constitution sociale du Maroc.

L'Afghanistan était appelé le royaume de l'insolence. Dans l'iconographie arabe, le despotisme est représenté par Pharaon, et le Coran lui-même comporte plusieurs tirades contre les souverains injustes.

Ce que nous avons actuellement est le résultat de ce que nous avons fabriqué au XIX<sup>e</sup> siècle : le modernisme autoritaire. Pour faire face à l'invasion de l'Occident, les régimes arabes ont dû importer les concepts de l'Occident. Ils ont dû s'inspirer de lui pour le combattre. Ils ont dû construire des États modernes pour résister aux agressions que nous lui avons fait subir. Cela a commencé avec la Turquie avec les Tanzimat, puis le kémalisme, puis l'Iran des Pahlavi, et pour finir les révolutions arabes, le nassérisme, le baathisme. Tout cela a constitué le modernisme autoritaire. Le second terme de cet autoritarisme, c'est qu'il a été bâti afin d'éviter les ingérences. C'est l'idée, encore rappelée par Nasser lors d'un entretien avec Nehru : si vous autorisez le libéralisme avec un système pluraliste, c'est la porte ouverte à l'ingérence aussi bien régionale qu'internationale, chaque parti, chaque faction n'ayant de cesse de se trouver un parrain, un protecteur extérieur.

L'exemple du Liban est caricatural. Mais il y a aussi celui de la Palestine. La dictature est le ciment de l'unité nationale, elle se justifie par la volonté de lutter contre l'extérieur. La dictature, c'est l'absence d'ingérence. Tout ennemi du dictateur est un valet de l'extérieur. Le souverainisme absolu se résume dans la personne du dictateur. C'est un thème récurrent que l'on retrouve encore dans les derniers discours de Bachar Al-Assad ou de Mouammar Kadhafi.

Troisième élément : le système économique de la rente. Généralement pétrolière, elle peut aussi être liée à d'autres éléments, tels que le tourisme, la rente du canal de Suez pour l'Égypte ou encore l'aide américaine. L'État se finance sur ces rentes et prélève peu sur les populations. Au contraire, il redistribue. C'est le contraire de l'adage britannique : *no taxation without autorisation*. Certains économistes disent même qu'en dessous de 20 % de prélèvements obligatoires vous êtes en dictature. Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a pris des mesures d'urgence en ouvrant grand les vannes des régimes sociaux. L'islamisme n'est qu'une variante de cet autoritarisme.

La question est de savoir ce qui a désagrégé cet autoritarisme. Désagrégation, soit dit en passant, que nous n'avons pas vue venir.

Il y a eu tout d'abord l'impact du libéralisme économique. Il y avait dans les régimes arabes la volonté d'aller vers des économies plus productives, plus efficaces, du fait de l'épuisement de la rente. Or, les performances économiques ont été positives, en Égypte, en Tunisie notamment. Ces économies ont échappé à la crise de 2008. Mais quand vous faites du libéralisme économique et des privatisations dans des économies qui n'ont pas de véritable marché, en réalité vous transformez des monopoles publics en monopoles privés. Ces monopoles ont été attribués à des proches du pouvoir : c'est le beau-frère, le beau-fils, le gendre. Ils ont porté généralement sur les nouvelles technologies : les téléphones portables, Internet, etc. Ce processus a entraîné une double déconsidération du pouvoir. D'abord à cause de

la disparition de l'intérêt public. Ensuite par la corruption. La généralisation dans les élites des modes de vie ostentatoire des princes arabes a poussé les autocrates arabes à s'enrichir de façon immodérée. Des fortunes colossales se sont construites alors que la majorité de la population vivait avec moins de deux dollars par mois.

Cette déconsidération était telle que la lutte contre la corruption a été l'une des principales motivations de la révolution tunisienne. Certains de mes amis me disent, mais ce n'est qu'une demi-plaisanterie, que si Ben Ali avait répudié sa femme, il serait encore au pouvoir. Tout cela doit nous rappeler ce que l'on avait dit à propos d'un président de la République française au début de la III<sup>e</sup> République : « Quel malheur d'avoir un gendre » !

Observons que les révolutions égyptienne et tunisienne ont été des révolutions nationales. Il n'y a pas eu de terminologie anti-impérialiste. Les manifestants déployaient les drapeaux nationaux. Il n'y a pas eu de drapeaux verts de l'islam ni de drapeaux rouges. Les manifestants n'ont pas brûlé de drapeaux américains.

**Robert del Picchia** – *Ni israéliens !*

**Henry Laurens** – Les manifestants de la place Tahrir, comme ceux qui ont manifesté en Tunisie, ont réussi, au moins pendant un instant, à représenter la totalité des aspirations de leur pays, à incarner l'unité nationale.

En second lieu, il y a l'impact des nouveaux moyens de communication et en particulier les télévisions satellitaires qui ont réuni le monde arabe. L'unité culturelle du monde arabe n'existe pas. Mais l'unité émotionnelle oui. Cette unité émotionnelle a été amplifiée par Al-Jazeera ou LBC, sorte de chaîne berlusconienne libanaise. Ces télévisions ont réintroduit la liberté de débat, parfois de façon caricaturale. Avant, c'était l'Occident qui monopolisait l'information sur le Moyen-Orient. En 1990, c'était CNN. Aujourd'hui, c'est Al-Jazeera. C'est au fond ce que voulait l'Unesco en 1990 en appelant à l'instauration d'un nouvel ordre mondial de la communication.

Nous y sommes. Al-Jazeera est une télévision faite par les Arabes pour les Arabes. Al-Jazeera attaque systématiquement les gouvernements arabes en place, sauf le sien. Sur le plan factuel, Al-Jazeera donne une image fidèle de ce qui se passe des deux côtés, même si ses rédacteurs en chef recherchent systématiquement le scoop et cherchent à prouver le trucage des dirigeants israéliens et occidentaux. Mais ils le font de façon intelligente : par l'image et par les faits. Pas par le discours.

Par ailleurs, il y a eu un développement incroyable des portables et de l'Internet. Du temps de Hafez Al-Assad, les téléphones portables et l'Internet étaient interdits en Syrie. Son fils Bachar s'est rendu populaire au début de son règne en les autorisant et en distribuant les monopoles aux membres de sa famille. Cela pourrait lui être fatal. Au fond, c'est le modèle de la révolution orange qui a eu lieu en Ukraine, grâce aux moyens de communication modernes. Les manifestants sur le terrain en

savaient plus que les autorités. Ils filmaient avec leur téléphone portable, envoyaient les images à Al-Jazeera qui les diffusait immédiatement et ainsi les autres manifestants savaient exactement où étaient les forces de l'ordre.

Troisièmement, il y a eu le facteur démographique. Nous ne l'avons pas compris car nous nous projetions en 2030-2040, date prévue pour la fin de la transition démographique, alors même que la Tunisie a d'ores et déjà un taux de natalité inférieur à celui des taux français. Le climax de la natalité arabe a eu lieu en 1980-1990. Les personnes qui sont nées à cette époque ont entre vingt et trente ans aujourd'hui. Rappelez-vous combien l'effet démographique de la génération du babyboom a été puissant en Occident et a contribué à Mai 1968. Ce qui s'est passé dans les pays arabes est un tsunami démographique. Une vague qui se déplace avec le temps. Les générations qui suivent seront moins nombreuses. C'est une sorte de bourrelet démographique qui se déplace progressivement vers le haut de la pyramide. Les régimes en place, même si leurs performances économiques étaient honorables, ne sont pas arrivés à créer autant d'emplois que nécessaire pour absorber cette vague.

Si on met bout à bout la déconsidération, la part de légitimité, les médias et le tsunami démographique, on met en évidence les mécanismes qui ont été à l'œuvre dans les révolutions arabes et cela permet de mettre en évidence les similitudes avec les révolutions nationales en Europe en 1848. En effet, ces générations n'ont pas été structurées par des partis politiques et des programmes. Un seul programme a été « dégage ». Le mot d'ordre des nouveaux pouvoirs, c'est « engage », c'est-à-dire répondre à la question de savoir comment résoudre le problème de chômage massif des jeunes diplômés et tenter de désamorcer les tensions politiques qui en résultent.

Quelles conclusions en tirer ?

Tout d'abord ces révolutions rouvrent le champ du politique, y compris dans les pays qui s'efforcent d'anticiper les évolutions, comme le Maroc. Les forces politiques ne peuvent plus se contenter de contester et doivent mettre les mains dans le cambouis de l'action réelle. Vous pouvez dire : « l'islam est la solution », mais quand vous avez des budgets à établir et à gérer, des emplois à créer et des décisions de politique internationale à prendre, cela ne constitue pas un programme. Il faut entrer dans l'exercice du pouvoir. Or, les forces politiques actuelles n'y sont pas prêtes.

En second lieu, les islamistes sont réintroduits dans le jeu et cela est plutôt une bonne nouvelle. Ils sont sur une tendance solidariste que nous avons connue en Europe dans les années 1930. Mais ils sont complètement dépourvus quand on entre dans le domaine de la lutte des classes, quand il y a, par exemple, des affrontements entre ouvriers et patrons, car ils ont des ouailles des deux côtés et tout islamistes qu'ils sont, les ouvriers se comportent comme des ouvriers et les patrons comme des patrons. Ils étaient unis sous la répression mais, à l'approche du pouvoir, ils entrent en compétition les uns avec les autres et se divisent.

Troisièmement, on a créé de nouveaux référents : la révolte, ou la révolution – c'est le même mot en arabe – de 2011. Ils vont en discuter et s'y référer pendant au moins quarante ans, de la même façon que nous parlons encore de la Révolution de 1789 ou de la Commune de Paris ou de Mai 1968.

**Yves Pozzo di Borgo** – *La formation universitaire, quel était son état ? Leurs diplômés se sont-ils formés à l'étranger ?*

**Henry Laurens** – La formation universitaire de masse était d'un niveau médiocre. En revanche se sont développées des formations universitaires privées, destinées aux élites, souvent liées aux universités occidentales. Habituellement, on disait que les islamistes recrutait dans les disciplines scientifiques, les ingénieurs et les médecins en particulier, domaines où la connaissance s'apprend par coeur alors que les autres formations, destinées aux élites, étaient plus littéraires et formaient donc mieux un esprit critique. En outre, le monde arabe connaît le même phénomène que le monde occidental : la surreprésentation des femmes parmi les étudiants. Il y a eu une forte émigration des talents. Les mieux formés ne rêvent que d'une chose : aller à l'étranger. L'immigration arabe que nous connaissons n'est plus du tout la même que celle des années 1970 et 1980. Ce ne sont plus des paysans, mais des ingénieurs, des cadres, des médecins.

Ces immigrés et leurs enfants ont joué un rôle déterminant sur Internet. C'est le cas des Franco-Tunisiens. Ils entrevoient des possibilités de rentrer dans leur pays alors que la corruption, en empêchant la promotion sociale par le mérite, les en avait chassés. Les diasporas vont se réinvestir dans leurs pays d'origine et l'existence même de ces diasporas est un des principaux atouts de l'Europe. Il faut étudier avec attention ce phénomène des diasporas. Si les gens qui habitent dans les pays arabes ont envie de quitter leur pays, c'est parce qu'ils voient leurs cousins chaque été et sont envieux de leur mode de vie.

**Robert del Picchia** – *Vous aviez prévu que rien ne se passerait en Égypte ni en Tunisie. Pensez-vous que rien ne se passera au Maroc, en Algérie, en Iran ?*

**Henry Laurens** – Je préfère ne pas faire de pronostics. Quoi qu'il en soit, gardons à l'esprit que les révolutions de 2011 ne sont pas des révolutions religieuses. Les référents religieux ont été absents. Maintenant ils vont être réintroduits. Au Maroc, le roi s'efforce de mettre en place une monarchie constitutionnelle, ce qui est un gros problème pour les forces politiques. Le roi leur dit en quelque sorte : « vous voulez les responsabilités politiques – chiche. » Ils en sont très embarrassés. En Algérie, c'est la levée de l'état d'urgence. En Iran, la révolution a été écrasée dans le sang. C'est tout le modèle de l'autoritarisme qui est remis en cause. Observez du reste que le mot « dégage », dans toutes les traductions qu'il peut avoir en mandarin, est interdit sur l'Internet chinois.

**Monique Cerisier-ben Guiga** – *Je reviens de Tunisie. J'ai été dans cette Tunisie profonde, de l'intérieur, c'est-à-dire toute celle qui n'est pas sur la côte. J'y ai constaté l'effondrement du patriarcat. Qu'en pensez-vous ? N'est-il pas la cause de l'effondrement des systèmes autoritaires ? Par ailleurs, les Tunisiens font la différence entre la « corruption » qui est un phénomène banal pratiqué au quotidien par l'administration et la « prédation » qui est le fait du cœur de l'État et qui s'est traduite, paraît-il, par une confiscation de 2 à 3 % du PIB annuel de ce pays, c'est-à-dire ce qui manquait pour créer des emplois. Est-ce la même chose en Syrie ? Vous dites qu'ils n'ont pas de conscience politique. Je peux vous assurer qu'ils sont en train de s'en doter. Ils ont redécouvert leur passé, en particulier la révolte fiscale contre le Bey de Tunis de 1864.*

**Henry Laurens** – Je n'ai jamais cru dans cette histoire du système patriarcal. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de patriarcat arabe ancien. Mathématiquement, quand les jeunes d'une génération arrivaient à l'âge adulte, les vieux étaient morts. Il n'y avait donc pas de patriarches capables de guider la tribu tel Moïse guidant les siens. En revanche, il y a eu un rôle croissant des jeunes filles, ce qui est normal puisque, délaissées dans la première phase d'alphabétisation, elles ont bénéficié à plein de la seconde phase. Cela accompagne du reste la transition démographique. Aujourd'hui, les études les plus longues sont faites par les filles. Le statut de la femme dans le monde arabe n'a absolument rien à voir avec ce que l'on peut constater dans le sous-continent indien, au Pakistan ou en Afghanistan en particulier.

Sur la corruption-prédation, le modèle était celui représenté par Arafat, que je qualifierais de corrupteur austère. Arafat était corrupteur, mais pas corrompu. Il redistribuait les richesses.

C'était sa façon à lui d'acheter la paix sociale. Moubarak, c'est déjà autre chose. A fortiori pour ses enfants, c'est la confiscation des biens au profit d'un groupe étroit.

Troisièmement, l'Histoire sert à tout, c'est pour cela qu'elle ne condamne à rien. Le même mouvement de contestation de 1864 auquel vous faites allusion est aussi celui qui s'est opposé à la mise en place d'une constitution libérale. On n'est jamais prisonnier de son histoire. On s'en sert comme on veut.

Ce qui a changé, c'est approximatif et visuel, mais quand je me promenais dans les rues du Caire ou de Damas dans les années 1970, il y avait des nuées d'enfants. Ils n'y sont plus aujourd'hui. Ils sont devenus adultes. C'est là le changement.

Sur l'éventualité d'une réplique en Syrie. C'est difficile à dire. Quand vous réintroduisez du politique, tout redevient possible. La dictature, c'est la suppression du politique. La politique, c'est le conflit. Mais c'est aussi le compromis.

**M. Bernard Piras** – *Que pensez-vous des dirigeants du Qatar ?*



**Henry Laurens** – Ce sont les champions de l'équilibre. Ils ont Al-Jazeera parce qu'ils ont le « CentCom » (US central command) et ils ont le « CentCom » parce qu'ils ont Al-Jazeera. Ils ne courent pas de grands risques sociaux. Leur population est numériquement faible. Ils sont très fiers de jouer un rôle international. Avec Al-Jazeera et ses développements dans les Balkans, ils sont en train de modifier l'ordre de l'information mondiale.

**Jean-Louis Carrère** – *J'ai trois inquiétudes. La première est de savoir comment ces révolutions vont évoluer en interne et si nous pouvons les aider. La seconde est de savoir si ces révolutions vont se propager aux pays voisins. La troisième enfin, tient à Al-Qaida en général et à AQMI en particulier. Que sont devenus ces mouvements ?*

**Henry Laurens** – Comment aider ? Les premiers problèmes sont d'ordre financier. Il faut accompagner ces mouvements, leur donner des garanties qui permettent la reprise économique.

Aider le tourisme, par exemple, en instituant une assurance annulation peu onéreuse. Sur le moyen terme, d'autres problèmes se poseront, notamment les délocalisations. C'est là qu'il faudra s'appuyer sur les diasporas et transformer ce qui était un handicap en un atout. Dans un monde qui serait dominé par une gigantesque classe moyenne, les sociétés à diaspora seront favorisées dans la compétition car elles disposeront de personnes capables d'être des ponts entre les pays. De ce point de vue, il faudra observer attentivement ce qui se passe en Tunisie.

S'agissant d'Al-Qaida, j'ai tendance à croire ce que me dit mon ami Jean-Pierre Filiu, à savoir qu'il y a davantage de spécialistes d'Al-Qaida que de militants. Ce mouvement a été la principale victime des révolutions arabes. Al-Jazeera ne s'intéresse plus à eux. C'est pour ces mouvements un danger mortel. Ceci étant, AQMI est quand même un vrai danger et le gouvernement français le sait très bien et le considère comme la menace n° 1 pour notre pays.

**André Vantomme** – *J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt votre discours sur la diaspora, mais lorsqu'il y a eu le 11 Septembre, on a pu voir des gens socialement très intégrés qui se sont transformés en terroristes. L'implication des diasporas suffira-t-elle à faire disparaître Al-Qaida ?*

**Henry Laurens** – Dans Al-Qaida, il y a plus de convertis que de musulmans d'origine. Les diasporas se répartissent généralement en trois sous-groupes : l'élite, parfaitement intégrée à notre élite, la classe moyenne, ce que certains appellent la « bourgeoisie », et enfin les populations des ghettos urbains du « neuf trois ». Ce qui se passe au Maghreb a des répercussions dans le « neuf trois ». Quand je parle de mobiliser la diaspora, je fais allusion à la « bourgeoisie ».

**Daniel Reiner** – *Vous avez dit tout à l'heure que les révolutions arabes étaient le fruit de l'éducation. Or, l'éducation, c'est l'éloignement de la religion. Y a-t-il dans ces pays une aspiration laïque ?*

**Henry Laurens** – La réponse est compliquée. Auparavant, vous aviez des parents analphabètes et islamistes. Mais cet islamisme était un islamisme tranquille, rural, empreint de soufisme, de superstition. Avec l'école – elle-même très autoritaire – s'est développée une interprétation littérale des textes sacrés. En apprenant à lire, ils ont pris le Coran à la lettre, sans les commentaires. Par ailleurs, il y a eu le développement de ce que j'appellerais l'islam à la carte, c'est-à-dire une appropriation individuelle du message religieux. Ces sociétés se sont réislamisées, mais en même temps d'une façon individualiste. Ce ne sont plus les cheikhs d'al-Azhar qui font la tendance, mais des sortes de télévangélistes islamistes. Il y aura peut-être une « Islam belt », comme il y a une « Bible belt » aux États-Unis. Tous ces gens font du bricolage religieux. La question de la laïcité doit être reconsidérée de ce point de vue. Quand vous avez des jeunes femmes voilées chez nous qui disent « Dieu le veut » et « c'est mon droit », elles font du bricolage religieux en empruntant aux deux cultures et n'expriment pas un message homogène qui n'existe plus. De plus en plus, nous aurons des identités bricolées, faites de bric et de broc.

**Jacques Berthou** – *Les révolutions ont porté l'espérance d'une vie meilleure. Que se passera-t-il si cette espérance est déçue, si les emplois ne sont pas au rendez-vous, si la liberté n'est pas au rendez-vous ? L'islamisme sera-t-il lui au rendez-vous ? Quelle est la valeur du temps pendant lequel on peut encore espérer ?*

**Henry Laurens** – L'Égypte est une société profondément islamisée. Pourtant, ce n'est pas un facteur de différenciation. Si tout devient musulman, alors plus rien n'est musulman. Le peuple égyptien est un peuple extrêmement patient, même s'il a de temps en temps des crises bouillonnantes et des accès de fièvre. Ce qui est probable, c'est l'émergence d'un parti de l'ordre qui sera la conjonction des anciens boss du parti national démocratique et des islamistes. Ces gens ont le même univers mental au fond. Et ce sont les deux seules forces organisées. Tout cela nous rappelle 1848.

Encore une fois, c'est la réintroduction du politique. Vous n'aurez pas les amendements constitutionnels américains qui vous donnent le droit de brûler une Bible ou un Coran, mais vous aurez davantage de liberté avec un pluralisme partisan. Cela a des chances raisonnables de se maintenir car 2011 est devenu le référent de ces sociétés. La totalité de l'Égypte a vibré un moment autour de la place Tahrir. Quelque chose de national s'est produit.

**Josette Durrieu** – *Quelle perception ont-ils de la démocratie ? Quelles sont leurs*

*aspirations immédiates ? Quelle est leur aptitude à créer quelque chose ?*

**Henry Laurens** – Le spectre était celui de la guerre civile. Le libéralisme, le pluralisme, pour eux, incarnaient ce risque et ils avaient en tête le Liban, la Syrie, l’Irak, la Jordanie. La réintroduction de la politique, c’est le conflit. Mais c’est en même temps le moyen de le résoudre.

Le paysan méditerranéen est un personnage schizophrène. D’un côté, il est viscéralement enraciné dans son terroir, dans son village, au milieu de ses voisins et de leurs haines recuites. De l’autre, il a des cousins dans l’Europe entière, en Amérique ou ailleurs. Tous les ans, des centaines de milliers de gens traversent la Méditerranée et transmettent de l’information. Cela modifie les choses et crée des attentes.

Par ailleurs, vous avez eu un authentique libéralisme arabe. Tous les concepts ont été traduits au XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a eu des penseurs arabes, des références en la matière, il suffit de les revisiter. Il y a eu un âge d’or libéral, jusqu’en 1950. Le Maghreb ne l’a pas connu à cause de la colonisation.

Mais l’Orient l’a connu. Il y a donc la possibilité de se référer à des gens qui ont écrit en arabe au tournant du siècle et qui n’apparaissent pas comme des produits d’importation. Parodiant Sartre, je dirais que la démocratie est devenue l’horizon indépassable de notre temps. Ce n’était pas le cas dans les années 1930.

**Joseph Kergueris** – *Ces territoires en révolution sont entourés de régimes autoritaires. Il va y avoir de nouvelles relations qui vont s’instaurer. Comment cela va-t-il se passer ?*

**Henry Laurens** – Même au Maroc, qui n’a pour l’instant pas connu de mouvement de masse, le référent de 2011 est là. La demande pour davantage de démocratie va s’exercer. En Afrique noire, c’est différent. L’Afrique noire regarde davantage vers la Côte d’Ivoire que vers le Maghreb.

Il est vrai que l’affaire libyenne complique tout, même si les Arabes savent qu’ils ne pourraient à eux seuls faire ce que nous y faisons.

**Michel Boutant** – *Il y a un pays dont nous n’avons pas parlé : la Turquie. Est-elle un modèle ou un anti-modèle ? Elle réunit sous un même toit, la démocratie, l’islam et la réussite économique.*

**Henry Laurens** – La Turquie a été un modèle à plusieurs reprises dans l’histoire, en gros du kémalisme jusqu’aux années 1950. Depuis, c’est une démocratie, ponctuée par des coups d’État.

Elle nous permet de tenir un discours aux islamistes du type : « Soyez l’AKP et nous vous accepterons. » Seulement, l’AKP c’est aussi une réalité sociale qui

s'appuie sur des entrepreneurs – les tigres anatoliens – qui ont agrégé autour d'eux une base sociale solide dans une économie dynamique. Il faudrait que les pays arabes soient capables de se doter d'une telle base sociale.

Les Turcs sont très inquiets. Ils ont construit un système d'alliance avec la Syrie, qui leur donnait une porte d'entrée en Iran. Toutes les cartes sont brouillées. Si nous admettons la Turquie dans l'Europe, il n'y aucune raison que d'autres pays du Moyen-Orient n'y entrent pas et nous aurions alors une sorte d'Union euro-arabe vers 2050-2060. C'est un énorme enjeu.

**Jacques Gautier** – *Nous n'avons pas parlé de la Libye.*

**Henry Laurens** – Je ne suis pas compétent pour ce pays. Chaque pays a ses particularités. La dictature libyenne a été particulièrement éradicatrice et liberticide. On a les opposants qu'on mérite. Plus on éradique, plus les opposants sont médiocres. Le point commun avec les autres révolutions, c'est l'effondrement du mur de la peur.

**Josselin de Rohan, président.** – *Monsieur le professeur, je vous remercie au nom de tous mes collègues, pour votre humilité et pour les clés de compréhension que vous nous avez données. ●*

**AU FIL DE LA LECTURE...**

*Le peuple n'a pas à choisir ses maîtres ; il les trouve établis et fortifiés. Même dans la révolte, il ne choisit jamais le chef de révolte, mais plutôt il le reconnaît, et se rallie à une puissance existante. La révolution ne peut réussir que par l'obéissance.*

**Politique, Alain**

# L'aviation frappe en Libye

par Jean Fleury, général (Cr)

*Un rapport précis dans le style d'un chef d'état-major. Clair, précis et instinctif.*

**L**e 14 décembre 2010, le suicide par le feu du jeune Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid entraîne un soulèvement populaire qui conduit au départ du président tunisien. La révolution du Jasmin soulève ainsi l'espoir de nombreuses populations arabes en proie à la misère et au chômage. Elles ne veulent plus des régimes corrompus qui les gouvernent et les contraignent au silence. La contestation gagne l'Égypte, puis la Libye.

Le 15 février 2011, des manifestations ont lieu à Benghazi. La répression est sanglante et fait au moins quatre morts ; malgré cela, la contestation gagne le pays et les premières émeutes ont lieu à Tripoli le 21 février. C'en est trop pour Mouammar Kadhafi. Il intervient à la télévision et ordonne aux contestataires de rendre immédiatement leurs armes sous peine d'un bain de sang. Le calme ne revient pas et le colonel met sa menace à exécution : tous les moyens sont utilisés pour massacrer les habitants des villes rebelles. Un génocide débute sous les yeux des Européens.

Pour les opinions publiques, l'inacceptable a eu lieu avec l'emploi d'avions et d'hélicoptères contre de simples manifestants. Le président Sarkozy, en accord avec le Premier ministre britannique, estime que l'Europe ne peut pas rester les bras croisés devant ce qui est manifestement un crime contre l'humanité. Il considère toutefois que, pour agir, il faut le feu vert préalable de la Ligue arabe afin que son action ne soit pas ressentie par les musulmans comme une nouvelle croisade.

Il a le choix entre trois modes d'action : interdire aux aéronefs libyens de tirer sur la foule ; détruire les moyens lourds qui s'en prennent aux populations innocentes ; lancer une opération militaire aéroterrestre contre les forces militaires du dictateur.

La première solution, la création d'une zone d'exclusion aérienne, a été mise en œuvre en Irak en avril 1991, pour protéger les Kurdes des hélicoptères de Saddam Hussein, puis en août 1992 au-dessus des territoires peuplés par les chiites. En Libye, cette formule imposerait l'attaque préalable des sites de missiles sol-air. De surcroît, Kadhafi ayant conservé ses chars et son artillerie, le massacre des civils pourrait se poursuivre sans relâche. Cette solution n'est donc pas retenue.

La troisième possibilité, l'attaque aéroterrestre, est refusée par les rebelles qui veulent se libérer eux-mêmes. Elle serait aussi contre-productive, donnant aux Libyens

le sentiment d'être envahis par une armée d'occupation. Elle est également rejetée.

C'est donc la destruction par la voie des airs des moyens lourds du dictateur encerclant les villes insurgées qui est choisie. Elle s'accompagne bien évidemment d'une zone d'exclusion aérienne.

La Ligue arabe ayant condamné les événements se déroulant en Libye, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, intervient le 17 mars devant le Conseil de sécurité de l'Onu et fait voter la résolution 1973. Celle-ci autorise les États membres à prendre *toutes les mesures nécessaires* pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya libyenne tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère. Une formulation voisine, *tous les moyens nécessaires*, avait du reste été utilisée en novembre 1990 pour permettre l'usage de la force militaire pour libérer le Koweït.

Le 18 mars, le président de la République tient à Paris une réunion de concertation avec des représentants de la Ligue arabe, de l'Union européenne, des États-Unis et des Nations unies. À 17 h 30, il annonce que les opérations aériennes ont commencé.

Un dispositif aérien français est effectivement en vol et l'annonce en est faite au dernier moment pour ne pas donner l'éveil à la défense libyenne. L'ensemble est sous la surveillance d'un avion radar qui a décollé d'Avord (dans le Cher) et comprend des avions ravitailleurs C-135 FR, des Mirage 2000 et des Rafale. À 17 h 45, ces derniers détruisent des chars en position de tir sur Benghazi. Ils ont décollé de Saint-Dizier dans la Haute-Marne et, grâce à leur rayon d'action, ont pu intervenir directement en Libye à 2 700 km de leur base, avec un seul ravitaillement en vol, et donc sans les délais qu'aurait imposés une escale intermédiaire. Polyvalents, ils emportent à la fois des missiles air-air pour pouvoir détruire éventuellement des avions libyens et l'armement air-sol de précision qui fera chaque fois mouche sur les blindés du dictateur. Cet appareil est l'avion idéal pour ce genre de situation.

L'étau est desserré autour de la capitale de la Cyrénaïque. C'est le soulagement chez les assiégés qui retrouvent l'espoir de marcher sur Tripoli afin de faire tomber le dictateur de son piédestal. Mais la situation n'est pas si simple. Les jeunes révoltés sont fanfarons devant les caméras de la télévision, mais, sans aucun entraînement aux dures réalités de la guerre, détalent comme des lapins à la première salve des canons.

Face aux attaques aériennes, le dictateur, qui veut toujours écraser la révolte dans le sang, change de stratégie. Il place ses moyens lourds dans les villes, pensant, à juste titre, que la coalition évitera de les détruire en raison des risques collatéraux sur les civils qu'elle veut protéger. Pour les mouvements rapides dans le désert, il utilise des colonnes de pick-up armés analogues à ceux des jeunes révolutionnaires. La distinction entre les rebelles et les forces de Kadhafi devient difficile, sauf surveillance permanente du pays.

L'utilisation des avions sans pilote actuels, les drones fort utiles en Afghanistan, n'était pas possible au début des opérations : particulièrement vulnérables face aux moyens de défense aérienne, ils auraient pu être abattus par les avions et les sites sol-

air libyens. La maîtrise du ciel étant maintenant assurée, leur aide est envisagée ; mais comment différencier un char aux mains des rebelles du même engin utilisé par le dictateur ? Comment distinguer un jeune insurgé armé d'une kalachnikov et portant une veste militaire d'un soldat régulier ? Le problème reste entier.

Le seul moyen efficace est l'appareil américain JSTAR<sup>1</sup> qui permet de suivre jusqu'à 300 km les véhicules en déplacement, donc de connaître leur provenance. Après la guerre de libération du Koweït, l'armée de l'air avait pensé s'en équiper, mais avait renoncé pour des raisons budgétaires. L'utilisation de cet avion permettra à la coalition d'avoir la connaissance des « rezzous » lancés par Tripoli et lui donnera la possibilité de les détruire, mais seulement progressivement.

Enfin, la Libye est de fait une fédération de tribus et Kadhafi a privilégié la sienne tant pour les postes de responsabilité qu'au sein de son armée. Ses partisans en Tripolitaine sont donc nombreux et bien équipés et ne souhaitent sans doute pas partager le gâteau des ressources apportées par le pétrole ; ils ne seront pas prêts à accepter un cessez-le-feu tant qu'il leur restera des armes.

La coalition n'a d'autre choix – par le respect de la mission qui lui est donnée, la protection des civils – que de procéder à l'usure progressive des moyens de répression. Lorsque le dictateur sentira qu'il n'a plus les moyens de s'opposer à la pression des rebelles, l'ouverture de négociations entre ses fidèles et leurs opposants en vue du retour de la paix civile deviendra enfin possible. ●

---

1. JSTAR : *Joint Surveillance Target Attack Radar System* : il s'agit d'un Boeing 707 équipé de capteurs permettant la visualisation du sol ainsi que le suivi des véhicules en déplacement.



# Rachid Boudjedra : « Le printemps arabe était imprévisible »

*Entrevue avec Rachid Boudjedra, auteur de romans et philosophe.*

**Jean-Pierre Prévost** – *Dans votre roman Hôtel Saint-Georges, qui vient enfin d'être publié chez Grasset<sup>1</sup>, vous écrivez de manière prémonitoire : « C'est drôle l'Histoire ! Elle est insaisissable et imprévisible. On ne la voit jamais arriver. Comme on ne voit jamais l'herbe pousser. » Mais pour vous qui ne cessez de « rôder avec l'Histoire », ce printemps arabe était-il imprévisible ?*

**Rachid Boudjedra** – Oui, « le printemps arabe » était imprévisible. Personne ne s'attendait à cette rébellion des masses tunisienne et égyptienne. Et c'est vrai que l'Histoire est toujours inattendue et surprenante. Comme un personnage le dit dans *Hôtel Saint-Georges*, elle est comme l'herbe qu'on ne voit pas pousser.

**J.-P. P.** – « *Je me demandais ce qui pousse un homme à tuer* », vous interrogez-vous dans *Les Figuiers de Barbarie*, votre dernier roman<sup>2</sup>, à propos des émeutes d'Alger d'octobre 1988, et vous ajoutez un peu plus loin : « *Toute révolution est un ratage.* » Le caractère non violent des soulèvements de Tunisie et d'Égypte ne vous fait-il pas espérer une avancée démocratique dans ces pays ?

**R. B.** – La cruauté de l'homme et sa capacité démesurée à tuer et à faire la guerre m'ont toujours fasciné et étonné. Dans *Les Figuiers de Barbarie*, un des personnages qui assistent à ce qu'on appelle en Algérie la révolution d'octobre 1988 se demande pourquoi il y a un tueur en chacun de nous. Pour conclure que « toute révolution est toujours un ratage et qu'il faut quand même la faire et la refaire ». Je ne suis pas d'accord quand vous évoquez le caractère non violent des soulèvements en Tunisie et en Égypte. C'était très violent ! Et des gens meurent encore tous les jours dans ces pays parce que ces mouvements ont été très vite récupérés par les anciens systèmes et qu'ils

1. Première édition en Algérie en 2007.

2. Éditions Grasset, 2010.

ont ouvert la voie à l'islamisme pervers et pernicieux. En réalité, et dans les deux cas, les « révolutionnaires » ont été piégés. Même si effectivement les nouveaux vrais maîtres vont « autoriser » quelques avancées « démocratiques ».

**J.-P. P.** – *Vous avez publiquement manifesté votre désaccord concernant l'intervention en Libye, désaccord partagé par un certain nombre de personnes, quelles sont vos raisons ?*

**R. B.** – L'intervention des puissances occidentales en Libye est inacceptable pour les peuples arabes et musulmans dans la mesure où elle est perçue comme une énième humiliation qui n'a d'autre but que de recoloniser ces pays pour des raisons basement matérielles et surtout pour faire main basse sur le pétrole arabe. Il y a aussi une politique des deux poids, deux mesures. Pourquoi ces puissances ne se sont-elles pas interposées à Bahreïn et à Oman où les troupes saoudiennes et qataries sont intervenues brutalement et ont commis des massacres contre les rebelles chiïtes ? Et qu'en est-il du calvaire du peuple palestinien qui dure depuis soixante ans, dans l'indifférence et la complicité de ce même Occident ? Le monde arabe, aujourd'hui, est très politisé et ne marche plus dans les sornettes occidentales et dans la propagande outrageusement mensongère des puissances de la guerre. Cette intervention en Libye a, aussi, discrédité la rébellion qu'on accuse aujourd'hui de haute trahison et de complicité avec les intégristes islamistes. Et c'est dommage ! Personne n'est dupe.

**J.-P. P.** – *Écrivain algérien, l'Algérie, « ce pays qui a eu une histoire terrible », est bien le personnage central de vos livres et vous ne manquez pas d'en parler librement et sévèrement, comment expliquez-vous son calme actuel ?*

**R. B.** – Le calme qui règne en Algérie s'explique par le fait que les Algériens ont fait leur révolution il y a déjà vingt-trois ans ! C'était en octobre 1988 et en janvier 1991. Ce qui a amené une contre-révolution menée par les intégristes islamistes qui a duré huit longues années et fait une centaine de milliers de morts. Dès 1989, le pouvoir en place à l'époque a procédé à des réformes profondes qui ont ouvert de larges espaces de liberté : le multipartisme, la liberté de la presse, les libertés d'expression et de création qui sont totales, aujourd'hui. Est-ce pour autant que l'Algérie n'a pas besoin de révolution ? Bien sûr que si ! Mais pas dans l'anarchie, la violence et le chaos que le peuple rejette totalement. Certes, le régime est trop vieux et rongé par la corruption. Certes, les richesses de l'Algérie sont très mal et très injustement redistribuées. Rien que pour ces raisons, la révolution est nécessaire. Mais nos avancées sont très importantes et très anciennes par rapport à la Tunisie et à l'Égypte qui étaient des dictatures implacables.

**J.-P. P.** – *À propos de la France, vous parlez de « son histoire agressive et guerrière », et son rôle dans le déclenchement de l'intervention en Libye renforce sans doute votre*

*jugement à contre-courant de la vision « pays des droits de l'homme » dont nous nous glorifions. Mais vous qui avez enseigné la philosophie en France et qui, vous me le rappeliez, étiez l'ami de Étienne Borne, ne pensez-vous pas que le temps est venu, un demi-siècle après les accords d'Évian et « cent trente deux ans de colonisation », de renforcer les liens que l'OAS notamment a tenté de rompre définitivement ?*

**R. B.** – Bien sûr que le temps est venu pour une réconciliation franche, claire et sincère entre nos deux pays et mon roman *Hôtel Saint-Georges* en est la preuve éclatante. En effet, l'ébéniste français qui est appelé à faire la guerre en Algérie est un pacifiste qui refuse cette guerre et se retrouve à fabriquer des cercueils médiocres pour les soldats français morts au combat. De l'autre côté, le harki qui a été un terrible tortionnaire voit son destin chamboulé et de bourreau il devient victime de lui-même d'abord et de la France qui le laisse végéter et le méprise, ensuite. Les deux personnages de ce roman sont des victimes de l'Histoire.

Ce roman est celui de la compassion et du pardon. Le peuple algérien n'est pas rancunier, mais l'État et les médias français ne cessent de renvoyer une image négative de mon pays. Car il y a encore dans l'inconscient collectif français beaucoup de mauvaise conscience qui se transforme vite en mauvaise foi et en désamour. Aujourd'hui de très nombreux « pieds-noirs » reviennent dans leur pays. Ainsi que les juifs algériens, à l'occasion du pèlerinage au tombeau du Saint juif de Tlemcen que les Algériens continuent de vénérer. Comme ils vénèrent, à Alger, Notre-Dame-d'Afrique. ●

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*Bien des gens croient qu'Alger, Oran, Constantine sont des villes d'Orient ; que le rivage algérien est un rivage oriental. Ils se trompent. L'Orient commence à Tunis.*

*« Afrique », article paru en 1888, Maupassant*

# Les révolutions arabes et l'environnement géostratégique d'Israël

par Claude Goasguen

*Israël était un modèle de démocratie au milieu de dictatures. Les démocraties en formation autour de lui vont-elles accroître le nationalisme ou engendrer une compréhension pacifique ?*

L'illusion selon laquelle Israël peut vivre confortablement, comme « une villa dans la jungle », coupée des événements dramatiques qui l'entourent, a volé en éclats. Telle est l'analyse que tire Aluf Benn, journaliste israélien au journal *Haaretz*, des affrontements qui ont eu lieu aux frontières israéliennes du Liban, de Gaza et de la Syrie, dimanche 15 mai, à l'occasion de la journée palestinienne de la Nakba. Mais ce pessimiste est-il véritablement de mise ?

Les « printemps arabes » sont-ils l'amorce de révolutions démocratiques ? Les événements qui sont survenus dans les pays du Maghreb et du Machrek (Libye, Yémen, Égypte, et peut-être ceux à venir) vont-ils entraîner une remise en cause du statu quo existant par rapport à l'État d'Israël ?

La tendance naturelle est de les interpréter comme des révolutions en vue d'introduire la démocratie dans ces pays, ce qui est juste. Mais notre grille de lecture qui nous ramène à la Révolution française et aux autres modèles européens est-elle forcément valable pour des pays si différents culturellement ? Ces pays n'ont pas connu des évolutions comparables aux nôtres, où les intellectuels, du fait de l'absence de démocratie, n'ont pas pu développer « une ère des lumières » qui avait préparé les esprits à un changement devenu alors inévitable.

L'accès à Internet et aux médias étrangers donnant une meilleure visibilité de la situation des pays démocratiques permettrait-il une évolution des idées similaires à celles qui prévalaient en Europe aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, et qui avait profondément modifié les mentalités aboutissant à l'éclosion des démocraties ?

## Un paysage contrasté

A priori, tout oppose la situation tunisienne à celle du Yémen. Et de fait, quelques exemples illustrent bien ces disparités.

La Tunisie, petit pays d'Afrique du Nord – le plus petit pays du Maghreb –

largement influencé par la France du fait de la période coloniale, est dirigé par Ben Ali depuis 1987, réélu à chaque reprise à 99 %. L'économie tunisienne est une économie extrêmement liée au tourisme, avec peu de ressources de matières premières.

L'Égypte a été en fait dirigée par des militaires, parfois en civil, depuis le coup d'État de Nasser et Néguib renversant le roi Farouk en 1952, instaurant la république pour la première fois.

Si le « coup » des nassériens a légué à l'Égypte quatre présidents galonnés, le soulèvement de la rue accouchera-t-il d'une vraie démocratie ? Tout dépend des calculs des nouveaux maîtres du pays et des atouts cachés dans les manches de leurs uniformes. L'Égypte a l'avantage de disposer d'au moins deux éléments stratégiques, le canal de Suez et une alliance avec les États-Unis (... après avoir été l'un des leaders du groupe des non-alignés et bénéficié de l'aide soviétique).

Dans ces deux pays, une constante demeure : le rôle éventuel des islamistes a été de tout temps réprimé.

La Jordanie est, quant à elle, un petit État de 6 millions d'habitants essentiellement peuplé de Palestiniens partageant une frontière de 238 km avec Israël. Son PIB est de 20 milliards d'euros tandis que celui d'Israël se monte à 199 milliards d'euros. C'est un pays sans atouts économiques significatifs, mais ayant un enjeu stratégique capital pour Israël du fait de leur frontière commune.

Les relations avec Israël dans le cas de l'Égypte et de la Jordanie sont régies par un traité en bonne et due forme. Accord de raison plutôt que mariage d'amour, mais il n'empêche, la paix continue de régner. Même s'il s'agit d'une paix froide définie par des échanges économiques limités, ainsi que des échanges culturels et touristiques essentiellement unilatéraux. En effet, la curiosité des intellectuels et des touristes israéliens pour ces pays n'a pas été réciproque.

À ce jour, que s'est-il passé ? Dans des pays où la situation politique peut basculer très rapidement, n'est-il pas encore trop tôt pour parler de révolution démocratique ?

En Tunisie, c'est un gouvernement de techniciens qui a été mis en place pour préparer des élections prévues en juillet 2011.

Il en est de même en Égypte, où c'est le maréchal Hussein Tantawi, chef du Conseil suprême des forces armées, qui gère une période intermédiaire, mais dont personne ne sait quand et comment elle aboutira.

Trois points doivent être mis en exergue. Le poids de la jeunesse, puisque, dans ces pays, 70 % de la population a moins de 30 ans. De spectateurs, les jeunes veulent devenir acteurs de leur destin. En cinquante ans, la population de l'Égypte s'est vue multipliée par 3,5 avec pour ces dernières années une croissance démographique moyenne de 5 %. La place des mouvements intégristes auparavant bannis et même combattus fait encore l'objet de spéculations. Mais les principaux leaders sont revenus d'exil et ne laisseront certainement pas la partie se dérouler sans eux. Le rôle de l'armée sera assurément déterminant comme il l'a été dans les événements récents et, là encore, il est difficile de préjuger ces choix une fois les élections engagées.

## Les inquiétudes d'Israël

Nous sommes dans un Orient qui, non seulement est compliqué, mais surtout en devenir avec des forces divergentes et des jeux d'alliances bien plus subtils que lorsque coexistaient le monde libre et le bloc de l'Est.

Il est clair que les révolutions arabes, celles qui ont réussi, comme les autres, en Libye, au Yémen ou en Iran, n'ont pas été déclenchées dans la perspective du conflit israélo-palestinien. Les manifestants de la place Tahrir au Caire, comme l'immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie, n'ont rien à voir avec ce conflit.

Il est également clair que la remise en cause des accords d'achat de gaz égyptien par Israël et celle du contrôle de l'accès à la bande de Gaza par l'Égypte ne sont pas de nature à rassurer.

L'accès au pouvoir d'intégristes, ennemis ouvertement déclarés d'Israël, même minoritaires dans un gouvernement, ne laisse pas d'inquiéter. Les traités de paix ne sont que des engagements révocables. N'oublions pas que Hitler est arrivé au pouvoir en janvier 1933 dans un gouvernement où les nazis étaient minoritaires. Cela ne l'a pas empêché de procéder à une confiscation du pouvoir avec les suites que l'on sait.

Certes, Israël qui a établi et qui défend les valeurs des droits de l'homme, l'égalité entre hommes et femmes, la liberté d'expression et la justice, ne peut être que très favorable à ces aspirations populaires. De plus, une évolution démocratique dans le plein sens du terme serait plus sûrement de nature à établir une paix durable, car validée par le vote du peuple.

Un exemple peut être tiré des relations avec la Turquie qui fut, il y a peu, un allié stratégique d'Israël. Son évolution vers un gouvernement de tendance islamique n'a cependant pas remis en cause le fondement de sa position par rapport à Israël. Justement parce qu'elle repose, non pas sur la volonté d'un seul homme ou d'une oligarchie, mais sur une réelle aspiration populaire à vivre en paix. Les pays arabes pourraient-ils s'inspirer à terme du modèle turc ?

Mais les échecs politiques ou économiques peuvent être de nature à rechercher des dérivatifs, des boucs émissaires, et à canaliser les aspirations populaires vers des ennemis extérieurs, avec des risques probables de conflits.

Quant à la Syrie, elle demeure une énigme, car il s'est agit, depuis 1967, de la frontière la plus calme avec Israël, alors même qu'elle continue de revendiquer le plateau du Golan et que le monde occidental n'a, à ce jour, envisagé aucune mesure coercitive significative envers ce pays.

Il n'y a pas un printemps arabe, il y a des printemps arabes qui dépendent des conditions politiques et sociologiques locales ainsi que des acquis culturels et des influences extérieures. L'idée d'une citoyenneté islamiste transcendant les frontières demeure du domaine du fantasme même si elle est souhaitée par certains.

Si la démocratie est synonyme d'amélioration profonde des conditions socio-économiques (passant par une démographie adaptée aux ressources des pays,

comme ont pu l'imposer certains pays asiatiques), d'accès à l'éducation, de lutte contre la corruption, Israël a, dans ce cas, toutes les raisons d'être optimiste.

Retenons un exemple quasi expérimental en grandeur nature et somme toute rassurant. Dans une enquête récente effectuée par le Centre palestinien de sondage : 35 % des habitants arabes de la capitale d'Israël préféreraient demeurer sous citoyenneté israélienne, 30 % opteraient pour passer sous contrôle palestinien. Notons que 35 % n'ont pas répondu à la question.

Plus concrètement encore : à la question « que se passera-t-il si votre maison passe sous contrôle palestinien ? », 40 % ont déclaré qu'ils essaieraient de déménager dans un quartier israélien. En réponse à la question inverse, 27 % ont affirmé qu'ils s'installeraient du côté palestinien. N'y a-t-il pas là comme un parfum printanier de démocratie ? ●



# Le chemin de Damas

par Charles Dasville

*It's a long way to... the arab revolution ! Celle-ci dépend beaucoup du sort qui sera réservé à un pouvoir dictatorial, népotique, ultra-minoritaire, celui des Assad.*

Comme autrefois le destin du christianisme, celui de la révolution arabe passe par le chemin de Damas.

Le gouvernement de ce pays, établi depuis quarante ans, à partir d'une révolution menée par un parti moderniste et laïque, le Baas, d'inspiration nationale et socialiste, est devenu la chose d'une minorité religieuse, celle des alaouites (7 % de la population), dirigée par la famille Assad. Ce parti admirant celui qui avait fondé le III<sup>e</sup> Reich, au point de reprendre les trois couleurs du drapeau à la croix gammée, noir, blanc, rouge, s'inspire de ses méthodes. Il professe, comme Mauras, la priorité du politique et conçoit la violence comme la clé du succès. Saddam Hussein, lui aussi ancien membre du Baas, partageait les mêmes convictions et utilisait les mêmes méthodes.

Celles-ci ont été employées sans états d'âme contre les habitants de ce malheureux pays, comme lors de la répression, à Hama, en 1992 : 20 000 personnes y ont été tuées, deux fois plus qu'à Sétif, en 1945. Qualifiées « d'islamistes » par Assad I<sup>er</sup>, ce massacre de civils par leur armée nationale n'a guère suscité, alors, ni l'indignation des médias ni la critique de l'Onu. Les déchirures internes du Liban ont permis à cette valeureuse armée d'y exporter sa façon d'appliquer sa conception de la bienveillance pendant trente ans. Reprenant la tradition de la secte des Assassins, du Vieux de la Montagne, au XII<sup>e</sup> siècle, les dix-sept services de renseignements ont assis leur pouvoir sur le meurtre des personnalités, comme l'ancien ministre et démocrate syrien Bitar, en plein Paris, l'ambassadeur de France, Louis Delamare, à deux pas de sa résidence à Beyrouth, deux chefs du gouvernement libanais, Bachir Gemayel et Rafic Hariri... sans compter des centaines de personnes moins connues.

Il faut d'autant plus admirer le courage de ceux qui aujourd'hui manifestent sans armes contre un pouvoir qui utilise contre eux les fusils et les mitrailleuses. Environ mille d'entre eux ont déjà été massacrés.

Jusqu'à aujourd'hui, l'indignation des organismes internationaux et des chancelleries a été bien loin de s'inspirer de celle préconisée par Stéphane Hessel. Il a été simplement recommandé à ces brutes de ne pas pousser trop loin leur pratique du crime. « Ne tuez vraiment pas trop », leur a-t-il été chuchoté.

Pourquoi cette différence d'approche entre la Syrie et la Libye, entre Assad et Kadhafi ?

Pas à cause du pétrole que ne produit guère la première. Il n'est pas facile d'interpréter cette mansuétude. Probablement en raison de la position stratégique du pays, les « puissances » n'envisagent qu'avec réticence un bouleversement politique dans un pays situé au centre du Moyen-Orient, voisin d'Israël, de l'Irak, de la Turquie et, il y en a encore peu, lié à l'Égypte au sein de la « République arabe unie ». Les commentateurs soulignent que l'on se trouve devant un « mille-feuille ethnique et religieux », comme si ce pays devait être obligatoirement dirigé à coups de rouleau à pâtisserie et ne pas s'inspirer d'une république, comme les États-Unis, davantage encore composée de minorités diverses.

La bénignité envers un régime totalitaire et corrompu apparaît pourtant comme la pire des attitudes à l'égard de l'évolution possible du monde arabe. Si les militaires et les policiers de Syrie qui soutiennent par le meurtre délibéré la dictature d'une minorité sur la masse de leur peuple font la preuve qu'ils peuvent se maintenir dans les délices du pouvoir, grâce à la force la plus brutale et la plus cynique, contre la volonté de ceux qui réclament justice et honnêteté, ils feront école. Les régimes dictatoriaux reprendront la main, comme après 1848 les monarchies ont aboli pour des décades les libertés qui avaient fleuri lors d'un court printemps.

Les Européens qui assistent impavides au massacre de leurs émules paieront un jour un prix élevé pour leur passivité, pour ne pas dire leur lâcheté... ●

#### AU FIL DE LA LECTURE...

*On peut dire d'une façon rigoureuse que le goût que l'on montre pour le gouvernement absolu est dans le rapport exact du mépris que l'on professe pour son pays.*

**De la démocratie en Amérique, Alexis de Tocqueville**

# Heurs et malheurs du Liban

par Albert Kalaydjian

*Le Liban est en péril. Comme d'habitude ! Le fait qu'il soit un modèle de démocratie, relatif, lui suscite autant d'admiration que de menaces.*

« **V**ers l'Orient compliqué, voguons avec des idées simples », dit le proverbe. Le Liban a toujours peiné à trouver sa place et à tracer son chemin dans le monde arabe. Abrisant des populations d'origines diverses, véritable mosaïque de religions, le pays occupe une place singulière et demeure une passerelle vers l'Occident.

Historiquement, les maronites représentent, avec les coptes d'Égypte, l'une des deux communautés chrétiennes les plus importantes au Moyen-Orient et le pays abrite en son sein une minorité musulmane, les druzes, qui est une particularité à elle toute seule. Depuis les événements dramatiques dans le Chouf en 1860, qui avaient provoqué des massacres de chrétiens, la France s'est érigée de son propre chef en protectrice de la minorité chrétienne et c'est donc tout naturellement qu'au lendemain de la Grande Guerre, la Société des Nations lui confia un mandat au Liban et dans la Syrie voisine, un mandat unique pour les deux pays. Mais la Syrie n'admit jamais la partition survenue en 1943 et 1946 qui la privait d'un débouché en Méditerranée.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les Libanais choisirent entre eux une communauté de destin qui a été jusqu'à aujourd'hui plus forte que toutes les divisions. En 1943, ils conclurent ensemble un pacte national qui reconnaissait les particularités religieuses des citoyens de la jeune république du Liban et répartissait les principaux postes publics entre les différentes communautés : aux chrétiens maronites, la présidence de la République et la direction de l'armée, aux musulmans sunnites, la présidence du Conseil et aux chiites, la présidence de l'Assemblée nationale.

## Les temps heureux

Très rapidement, le Liban marqua son double attachement à la communauté internationale en adhérant à l'Organisation des Nations unies dès sa fondation en 1945 et au monde arabe en devenant membre fondateur, en 1944, de la Ligue arabe. Il participa à la guerre israélo-arabe de 1948-1949, plus pour la forme que par hostilité fondamentale à Tel Aviv. Le Liban vécut alors un âge d'or, à peine troublé

par les progrès du socialisme arabe dans la région. Les présidents de la République Chehab et Chamoun surent tenir leur pays à l'écart des tensions. Ce dernier n'hésita d'ailleurs pas à faire appel aux marines américains du président Eisenhower pour s'opposer aux volontés nassériennes d'inclure le Liban dans l'éphémère République arabe unie avec la Syrie. C'était le 14 juillet 1958, au même moment un coup d'État similaire échouait à Amman avec l'aide des parachutistes britanniques et réussissait à Bagdad où le souverain hachémite, Fayçal I<sup>er</sup>, fut assassiné avec son Premier ministre, Nouri Saïd.

Le Liban vivait malgré tout à l'heure heureuse d'un consensus national que rien ne semblait ébranler, en tout cas pas les projets ambitieux du colonel Nasser. Même l'existence sur son sol d'un Parti socialiste national syrien ne parvint pas à menacer durablement l'État libanais. La classe politique se tenait prudemment à l'écart, ignorant la tragédie qui allait naître sur son sol.

### **La montée des périls**

Cette tragédie allait naître de l'arrivée du flot inexorable de réfugiés palestiniens qui gagnaient le Liban en quête d'une improbable vie meilleure. Ce sont eux qui remirent, à son corps défendant, le Liban au cœur des préoccupations du monde arabe. Les réfugiés palestiniens s'installèrent, faute de mieux, dans des camps de fortune qui devinrent très vite des bases arrière pour les partisans armés de Yasser Arafat, le leader de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ils devinrent alors des objectifs militaires pour le voisin israélien, l'armée libanaise ne sachant quelle attitude adopter et les lois du pays ne s'appliquant plus de fait.

Devant cette dégradation dangereuse, le président de la République, Charles Helou, se résigna à demander l'arbitrage de la Ligue arabe et dut consentir, en novembre 1969, aux accords du Caire qui consacraient l'extraterritorialité des camps palestiniens au Liban, un premier abandon de souveraineté.

Il y en eut d'autres : « Septembre noir » en 1970, en Jordanie, fut le signe d'une radicalisation militaire du roi Hussein qui choisit à l'époque la solution extrême, éliminant militairement toute présence palestinienne dans le royaume hachémite. L'exode palestinien vers le Liban ne fit que s'accroître.

Ainsi le pacte national de 1943 était pour la première fois mis à l'épreuve par la présence d'une entité étrangère au pays et externe à ce pacte. Il ne fallut pas cinq ans pour que le pays se réveillât à l'heure de la guerre civile qui allait, entre 1975 et 1990, le ravager durablement.

### **La guerre civile**

Beaucoup a été écrit sur cette guerre : les causes en furent multiples. Mais la présence palestinienne en fut la cause essentielle : les populations musulmanes se sentaient plus solidaires de la cause palestinienne que les chrétiens. Parmi ces derniers, seuls les maronites, ou du moins une partie d'entre eux, rassemblés autour de la famille

Gemayel, marquèrent clairement leur hostilité. Hostilité qui les rapprocha un temps de la Syrie. C'est en effet à l'appel des dirigeants maronites que l'armée syrienne entra au Liban en avril 1976 pour y demeurer une trentaine d'années.

Ainsi débute l'internationalisation du conflit israélo-arabe qui contraignit Israël à réagir et à intervenir une première fois en 1978, provoquant l'arrivée des Casques bleus de la FINUL, et une seconde fois en 1982, pour réduire la présence palestinienne au nord de Beyrouth. Un an plus tard, la Syrie prit le relais pour chasser ces derniers définitivement du Liban. Elle fit par ailleurs du Sud-Liban sa chasse gardée, cette zone échappant de plus en plus au gouvernement de Beyrouth.

Ce furent pour le Liban des années de plomb : un gouvernement affaibli, un président sans armée, une Assemblée nationale fantôme au mandat sans cesse prorogé sans qu'il soit possible d'organiser des élections et un pays ruiné par la guerre civile, matériellement, économiquement et financièrement. Des règlements de comptes sanglants décimèrent une partie de la classe politique, principalement chez les maronites, mais le druze Kamal Joumblatt ne fut pas épargné. Deux présidents de la République, Bachir Gemayel et René Moawad, périrent assassinés, l'un immédiatement après son élection, l'autre après dix-sept jours d'exercice de son mandat.

C'est un pays au bord de l'implosion qui finit par conclure à Taëf, en Arabie saoudite, au mois de novembre 1989, des accords de réconciliation, encore aujourd'hui à la base de la renaissance du pays.

### **La reconstruction**

Ces accords ont permis la fin effective de la guerre civile et l'engagement du pays dans une politique de reconstruction. Cette politique a bien évidemment obéré les finances publiques du pays, mais a permis au Liban de redécoller économiquement et à sa population d'envisager une vie sociale, jusqu'alors mise entre parenthèses. Cet immense effort, mis au crédit de Rafic Hariri, a transformé la capitale Beyrouth et rétabli les principales infrastructures détruites par des années de guerre civile et de conflits extérieurs.

La nature du Liban a aussi changé sur le plan diplomatique : la « Suisse du Proche-Orient » a réintégré le concert des puissances arabes. Le Liban s'est rapproché à la fois des monarchies du Golfe et de l'Égypte et a marqué une présence plus affirmée au sein de la Ligue arabe, cherchant à s'attacher les bonnes grâces des pays voisins. Il a pris quelques distances par rapport aux États-Unis pour mieux se rapprocher de la France et nouer des relations avec l'Union européenne.

À l'orée des années 2000, le Liban a cherché à se libérer ou à s'affranchir de la tutelle syrienne. L'opération ne fut pas aisée, mais la disparition du mythique chef d'État syrien Hafez Al-Assad rendit la chose moins difficile. Son fils et successeur Bachar tint les rênes moins courtes et fut tout surpris lorsque Rafic Hariri, le chef du gouvernement libanais, revendiqua plus de liberté pour son pays. Au moment où

ce dernier retrouvait une certaine prospérité et malgré la vigilance oppressante du voisin israélien, le Liban aspirait à tourner la page. La Syrie ne le comprit pas. Le 14 février 2005, Rafic Hariri disparut tragiquement dans un attentat dont personne ne connut vraiment l'origine, mais qui fut un fiasco pour Damas.

En deux mois et demi, les pressions internationales obtinrent ce que près de quatre décennies n'avaient pu atteindre : le 30 avril 2005, l'armée syrienne quittait le Liban et, après le retrait israélien de juillet 2000, l'État libanais redevenait souverain. Seules des forces des Nations unies subsistent encore sur son sol à sa demande alors qu'une armée libanaise, symbole de cette souveraineté nationale retrouvée, est à l'œuvre et en pleine reconstruction matérielle, morale et humaine.

### **La souveraineté retrouvée**

C'est d'ailleurs le chef de cette armée, le général Michel Sleimane, qui fut élu président de la République, le 25 mai 2008. Candidat de compromis et de consensus, il fut porté à la magistrature suprême par 118 députés de l'Assemblée nationale, sur 127, ce qui d'emblée a conforté son pouvoir et assis son autorité. Sous son égide, le pays a surmonté la crise née de l'intervention israélienne dans le sud du pays en juillet 2006. Il a surtout permis aux deux camps politiques antagonistes de s'asseoir à la même table pour envisager des discussions politiques. Les élections législatives de juin 2009 ont même pu se dérouler avec une certaine sérénité et un gouvernement de coalition, présidé par Saad Hariri, a pu voir le jour. Si les antagonismes demeurent, avec notamment le problème délicat de la minorité de blocage accordée au sein du gouvernement à l'opposition qui peut empêcher son action, des progrès ont été accomplis.

L'omniprésence du Hezbollah dans le Sud-Liban demeure cependant une préoccupation majeure du fait de l'armement de ses militants. Les débats au gouvernement libanais sont vifs et ont même mis fin provisoirement à son existence. Mais le successeur désigné, Muhammad Nejib, n'a pas pu venir à bout de sa tâche, le gouvernement Hariri expédie certes les affaires courantes et la présence un peu trop voyante de la Syrie est en passe de s'estomper.

En effet, la récente et improbable crise syrienne, inimaginable il y a encore quelques mois, s'est déclenchée. Le pouvoir de Damas vacille et le dossier libanais est devenu un souci mineur.

Après bien des heurts, et beaucoup de malheurs, le bonheur est proche pour les dirigeants libanais. Quelle que soit l'issue de la crise syrienne, le gouvernement en place demain en Syrie ne pourra plus considérer le Liban comme une chasse gardée ou une arrière-cour. Il n'en aura plus ni les moyens ni la volonté. La patience, la persévérance libanaises auront été les plus fortes. L'aube de l'espérance se lève au Liban et tous ses amis sincères ne peuvent que s'en réjouir. ●

# Liban : l'oasis modèle

par Jean-Marie Daillet

*Les grandes puissances, infatuées d'elles-mêmes, oublient qu'une démocratie arabe existe depuis longtemps. Elle a donné à son peuple la force de survivre à des épreuves inouïes. L'auteur le rappelle de manière très émouvante. Le Liban a une dette envers la France. Celle-ci en a une plus grande encore à son égard !*

**U**ne ou deux fois l'an, je m'envole pour Beyrouth, où m'appellent des voix irrésistibles, d'hier et d'aujourd'hui.

La première, en 1941, à Angers, c'était la basse profonde d'un jeune prêtre libanais à la longue barbe noire. Remplaçant un professeur de mathématiques prisonnier en Allemagne, le père Mehreb ne se contentait pas de nous initier à l'algèbre, il nous parlait de son pays, et des chrétiens d'Orient. Je l'ai retrouvé cinquante-sept ans plus tard, pianotant sur un ordinateur pour développer la commune montagnarde dont il était devenu le maire après avoir été secrétaire général de l'épiscopat maronite.

Il y eut, à partir de 1975, les cris de douleur d'un pays qui, du jour au lendemain, à partir d'une fusillade sur le parvis d'une église, explosa en guerre entre factions que tout le monde qualifia, et qualifie encore, de guerre civile, alors que le Liban n'était en fait que le champ de bataille choisi par tous les protagonistes extérieurs d'un drame déjà vieux de plus de vingt-deux ans entre Israéliens et Palestiniens.

La voix française qui nous provenait des endroits les plus dangereux de cet inextricable conflit était celle d'un jeune reporter, Dominique Baudis, qui fut blessé à force de promener micros et caméras de barricade en barricade.

J'entends encore la voix de Bernard Stasi, qui conduisit alors la première délégation de l'Assemblée nationale au Liban, dont l'aéroport international était détruit, et que nous gagnâmes donc via Chypre, en bateau, de Larnaca à Jounieh, commune proche de Beyrouth qui était divisée entre un Ouest aux mains des Palestiniens et un Est tenu par la nébuleuse du camp chrétien. Les échanges d'armes automatiques, les bombardements étaient incessants, jour et nuit. L'un des tout premiers soirs, nous eûmes un dîner chez Bachir Gemayel, parmi les photos de sa petite-fille de deux ans qui venait d'être tuée.

J'entends la voix de l'ambassadeur de France, Louis Delamare, dont je prenais congé sur le perron de la Villa des Pins, répondant à ma question sur la sécurité de ses



déplacements dans ce labyrinthe mortel : « Une voiture blindée ? Il n'en est pas question. D'ailleurs, je n'en veux pas : je suis bien accueilli par toutes les communautés libanaises. » Quelques semaines plus tard, à peine sorti de la résidence, il était assassiné par des hommes qui, à ce jour, n'ont pas été formellement identifiés...

Depuis la fin de ce cauchemar, en 1995, c'est la voix d'un original fieffé, un intellectuel libanais dont le grand-père fut pendu à la veille de la guerre 1914-18 par les Ottomans, pour avoir manifesté trop publiquement sa volonté d'indépendance et son amour de la France. Samir-Michel Daher est ce patriote respecté de tous pour sa générosité et sa créativité, et qui se dépense sans compter pour une paix au Proche-Orient qu'il entend promouvoir grâce au dialogue multilatéral, interlibanais, interarabe et planétaire. Il a fondé, entre autres, une Académie diplomatique internationale à Beyrouth et implanté en plusieurs pays arabes des associations de soutien aux Nations unies. Cet homme seul, sorte de médiateur bénévole, se bat pour le bien commun du Liban et de la région. Il illustre avec une sorte d'héroïsme un trait singulier de ce peuple composite : sa capacité de survie à travers les pires épreuves, le génie de la reconstruction permanente.

Chaque fois que je passe au cœur du quartier central d'Achrafieh, devant un certain immeuble que j'ai vu s'élever presque en face du fameux Hôtel-Dieu de France au pire des combats de rue et de la fusillade incessante, je suis stupéfié que ce bâtiment tout de verre ait pu subsister, intact, à travers tant de mitraille.

Le Liban toujours ressuscité, c'est une leçon grandiose, en ces temps de révoltes populaires arabes. Parmi les relents de haine, les antagonismes religieux, fanatiques, les reliquats de domination extérieure et les miasmes encore latents du colonialisme et de l'impérialisme, voici la renaissance d'une oasis antique, pôle de civilisation. Après tout, une grande partie de l'histoire occidentale trouve ses origines, non seulement en Grèce et en Égypte, à Babylone ou à Jérusalem, mais, vers 5000 ans avant Jésus-Christ, dans le pays de Canaan où naquit Byblos, premier port de la Méditerranée, puis Béryte la future Beyrouth et son école de droit. Et le premier alphabet de l'Histoire.

Cette oasis est de nouveau créatrice et prospère, mais quasi délibérément ignorée, au mépris de son exemple permanent de victoire sur l'adversité. Parmi les preuves de son charisme, il y a le bouillon de culture euro-arabe tel que l'on attribue, à juste titre, aux chrétiens du Liban, le prestige du meilleur enseignement de la langue arabe comme d'une totale ouverture aux cultures européennes, à commencer par la culture française.

Aux pires moments de la violence urbaine à Beyrouth, l'Institut français n'a pas cessé de dispenser son enseignement de notre langue et de nos arts à toutes les jeunesses libanaises, et nos universités n'ont jamais cessé de recevoir, dans toutes les disciplines, jeunes gens et jeunes filles également soucieux d'assimiler les valeurs de la démocratie française.

On devrait admirer que le seul quotidien de langue française en Méditerranée orientale s'appelle *L'Orient-Le Jour*, et que, paru le matin à Beyrouth, on le trouve le soir même à Paris, sur les Champs-Élysées, six jours sur sept, vers 18 heures, au prix

de 1,40 euro. Jamais ce journal de haute tenue ne cessa de paraître, quelles que fussent les difficultés de distribution et d'approvisionnement en papier.

On ne sait pas assez que nombreux sont les écrivains libanais francophones, édités tant au Liban qu'en France, et parmi lesquels sont particulièrement admirés aujourd'hui Vénus Khoury-Gata, Georges Corm, Amin Maalouf (candidat à l'Académie française). Et Beyrouth, comme une autre Boston, regorge d'universités réputées.

L'oasis libanaise, où dix-huit communautés spirituelles coexistent aujourd'hui paisiblement, n'en est certes pas à une invasion près. Elle a spectaculairement servi de camp de réfugiés aux Palestiniens, notamment avec l'OLP de Yasser Arafat. Elle a subi l'opération israélienne intitulée Paix en Galilée, qui conduisit Tsahal jusqu'à Beyrouth, où les camps de Sabra et Chatila souffrirent l'extermination que l'on sait de la part de prétendus chrétiens... Américains et Français y perdirent plus de deux cents soldats, dont la présence gênait les obsédants voisins. Fragiles, les accords de cessez-le-feu péniblement négociés sous les pressions contradictoires ont surtout profité aux adversaires permanents du Liban libre, toujours désarmé, et dépouillé même aujourd'hui de tout gouvernement capable d'autorité. Il est caractéristique que ce soit son reconstruteur en chef, Rafic Hariri, qui ait été assassiné, sans que la justice internationale, saisie de cet attentat spectaculaire, puisse encore aboutir au moindre début de mise en examen...

L'arrogance de voisins abusifs serait risible si elle ne perpétuait la guerre de soixante-trois ans qui ensanglante encore des rivages si féconds en maîtres spirituels. Comment ne pas être étonné de lire, dans le psaume 114 : « Quand Israël quitta l'Égypte et que Juda redevint son patrimoine, le Jourdain reflua et la mer mourut. Les montagnes bondirent comme des agneaux. Ô fleuve, pourquoi refluer ? Ô mer, pourquoi mourir ? » Quiconque a franchi depuis des dizaines d'années le pont Allenby peut constater que le Jourdain n'est plus qu'un ruisseau d'eau croupie, et chacun sait que la mer Morte n'en finit pas de mourir.

Par la voix de Nétanyahou, Israël continue de s'autoproclamer « seule démocratie du Proche-Orient » comme si la plus totale liberté d'expression n'existait pas à sa frontière nord. Quant à la Syrie de Bachar Al-Assad, elle n'a toujours pas digéré l'accord de Doha, par lequel l'émir du Qatar lui a fait imposer par l'ensemble des participants arabes la reconnaissance formelle de l'indépendance du Liban, avec définition précise des frontières et échanges d'ambassadeurs.

Tel Guillaume Apollinaire, le Liban semble murmurer : « Le temps s'en va, je demeure. »

L'ère nouvelle des soulèvements populaires contre les dictatures arabes devrait marquer le retour, au premier plan de l'attention internationale, d'un Liban qui, dès son indépendance en 1945, fut l'un des fondateurs de l'Onu. ●

# Réflexions sur le désastre japonais

par Yves-Marie Laulan

**I**l convient, certes, de respecter un délai de décence devant l'immense malheur qui a frappé le Japon. Mais, lorsque l'esprit critique reprendra ses droits, il faudra se demander si les techniciens de Tepco, l'administration et les responsables politiques japonais, n'ont pas fait preuve d'un aveuglement, on n'ose pas écrire d'une incurie, incroyable en la circonstance.

Parce qu'enfin, alors que les tsunamis ravagent régulièrement les côtes japonaises depuis des siècles et des siècles, pourquoi installer des générateurs, de toute évidence le maillon faible – pourtant d'une importance névralgique – de la chaîne technique nucléaire, car indispensables pour le refroidissement des réacteurs, à quelques mètres seulement du rivage, au risque d'être inondés. Ce qui s'est naturellement produit.

Alors qu'il aurait été si simple de les disposer à une altitude d'une centaine de mètres, ou plus, dans les collines toutes proches, quitte à acheminer l'électricité produite par des câbles de type sous-marin à l'épreuve des eaux. On nous dit (la presse américaine) que, averti de l'insuffisante hauteur du mur de protection contre la mer – environ 5 m –, Tepco s'est contenté, voici peu, de le surélever de 20 cm. Or, la vague destructrice a atteint 15 m à Fukushima. On reste sans voix.

En second lieu, comment ne pas être surpris que la deuxième économie du monde (la troisième depuis peu) laisse pendant des semaines 200 000 sinistrés dans le froid, sans eau, sans abris ni nourriture ? On se serait cru en Afghanistan ou au Pakistan. Le Japon manque-t-il d'hélicoptères ou d'avions pour larguer des colis alimentaires ou des tentes ? N'était-il pas possible d'acheminer des secours par mer à partir des ports de la côte non touchée ? N'y a-t-il pas de structure administrative mobilisatrice, de type plan Orsec, capable, par exemple, d'utiliser en masse des bulldozers pour déblayer les routes au plus vite ? Il semblerait (sous réserve d'inventaire) que l'on ait assisté à une incroyable paralysie des dispositifs de secours en cas d'urgence.

Espérons simplement que cela ne se produise pas en France. Ce qui reste à voir.

Cela dit, deux enseignements majeurs se dégagent de cette terrible tragédie. Le

premier est que la production d'électricité à des fins civiles ressort clairement du domaine international en raison du risque permanent de contamination sévère ou critique à très longue distance en cas d'accidents nucléaires plus graves encore que ceux que l'on a connus jusqu'ici. Que se passerait-il si la fusion, irréversible et incontrôlable, d'un réacteur civil allait provoquer la mort par contamination radioactive de milliers de gens à des milliers de kilomètres du sinistre ? La question mérite au moins d'être posée. La conséquence est limpide. La vente de réacteurs nucléaires, en particulier à des pays en voie de développement qui sont loin d'avoir atteint le degré de sophistication de l'économie et de l'administration du Japon, devrait être soumise à un contrôle international au même titre que le traité Start sur la non-prolifération nucléaire. Sinon, un gravissime accident est inévitablement à prévoir, tôt ou tard. Avis à AREVA et à EDF. Le second est qu'en cas d'accident, et quel que soit le pays frappé, il devrait y avoir déjà au point un mécanisme international d'assistance automatique, et non improvisé au cas par cas. Il aurait pour objet de faire en sorte que toutes les capacités technologiques d'assistance disponibles dans le monde soient utilisables sur-le-champ afin de circonscrire au plus vite les dommages occasionnés par le sinistre. En fait, on peut se demander si les Japonais, trop sûrs d'eux, n'ont pas un peu trop tardé à faire appel à la technologie américaine pour déterminer le degré de fusion du matériel nucléaire dans les réacteurs endommagés grâce à des modèles sophistiqués de simulation (déjà disponibles aux États-Unis depuis l'accident de Three Miles) ou à la technologie française en matière de robotique. ●

# La troisième révolution industrielle (suite)

par Charles Delamare

Ce thème abordé dans notre n° 40, de décembre dernier, ne paraît pas, à première vue, s'accorder avec celui du présent numéro.

La révolution arabe, actuellement en marche, influencera pourtant de manière décisive celle de l'industrie. Il se trouve que la catastrophe de Fukushima intervenue au même moment, de façon indépendante, contribuera également à modifier des données qui paraissaient encore stables à la fin de l'année dernière.

Jusqu'à maintenant, le grand réservoir de pétrole qu'est l'Arabie saoudite a joué son rôle de stabilisateur en accroissant sa production de barils/jour pour compenser la perte résultant de l'arrêt des livraisons de la Libye. Mais on commence à avoir des doutes sur les réserves du premier producteur mondial et, ce qui est plus grave dans un avenir proche, sur la stabilité d'un régime, présidé par un homme malade de 87 ans, le roi Abdallah. Le prince héritier, Sultan, est lui-même très âgé, malade et exclu de la succession pour cette raison. Le possible successeur serait donc Nayef, à peine âgé de 80 ans, mais également malade. Si des difficultés provenaient du système de succession, il en résulterait une forte tension sur le prix du baril que l'on pourrait voir grimper à 300 dollars en quelques heures. Si le pays qui produit 9 millions de barils par jour entrait dans une période de turbulences, le monde entier serait frappé...

Serait ou sera ? Quand le président de Total voit le litre de super passer à 2 euros, il pêche par souci de retenue plutôt, comme on le lui a reproché, que par défaitisme. Les hommes politiques qui accusent facilement les chefs d'entreprise d'être des vautours feraient bien de se regarder dans la glace et de se rendre compte qu'ils sont des autruches !

Les perspectives de renchérissement brutal du pétrole sont d'autant plus vraisemblables que le monde arabe, s'il s'unifie, mettra, sinon ensemble, du moins face à face, des pays très pauvres et des pays très riches. Au nom de leur fraternité, plus ou moins volontaire, il faudra bien qu'une bonne partie de la rente pétrolière profite aux plus démunis. L'Égypte comptera bientôt 100 millions d'habitants sur un territoire utile de la surface de la Belgique. Pour que sa population ne sombre pas dans le chaos, il sera nécessaire que soient créés trois ou quatre nouveaux fleuves, de l'importance du Nil... Par désalinisation de l'eau de mer à un prix très élevé, d'où l'appel aux réserves de pétrole et aux réserves de devises ? Y a-t-il une autre solution ? Une telle perspective

peut paraître utopique, mais d'une manière ou d'une autre la pression « démocratique » se traduira par une redistribution de la richesse pétrolière et par l'augmentation importante du prix du litre à la pompe.

Au même moment, les conséquences de l'accident de Fukushima réduiront le recours à l'énergie atomique, solution qui paraissait auparavant pouvoir contrebalancer le déclin programmé du pétrole. Qui remplacera ce remplaçant ?

Les Américains sont assez optimistes, parce qu'ils exploitent activement le gaz de schiste. Les ressources en gaz naturel se sont accrues fortement chez eux et le prix de celui-ci a baissé. Mais, en France, une opposition au développement, même à l'exploration de cette ressource, s'est manifestée si vivement que le gouvernement s'interdit d'entrer dans cette voie. Quant aux énergies renouvelables, qui sont encore loin de pouvoir remplacer les autres sources d'énergie, l'opposition aux éoliennes bloque le développement de ces dernières et il y a une répulsion au solaire à grande échelle. Seul reste en lice le charbon qui tue 10 000 mineurs par an et empoisonne des dizaines de milliers d'autres poumons.

Pour résumer le problème qui se pose aux générations à venir, il est nécessaire de prévoir et d'anticiper une utilisation de l'énergie selon des formes encore impossibles à déterminer. Il est rare que les écologistes, si prompts à dénoncer telle ou telle forme d'énergie, avancent des solutions raisonnablement économiques pour remplacer ce qu'ils critiquent si gaillardement.

Ce que l'on sait, à peu près avec certitude, c'est que le coût de l'énergie représente aujourd'hui 3,5 % du PIB mondial. Les nouvelles technologies vont coûter cher, si bien que le montant qui sera consacré à cette production consommera 12 à 13 % de ce PIB d'ici à vingt ans. Autrement dit, le renchérissement du coût de l'énergie réduira sensiblement les moyens mis à la disposition de la consommation, alors que 2 ou 3 milliards d'hommes, Chine et Inde en tête, se préparent furieusement à entrer dans ce qu'ils croient être un paradis sur terre : la société de consommation !

Comme dirait Marx : « Ne nous affolons pas : l'humanité ne se pose que des problèmes qu'elle peut résoudre. » Mais n'oublions pas que les solutions avancées par ce grand penseur passaient par des révolutions qui n'ont jamais été des parties de plaisir. Révolution arabe, révolution industrielle : combien de morts ? ●

### *Le dictionnaire du sens interdit*

**POIDS ET MESURES.** *Sopor.* Quel progrès tout de même ! Les tyrans doivent enfin répondre de leurs actes : génocides, crimes contre l'humanité, etc. Le temps de l'impunité s'achève. Où qu'ils aillent les assassins politiques sont exposés à l'extradition, à la comparution devant une cour de justice, à la prison pour le restant de leurs jours, voire pire. *Questios.* Certes ! Reste que la certitude de devoir répondre de leurs peccadilles ne peut manquer d'induire chez les dictateurs les plus redoutables la détermination irréductible de ne jamais lâcher le pouvoir, de s'y cramponner jusqu'au moment où, ayant épuisé toutes leurs munitions, il ne leur reste plus qu'à mourir ou à se rendre, non sans avoir au préalable exterminé bon nombre de leurs concitoyens. Il faut les comprendre : ayant à choisir entre gouverner dans les palais publics ou se balancer au bout d'une corde ou encore croupir dans les geôles de leurs vainqueurs, ils préféreront toujours les palais publics. Aucun tyran n'aura la naïveté d'un Pinochet, obligé de se retirer après un référendum organisé par lui et perdu. Il serait surprenant que les dirigeants chinois ou les frères Castro commettent pareille erreur. *Sopor.* Il n'en demeure pas moins profondément moral que les derniers complices du nazisme hitlérien, les exécutants des dictatures militaires d'Amérique latine, les acteurs des politiques d'épuration ethnique, les génocidaires africains aient à rendre des comptes. *Questios.* Mais qui juge qui ? Dresde écrasée sous les bombes incendiaires, proie d'un brasier qui brûle dans la nuit depuis février 1945, ne pourrait-elle être le nom d'un crime de guerre ? On a jugé les

Hutus massacreurs de Tutsis. Mais les exterminations pratiquées par l'actuel régime rwandais pour établir son pouvoir et le conserver sont-elles à considérer comme marginales, anodines, innocentes ? Et que dire du silence tonitruant qui protège les desservants du goulag ? Car enfin les morts de la révolution russe, les innombrables prisonniers torturés et exécutés par le KGB, les déportés engloutis dans les déserts de neige et de glace, condamnés à mourir par la faim, le froid et le travail, les paysans réduits à l'état de squelettes agonisants par la collectivisation des terres en Ukraine, dans le Caucase et ailleurs, toutes ces innombrables victimes broyées par la meule communiste, ne comptent-elles pour rien ? Or, pour leurs bourreaux, aucune poursuite, aucune condamnation, aucun Nuremberg. *Sopor.* C'est que les lendemains qui chantent, beaucoup d'honnêtes gens y ont cru. *Questios.* Vous voulez dire que les intentions des exterminateurs du goulag étaient bonnes alors que celles des nazis étaient mauvaises ? Mais peut-être après tout les dirigeants soviétiques ont-ils mérité leur impunité. La gloire historique de Gorbatchev aura été d'assister à la désintégration d'un système, le sien, sans déclencher une guerre dans laquelle il aurait pu être tenté de trouver le moyen de conjurer le désastre. Ses généraux avaient leurs plans pour conquérir l'Europe. D'avoir fait ce choix justifie peut-être bien que les héritiers du goulag se voient accorder l'impunité. Qu'en pensez-vous ?

*André LE GALL*

## *Bon anniversaire !*

**L**e 9 mai, nous avons célébré un anniversaire important pour tous les Européens : celui de la déclaration de Robert Schuman qui, ce jour-là, en 1950, a jeté les bases de la communauté européenne. Ce qui a été fait grâce à lui, et à Jean Monnet, pour le charbon et l'acier européens a été étendu, le 25 mars 1957, par le traité de Rome, à l'ensemble de la production européenne. Ce n'était qu'un premier pas vers la création des États-Unis d'Europe, vers la « Fédération européenne » qui restait notre objectif à long terme. Nous devons attendre encore quelques années pour voir la monnaie commune, l'euro, remplacer définitivement les monnaies nationales des États membres de l'Union européenne.

L'euro, ce n'est pas seulement un immense pas en avant de l'Europe économique et sociale. C'est aussi une avancée majeure vers l'Europe politique. Une monnaie commune pour 500 millions d'Européens, quelle réussite pour l'Europe ! Et quelles responsabilités pour les institutions qui gèrent ce vaste ensemble d'États et de peuples !

Alors, la question est posée : les États-Unis d'Europe, c'est pour quand ? Le réalisme commande de répondre : ce n'est pas pour demain, mais on ne reviendra pas en arrière. L'euro est une réalité irréversible, sauf en cas de faillite d'un des États fondateurs.

Il nous faut en voir clairement les conséquences : des règles et des institutions communes, dotées de réels pouvoirs de décision et de mécanismes efficaces de solidarité, sont maintenant notre perspective pour assurer notre avenir dans un monde dur et dangereux où nous avons, plus que jamais, besoin d'une Europe unie et forte.

Oui, dans la perspective de la mondialisation, une Europe solidement organisée, capable de décider et de mettre en œuvre des politiques communes, constitue à l'évidence une impérieuse nécessité.

Il importe que les citoyens des démocraties européennes en prennent clairement conscience. Il est de notre devoir d'y contribuer.

*Jacques MALLET*



## Courrier des lecteurs

### Une lettre du président de la fondation Robert Schuman

Monsieur le Directeur,

Puis-je vous dire combien fut grande ma consternation à la lecture du n° 41 de *France Forum* ?

Dans une revue à laquelle j'étais attaché parce qu'elle a longtemps incarné la pensée européenne, centriste et modérée dans laquelle j'ai grandi, j'ai retrouvé nombre des poncifs les plus répandus sur l'avenir de l'euro et de l'Union européenne, des propos sceptiques et négatifs, qui contribuent à l'affaiblissement d'un sentiment européen déjà largement déserté par nos élites.

Je n'ignore rien des doutes de l'opinion publique, de la démission de certains responsables et, bien évidemment, des difficultés de la construction européenne. Au contraire, à la tête de la Fondation Schuman, je m'efforce de procéder à leur analyse la plus objective possible et de les replacer dans une perspective plus large en suggérant des solutions.

Mais cela exige, j'en conviens, un travail approfondi et souvent difficile.

Pourtant, un tel effort conduit à des jugements nuancés dont je n'ai pas retrouvé la tonalité dans ce numéro de votre revue. Au contraire, j'ai pu déceler un défaitisme récurrent dans des articles à la qualité diverse accréditant la plupart des arguments eurosceptiques devenus à la mode au sein de la classe dirigeante et médiatique et instrumentalisés désormais par les seuls partis extrémistes.

J'en conçois une grande déconvenue.

Votre rédaction n'a pas su résister à des titres simplificateurs. La plupart des auteurs ont ajouté leur pierre à la grave crise qui affecte les Européens, plus inquiets d'une globalisation qu'ils ne comprennent pas que déçus d'une construction européenne dont ils attendent encore beaucoup. Je ne crois pas que ce soit l'objectif que vous poursuivez, mais c'est la conclusion qui s'impose à la lecture de ce numéro si éloigné des enseignements de ses fondateurs.

Il doit demeurer des lieux où la conviction, mais aussi le sérieux l'emportent sur la facilité du moment. La complexité de la construction européenne en a besoin, comme elle nécessite un intense travail de compréhension et de pédagogie, que peuvent le mieux entreprendre ceux qui ont soutenu depuis l'origine le rêve européen, aujourd'hui transformé en une réalité moins enthousiaste, qui continue néanmoins à transformer positivement le destin de notre continent.

Ce n'est pas l'esprit de ce numéro consacré à « L'euro : avis de tempête ».

L'unification de l'Europe reste un modèle pour le monde ; et l'euro une aventure unique, qui ne disparaîtra pas un beau matin, parce que l'intérêt de nos États et de nos peuples est qu'il prospère et que cela s'impose à nos dirigeants, même quand ils ne le souhaitent pas. Les marchés financiers eux-mêmes en conviennent, qui l'ont hissé en dix ans au rang de deuxième réserve monétaire mondiale et ne cessent de l'apprécier à l'aune de notre richesse, que nous oublions si souvent derrière

les difficultés présentes.

Tous les États voisins veulent rejoindre l'Europe organisée et les peuples à ses frontières veulent s'y installer massivement. Pourquoi donc douter nous-mêmes de ce qui est plébiscité à l'extérieur ? Étienne Borne nous aurait expliqué qu'il s'agit là d'un péché contre l'esprit.

Notre responsabilité est donc, d'abord, d'être conscients de l'extraordinaire accomplissement que nous avons réussi, de savoir le replacer dans une perspective à long terme, de le défendre dans les difficultés et non de participer à son affadissement.

On ne peut pas lire dans *France Forum* les brocards auxquels a eu droit Jean-Claude Trichet ou la reprise des slogans de l'extrême gauche. On ne doit pas trouver dans votre revue des titres correspondants à la presse populaire ou aux campagnes de certains milieux eurosceptiques (« L'euro peut-il

survivre ? » « L'Europe après l'euro » « C'est un petit euro »...), ils ne correspondent ni à la vérité des faits et des chiffres ni aux analyses académiques les plus sérieuses. Ils sont bien éloignés de la pensée d'une famille politique qui a longtemps été l'artisan inlassable de l'unification européenne et qui devrait plutôt prendre ses succès comme autant de défis à la renouveler positivement.

Mes seules activités publiques étant consacrées à plaider la cause européenne, je ne peux que ressentir, à la lecture de *France Forum*, un sentiment accru de solitude et je vous demande de bien vouloir transmettre à vos rédacteurs le tout simple message suivant : « pas vous, pas cela ! »

Je vous prie, Monsieur le Directeur, d'agréer l'expression de mes sentiments les plus européens.

*Jean-Dominique Giuliani*

---

## **Réponse à la lettre du président de la fondation Robert Schuman**

*Cher Président,*

*La rédaction a lu avec attention, et sympathie, la lettre du 4 avril que vous nous avez envoyée à propos du n° 41.*

*Nous vous sommes reconnaissants de votre réaction parce que celle-ci répond à l'intention que nous avons en composant ce numéro. Nous estimions qu'il était temps de pousser un cri d'alarme pour réveiller l'ardeur combative des partisans de l'Union européenne. Vous nous prouvez que cette*

*dernière est intacte. Nous vous en savons gré. Nous communiquerons votre lettre à tous nos lecteurs.*

*Il est vrai que, fidèles à la tradition de libre discussion instaurée à France Forum par ses fondateurs, nous avons donné une place importante aux adversaires de la monnaie européenne ; nous regrettons qu'un défenseur de l'euro, chargé de remettre en perspective les bienfaits de celui-ci, n'ait pas eu le loisir de nous envoyer l'article qui aurait répondu au pessimisme de certains, que vous relevez à juste titre. Vous le faites dans votre correspondance. Mais il n'en reste pas moins que le combat n'est pas terminé, que les succès que*

*vous rappelez et qui nourrissent notre pugnacité pourraient vite être compromis si la volonté sous-tendant la grande entreprise d'union et de coopération venait à faiblir. Nous devons nous mobiliser, comme nous l'avons souhaité dans l'éditorial. Nous savons que, si l'euro venait à disparaître, la construction européenne dans son ensemble ne serait pas loin du naufrage, avec des conséquences internes et internationales que les adversaires de l'euro n'osent même pas évoquer.*

*Cette perspective apocalyptique doit, plus que jamais, nous inciter à un effort puissant et continu. Vous avez dû lire l'article de Georges Dumas sur la dette française. Sa réduction – et la lutte politique que cet effort entraînera – constitue actuellement un enjeu capital.*

*Tant que la France et l'Allemagne seront capables de soutenir l'euro ensemble, celui-ci tiendra et prospérera. Mais, si par malheur notre pays succombait aux facilités de la démagogie, le sort de la monnaie unique serait scellé !*

*France Forum continuera à défendre les*

*idées que nous partageons avec vous et, Dieu merci, avec des millions de compatriotes européens. Nous espérons que des hommes de la trempe du ministre Schäuble, même si leur santé chancelle, garderont un courage intact et continueront à lutter pour le bien de l'Europe. Que leur exemple inspire des milliers d'autres, en particulier en France ! La crise nous pousse à chercher des solutions dans la voie d'un fédéralisme qui a si souvent épouvanté les tenants d'une idéologie périmée, inadaptée et dangereuse. On le constate dans l'attitude peureuse, égoïste et chicaneuse adoptée par les États nationaux à propos de la révolution arabe ! Le débarquement de 10 000 réfugiés semble terroriser 500 millions d'Européens ! On n'entend guère la voix de ceux qui parlent d'autre chose que d'expulsions et qui prononcent les mots de justice sociale.*

*En attendant, nous vous prions de croire, cher Président, à nos sentiments fidèlement européens.*

**Charles Delamare**

**AU FIL DE LA LECTURE...**

*Il est difficile d'être un homme, mais pas plus en approfondissant sa communauté qu'en cultivant sa différence.*

**Le Temps du mépris, Malraux**

## *Il y a cinquante ans...*

### *Le grand jeu*

Un grand artiste se reconnaît à ce paradoxe que ses actes et ses œuvres sont parfaitement imprévisibles tout en témoignant d'une tenace fidélité à soi. Nul ne saurait contester que le général de Gaulle ne soit un grand artiste, surtout après la démonstration magistrale qu'il en a fournie à sa conférence de presse du 11 avril dernier. Le ton en fut en effet insolite à souhait. Familier jusqu'ici des hautes crêtes de la grandeur et de la magnanimité, le héros aspirait visiblement à descendre vers les rivages de la platitude bourgeoise. Le Général découvrait que l'intendance ne suit pas toujours les vastes desseins politiques, que, les additions faites et refaites, l'Algérie nous coûtait plus qu'elle ne nous rapportait, et que, en dépit ou à cause de tous les plans de Constantine, elle pourrait bien être tout le contraire d'une bonne affaire. Cette nouvelle manière, inventée avec une désinvolture appuyée, ne fut pas très goûtée par les professionnels de la critique et l'artiste n'eut pas une très bonne presse. Car enfin le plus irrespectueusement malveillant des antigaulistes n'aurait jamais osé imaginer que le Général prendrait un jour des leçons d'arithmétique avare chez M. Raymond Cartier ou auprès de M. Antoine Pinay, personnalités honorables et raisonnables, mais peu capables de recevoir dans leur petite classe un disciple de cette taille. Et pourtant lorsqu'il calcule, dans tous les sens du mot, et contrefait les mal-pensants pour le plus grand plaisir des moralistes, le général de Gaulle est plus que jamais le général de Gaulle, c'est-à-dire le

même grand artiste du même grand jeu.

Le véritable thème de la scène, supérieure-ment jouée, était celui de la décolonisation. Le Général veut être devant l'Histoire l'homme de toutes les libérations et la décolonisation est une entreprise de libération. Il sera donc bien entendu que Charles de Gaulle est le grand décolonisateur et que dans le cas de l'Algérie il entend pousser à son terme, c'est-à-dire jusqu'à l'État algérien souverain, la logique de la décolonisation. Certes, simplifier sa propre figure, afin de la rendre reconnaissable de loin, est pour l'artiste une sorte de nécessité inéluctable. Il y a bien une certaine reconstruction rétrospective dans le portrait de lui-même qu'a brossé à trop grands traits le général de Gaulle, et on doutera que l'homme de Brazzaville, en 1944, ait eu le regard assez prophétique pour apercevoir dans un si proche avenir l'inévitable République algérienne. Son itinéraire a été autrement empirique et pragmatique. Mais artiste de l'Histoire et de sa propre histoire, et semblable au dieu de Claudel, il transforme en écriture droite l'embrouillement des lignes brisées. Cette ombre portée du présent sur le passé fait une bonne composition esthétique et elle a au surplus valeur, pour qui sait comprendre, de sincérité et d'efficacité politiques. Les propos du 11 avril signifient que la France n'entre pas dans l'avenir à reculons, aveuglement, poussée par les circonstances plus fortes que son génie, mais qu'elle sait ce qu'elle fait dans sa décision d'aller jusqu'au bout de la décolonisation. Et en la justifiant par les maximes de

l'intérêt et dans un langage d'une vulgarité étudiée, le Général entendait montrer que la décolonisation est d'une évidence telle qu'elle s'impose aux esprits les plus courts et aux yeux les plus myopes et qu'elle a pour elle toutes les raisons, jusqu'au plus prosaïques.

L'artiste donc n'a pas changé, car il était aisé de lire dans le style choisi ce 11 avril une sorte de mépris pour les Français attardés qui ne veulent pas comprendre, et l'homme de la plus lointaine histoire avait la condescendance de s'établir à leur niveau. Mais aussi, en suggérant qu'à l'inverse de ce que pensait Louis XV, il peut être royal de traiter en marchand, le Général pensait premièrement à ces adversaires du FLN, qu'il s'agit de transformer en partenaires dans cette négociation permanente qui déborde la conjoncture d'Évian et qui devra être, pour longtemps, la vie politique de l'Algérie nouvelle. En démystifiant les raisons menteuses et sanglantes de l'orgueil et du prestige, le Général établissait entre les nécessaires

interlocuteurs une habile, vraie et belle égalité. L'indépendance de l'Algérie et la véritable grandeur française sont acquises de toutes manières ; nul des protagonistes ne peut donc atteindre l'autre dans son honneur.

La guerre dès lors n'a plus de sens. Le moment est venu ou de se séparer ou de passer contrat. Le grand jeu coïncide avec celui de la paix. Qui devrait s'en plaindre sinon une droite intégrationniste, depuis le 13 mai bafouée et trompée ? Une certaine gauche aussi boude une politique qui dépasse en ampleur et en résolution les velléités mendésistes. Toutes ces contradictions s'expliquent trop bien. L'artiste joue la droite en la trompant et, comble d'humiliation, en retournant contre elle ses propres armes. Il joue la gauche en faisant sa politique à laquelle il donne – au moins en ce qui concerne l'affaire algérienne – réalité et substance. Les uns et les autres victimes d'un trop grand art ne sauraient être joués et contents.

*Étienne BORNE*

# Exposition : *Propos d'Europe 10 – des artistes belges*

Les *Propos d'Europe* s'inscrivent dans la ligne des projets concrets qui ont inspiré les pères fondateurs de l'Europe. La fondation Hippocrène, qui les organise, perpétue en effet l'action de Jean Guyot (1918-2006), européen historique. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ce jeune inspecteur des Finances a été le collaborateur de Robert Schuman et de Jean Monnet.

Cette fondation, inspirée de la philosophie de Jean Monnet, s'interroge sur la spécificité des artistes belges. Plus d'un quart des sommes qu'elle engage annuellement l'est en faveur de l'art contemporain. Les *Propos d'Europe* sont une série d'expositions centrées autour d'un thème (ceux du territoire et du morcellement, du dépassement des frontières, de l'illusion et du songe ont ainsi été abordés) ou d'un pays, partant du fait que la diversité est justement la caractéristique de la civilisation européenne.

La fondation Hippocrène consacre sa dixième exposition à des artistes belges et parmi les séries de Fabrice Samyn, ce sont des gros plans de nombrils, photographiés sur des tableaux de la RE-naissance, qui ont été choisis.

Imprégné de culture catholique, il souligne dans le débat que, si l'on y réfléchit, ni Adam ni Ève n'avaient de nombril... Une série de photos de statues qui avaient perdu leur tête s'appelaient déjà SINAÏ, en référence au double mouvement par lequel Yahvé chargeait Moïse sur le mont Sinaï d'interdire à son peuple de Le représenter, tandis qu'au même moment les Hébreux s'adonnaient à l'adoration du Veau d'Or ; *idole* qui

entraîne la fascination, ou *icône* qui renvoie à soi ? Comment représenter sa propre image ? Une fois photographiés des tableaux de Vierges se trouvaient re-virginisés par l'éblouissement de la lumière (qui ne permettait plus d'en distinguer les traits)...

Rinus Van de Velde, formé comme sculpteur, travaille avec un simple crayon ou un fusain. Il revendique cette singularité qui lui donne une grande liberté, notamment celle de créer partout. Il s'imprègne des images d'œuvres préexistantes qu'il découpe et colle sur le mur de son atelier, puis imagine à partir d'elles des histoires qu'il dessine. À la fin des années 2000, il s'est imaginé une sorte d'*alter-ego*, le sculpteur William Crowder ; ainsi une exposition entourait de scènes dessinées de sa vie une seule sculpture du *pseudo* William Crowder.

Johan Creten n'est pas à un paradoxe près : alors que la terre transformée par le feu en céramique est son moyen d'expression, sa carrière a été faite d'errances, comme si la recherche d'un lieu vide à s'approprier, sa transformation en atelier, la recherche – dans un environnement inconnu – d'aides financières pour le travail d'un médium coûteux faisaient partie de son processus créatif.

**Anne LABORDE**

*Fondation Hippocrène,  
12 rue Mallet-Stevens – 75016 Paris  
Jusqu'au 2 juillet 2011, du mardi ou samedi de  
14 h à 19 h, ou sur rendez-vous*

## Minuit à Paris *de Woody Allen*

**U**n des films les plus attendus de l'année, tant on se réjouissait de voir enfin Woody Allen sublimer notre Paris, après New York, Londres ou Barcelone. Woody Allen aime la ville. On sait aussi qu'il adore Paris, on s'attendait donc à ce qu'il convainque tout le monde d'en faire autant. Et pourtant... quelle déception !

L'histoire est assez simple, et c'est peut-être le problème. Un couple mal assorti d'Américains de la côte Ouest séjourne à Paris à quelques mois de leur mariage. Lui est un scénariste à succès, qui rêve d'échapper à Hollywood en devenant écrivain. Elle est très belle, mais snob et superficielle : un couple qui ne peut pas aller bien loin. De surcroît, les parents de la belle sont aussi du séjour. Le futur beau-père est un homme d'affaires riche et odieux, fan du Tea Party. On s'attend donc à voir l'opposition entre le Paris du tourisme de luxe, consommé sans passion par la fiancée et ses parents, et le Paris plus envoûtant, après lequel notre héros court désespérément. Le Paris du grand tourisme nous est servi comme prévu, et il n'est pas là pour nous faire envie. C'est le Paris envoûtant qui déçoit.

Après s'être ennuyé à chaque dîner, le héros part seul se promener dans les rues de Paris. Il ne va pas dans un quartier branché, faire la rencontre d'artistes, d'intellectuels, d'étudiants. Il ne va pas non plus faire la fête, déambuler jusqu'au matin en

compagnie de gens rencontrés au hasard d'une conversation. Rien de tout cela : il remonte le temps. Son imagination et ses fantasmes le transportent dans le Paris des années folles. Il rencontre les artistes et intellectuels de l'époque : Hemingway, Picasso, Gertrude Stein, Cole Porter, Bunuel, et tant d'autres. Woody Allen nous emmène au musée Grévin.

Bien sûr, les acteurs sont bons, notamment Marion Cotillard, qui campe une muse sensuelle. L'image aussi est belle, quelle que soit l'époque où se situe l'intrigue. C'est l'esprit du film qui déçoit. Il est arrivé à tout le monde de vouloir revenir à une époque révolue, contrastant avec un présent ennuyeux et Paris y est très propice. Woody Allen conclue d'ailleurs son propos sur une petite morale : chaque époque se trouve ennuyeuse et s'imagine un âge d'or. Soit ! Mais que voit-on dans ce film du Paris d'aujourd'hui ? Le Paris ordinaire, ni touristique ni poussiéreux ? Rien.

Woody Allen semble démentir lui-même son propos : il ne nous montre pas grand-chose du Paris présent qui le ferait rêver. Faut-il en vouloir au maître, ou à nous-mêmes qui renvoyons au monde une telle image de notre ville ?

**Jean-Marie BORDRY**

*En salle depuis le 11 mai 2011, avec Owen Wilson, Rachel McAdams, Michael Sheen, Léa Seydoux*

# Exposition :

## *Miró sculpteur*

Voilà ce que disait Joan Miró en composant ses premières peintures-objets, sculptures-objets des années 1930. Recherches de nouvelles techniques avec des collages, des combinaisons de matériaux divers, des constructions à partir d'objets usuels pour aller au-delà de la peinture : « Je voudrais m'essayer à dépasser la peinture. » Ainsi « *l'idée de sculpture* » naît peu à peu dans son esprit.

Malgré plusieurs expositions consacrées à la sculpture de Miró, nous avons sans doute oublié qu'il était un « enchanteur » dans ses assemblages d'objets qui nous emmènent dans un monde peut-être encore plus poétique et fantastique que ses peintures.

Comment Miró en est-il venu à la sculpture ?

Tout d'abord, son expérience auprès de son maître Pasco à Barcelone : « Pasco m'enseignait à dessiner d'après le toucher en me donnant des objets que je n'avais pas le droit de regarder, mais qu'il fallait ensuite dessiner. » Le développement du sens du toucher et de l'art du dessin les yeux bandés.

Et puis Joan Miró est un Catalan qui aime sa terre, qui a des rapports presque amoureux avec la terre, aime la pétrir avec ses mains quand il a plu et qu'elle devient boue. Depuis son enfance, il a toujours gardé « le besoin de modeler de mes mains, de prendre comme un enfant, une boule de glaise et de la presser. J'en tire une satisfaction physique que je n'ai pas avec le dessin ou la peinture. »

Paul Claudel avait déjà relevé à propos de l'art de sa sœur Camille : « La sculpture est le

besoin de toucher. Avant même qu'il sache voir, l'enfant brandit ses petites mains grouillantes. La joie presque maternelle de posséder de la terre plastique entre ses mains, l'art de modeler, de posséder, désormais durables entre ses dix doigts, ces formes rondes, ces belles machines vivantes, qu'il voit se mouvoir alentour, c'est de quoi le désir apparaît chez lui le premier. [...] La sculpture se retire dans cette chambre où le poète abrite ses rêves interdits. »

En 1944-46, l'expérience avec son ami d'enfance, le céramiste Joan Gardy-Artigas, qui avait déjà travaillé avec Dufy, lui a permis d'approfondir son sens du toucher et de la matière. Il crée des vases, cruches, plats ou êtres mi-humains mi-extraterrestres, aux formes simples, voire primitives, rappelant les anciennes céramiques du monde méditerranéen (Chypre, Phénicie) ou de l'Amérique précolombienne, et les peintures romanes catalanes. En 1954-1956, de nouveau ils créent ensemble des pièces de grand feu, des « anti-plats » surchargés de concrétions, puis collaboreront aux décors muraux comme ceux de la fondation Maeght, ou ceux de l'Unesco. Ce travail du modelé de la terre glaise, du décor peint fixé par le feu, a été déterminant pour ses premières petites sculptures, bientôt fondues en bronze.

Chez Miró, il faut relever aussi le goût pour la nature et le souhait que sa sculpture se confonde avec la nature. Il voulait d'ailleurs avoir un atelier en pleine campagne et pouvoir sortir ses sculptures dehors pour qu'elles



prennent vie avec le paysage. Il composa son Labyrinthe de sculptures monumentales sur le terrain de la fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence en tenant compte des dénivelés, de la végétation, de la lumière, comme un jardinier paysagiste. Tout comme Henry Moore (exposition cet hiver au musée Rodin) pour qui la sculpture est un art de plein air : « Pour moi, le meilleur environnement et complément de la sculpture est la nature. »

Une autre idée fondamentale chez Miró : les objets sont des êtres vivants et incarnent la création. Les objets sont pour lui « une étincelle magique pour la création artistique ». Alors il prend des objets usuels, jetés, cassés, des déchets, expressions du toujours vivant et les assemble de façon spontanée pour créer une œuvre surprenante, irréelle, amusante et poétique en diable. Il s'agit en fait d'un « invraisemblable mariage de formes reconnaissables ». Chacun peut effectivement reconnaître une cruche, un bout de fenêtre, du bois, des clous, des bouchons, des tuyaux, des chaises, des embauchoirs, mais ce sont les assemblages inventés qui créent des personnages les plus fantastiques mi-hommes mi-animaux, mi-solaires mi-lunaires qui nous font sourire et rêver.

Et voilà cet *Oiseau Lunaire* (maquette en plâtre, 1968) orgueilleux, un peu intimidant, mais en même temps doux et paisible, voilà cette immense *Constellation* nous emporte dans le ciel et les étoiles.

« C'est dans la sculpture que je créerai un monde véritablement fantasmagorique. »

Cette phrase nous relie à la période surréaliste où il apprit, rue Blomet, à côté de André Masson et de André Breton, à créer d'après ses rêves d'une manière extrêmement spontanée et impromptue. « Le surréalisme est un pur automatisme psychique, par lequel nous proposons d'exprimer en paroles, en écrit, ou

par tout autre moyen le processus réel de la pensée. »

Miró, tant dans ses toiles que dans ses sculptures, va évoquer les fantasmagories de l'inconscient où le hasard joue alors un grand rôle. Il assemble de façon impromptue des objets qu'il a recueillis, des matériaux épars qui prennent une nouvelle vie.

Une tête composée d'un morceau de fenêtre, d'une anse, d'un chaudron, d'une assiette et d'un croissant de lune... Une chaise d'enfant avec des formes de chaussures ou embauchoirs représentent *Femme et Oiseau*. Un carton à chapeau, une sorte de cerclage de boîte et une cuillère révèlent *L'Horloge du vent...* Autant de constructions surréalistes sorties de son imaginaire comme des « cadavres exquis ». Au-delà du hasard et de la spontanéité, il y a un travail acharné de composition, pour obtenir le meilleur équilibre des formes, l'équilibre stable ou instable dans l'espace, l'impression de mouvement dans l'immobilité. Ce travail plus lent vient de son œil : il regarde sa composition, s'éloigne, se rapproche, déplace un des éléments de l'assemblage, recompose... Miró en espagnol veut dire « il regarda » ; l'artisan construit rigoureusement ses figures biomorphiques avec son œil et ses mains.

Mais Miró travaille comme forgeron passionné par le travail du bronze : les surfaces sont noires et lisses, ou patinées, ou reprises à l'acide. Dans une lettre à Pierre Matisse, qui l'exposait souvent à New York, il disait que les pièces fondues par Susse avaient « une noble patine qui va du noir au rouge sombre en passant par de larges zones à tonalité verdâtre ».

Certaines œuvres semblent sortir du fond de la mer ou brûlées par l'air et le soleil.

Enfin, Miró innove en proposant le bronze peint de ses couleurs si vives et gaies. Nous

sommes accueillis par cette femme libérée de 1968 aux jambes croisées de mannequin rouges, corps bleu, tête ronde jaune surmontée d'un robinet rouge : un hymne à la vie, à la fantaisie , et surtout un hommage à la Femme omniprésente dans l'exposition.

Les enfants nombreux au musée Maillol se promènent avec bonheur dans ce monde de rêve et de poésie, imaginant d'autres assemblages improbables, imprévus. Nous

retiendrons la phrase du peintre-sculpteur : « Je voudrais ouvrir les portes libératrices du merveilleux. Faire exploser dans nos rêves futurs l'atome de la joie. » Il y réussit pleinement.

***Françoise COLIN-BERTIN***

*Au musée Maillol jusqu'au 31 juillet 2011*

# Exposition :

## *Van Dongen, fauve, anarchiste et mondain*

Anarchiste et mondain : le titre de l'exposition annonce d'emblée au visiteur qu'il va être surpris. Kees Van Dongen (1877-1968) est un artiste hollandais qui a traversé à Paris plusieurs des plus belles périodes artistiques.

Arrivé au tournant du siècle, il s'épanouit à Montmartre, puis à Montparnasse. Anarchiste, il se livre d'abord à la caricature. Son crayon, féroce, croque la société parisienne avec une ironie et un talent délicieux. Mais l'artiste évolue, s'adapte. Il fait briller les derniers feux du postimpressionnisme. L'exposition nous offre alors des paysages magnifiques.

Van Dongen est un artiste d'avant-garde et fait la transition avec le fauvisme, dans lequel son œuvre se sublime. Avec une palette formidablement large, il réalise de nombreux portraits très sensuels de femmes. Son œuvre frappe par sa modernité. Il voyage et nous emmène en Orient. La ville et la femme arabes se révèlent alors à nos yeux.

Modernité, exotisme (par les couleurs et les sujets), érotisme, la femme est son sujet de prédilection et il en révèle le pouvoir d'attraction

tant sur les bords de la Seine que sur les bords du Nil.

Van Dongen connaît un grand succès dans le Paris des années folles. Rapidement, le marginal anarchiste s'embourgeoise et tient salon. Avec les années 1930, il s'assagit. Il nous livre alors de nombreux portraits mondains. Son talent ne disparaît pas, loin s'en faut. Mais ce n'est plus la même magie qui opère. Les dernières salles de l'exposition nous font quelque peu regretter la bohème du début et l'avant-gardisme avec lequel il l'avait traversée.

Pourtant, ces dernières impressions ne font nullement oublier les premières et nous laissent surtout ébahis par le parcours de l'artiste. Il est rare de voir un tel talent se révéler sous des facettes si différentes. L'exposition tient donc ses promesses : le visiteur ressort bel et bien surpris, et fasciné.

***Jean-Marie BORDRY***

*Au Musée d'art moderne de la ville de Paris  
jusqu'au 17 juillet 2011*

## Notes de lecture...

### *Le Bourbier afghan. Comment en sortir ?* de Jean Fleury

Malgré une couverture qui fait craindre un énième récit sur les sections d'assaut, ce n'est pas de souvenirs de combats qu'il s'agit ici.

*Le Bourbier afghan. Comment en sortir ?*, s'il n'est pas – non plus – un manuel de recettes à appliquer dès demain, éclaire – par l'histoire, la géographie, la chronologie de la décision américaine d'intervenir militairement, et l'analyse critique des opérations menées – sur la situation d'un pays où 130 000 hommes<sup>1</sup> de quarante-sept nationalités risquent chaque jour leur vie (en moyenne, quarante actions hostiles par jour !)...

Première leçon : l'histoire de l'Afghanistan est une suite ininterrompue de belligérances, à peine entrecoupée par l'instauration, pour la première fois en 1747, de ce qui pourrait ressembler à un État, avec à sa tête Ahmad Chah.

Deuxième leçon : la perspective historique éclaire en deux points l'occupation soviétique de l'hiver 1979-1980 (les Soviétiques, n'arrivant plus à contrôler les rivalités entre dirigeants du parti populaire démocratique d'Afghanistan qui avaient destitué quelques années auparavant Zaher Chah, second souverain d'une dynastie mise en place par les Britanniques, installent 150 000 soldats en Afghanistan).

Troisième leçon : la géographie humaine nous rappelle que si tous les Afghans sont musulmans (et que les rivalités entre chiites et sunnites sont bien présentes), il n'y a aucune

ethnie arabe parmi toutes celles qui peuplent le territoire. Les Afghans n'ont-ils pas l'habitude de désigner sous le vocable d'« Arabes » « les combattants étrangers qui sont venus au titre de la guerre sainte contre les Soviétiques puis contre le gouvernement communiste de Najibullah. Syriens, Palestiniens, Égyptiens, Algériens, mais aussi Tchétchènes ou Ingouches » ? L'auteur suggère que l'étude du Coran en arabe, langue qui n'était pas la leur, dans les médersas pakistanaïses a contribué à la représentation que les taliban se font de la chariah.

Le général Fleury nous avait habitués à des ouvrages appuyés sur sa riche expérience militaire (officier de l'armée de l'air, il en fut le chef d'état-major) et civile (président d'Aéroports de Paris). Son expérience militaire qui éclaire de manière convaincante l'attitude d'une des principales parties au conflit : le Pakistan.

Il est impossible de conclure en lisant Jean Fleury que la reconstruction du pays a été bien conduite. 80 % des sommes consacrées à l'Afghanistan par la communauté internationale ne transitent pas par le budget afghan et souvent n'atteignent pas les destinataires prévus. La production d'opium (bien adapté au climat, et à l'enclavement du pays, puisque le transport d'un petit volume de produit assure un maximum de gain), évaluée à 12 tonnes en 1956, est montée jusqu'à 8 000 tonnes en 2008, plus de 90 % de la production mondiale. Il n'est plus seulement exporté, mais aussi consommé sur place par une population découragée. Ne nous étendons même pas sur le sort qui est celui des femmes...

Alors, outre une meilleure adéquation des exigences internationales à ce que la société

1. Américains de la force *Enduring Freedom* et alliés de la Force internationale d'assistance et de sécurité.

afghane est en mesure d'accepter, une meilleure coordination des forces étrangères présentes dans le pays (les déboires entraînés – pourtant dans la région tadjike du Nord réputée la plus facile à contrôler – par un *caveat* de l'Allemagne interdisant aux forces qu'elle a détachées auprès de la FIAS d'intervenir la nuit, sont sur ce plan édifiants) un respect strict de ce qui relève des forces étrangères et de ce qui doit être absolument confié aux Afghans eux-mêmes, la pacification de l'Afghanistan ne peut venir que d'une action plus globale dans l'Asie centrale.

À cet égard, l'ouvrage de Jean Fleury, appuyé tant sur une expérience stratégique au plus haut niveau que sur la qualification technique qu'entretiennent au long de leur carrière les « aviateurs », constitue une précieuse contribution.

**Anne LABORDE**

Jean Picollec Éditeur, 2011 – 19,80 €

---

### *Les 25 empires du désert* de Pierre Moussa

« L'Orient est compliqué », disent beaucoup d'Occidentaux, avant d'y partir et surtout après en être revenus, dans tous les sens du terme. C'est que le Proche et Moyen-Orient – PMO comme écrit l'auteur – est ancien, berceau de la civilisation et de nombreuses religions.

Le livre que vient de publier Pierre Moussa est une magistrale leçon d'histoire.

Dès le début, il énumère la cascade d'inventions qui sont nées sur ce territoire, cinq à dix mille ans avant Jésus-Christ, au pas de charge, comme pour bien montrer de ce que l'humanité

est redevable aux habitants des pays, nés au bord du désert. Dès le III<sup>e</sup> millénaire avant Jésus-Christ, les conflits de grandes puissances, Égypte et Mésopotamie occupent la scène internationale !

Il faut admirer à la fois la clarté de l'exposé et l'ampleur de la vision de l'auteur, qui embrasse le temps et l'espace, sans lâcher la main, si l'on peut dire, d'un lecteur qui commence à comprendre que complexité n'est pas synonyme d'obscurité.

Tous ceux qui auront lu avec intérêt l'article<sup>1</sup> de Pierre Moussa auront envie de mettre au jour les racines puissantes de ces sociétés qui entrent de nouveau en ébullition. Si l'on ne veut pas se contenter de prendre comme seules références des relations entre l'Europe et le monde arabe, la bataille de Poitiers (732) ou la première croisade (1099), il faut pouvoir remonter plus haut et voir plus large.

La saga des *25 empires du désert* expliquera bien des comportements de l'homme moderne qui veut aujourd'hui créer des démocraties du désert. Elles ne seront pas bâties sur le sable, quoi que l'on en pense !

**Charles DELAMARE**

Éditions Saint-Simon, 2011 – 19 €

---

### *Hôtel Saint-Georges* de Rachid Boudjedra

« À Alger, descends à l'hôtel Saint-Georges. C'est magnifique. » Cette dernière prière de Jean, ébéniste, appelé puis rappelé en Algérie, chargé de fabriquer les cercueils pour les soldats français tombés pour la France et qui

---

1. Cf. page 8.

ne s'en était jamais remis, sa fille, Jeanne, la réalisera et, fidèle à ses instructions, ira disperser un peu de ses cendres dans la baie d'Alger.

Ce pèlerinage douloureux, effectué plus de vingt ans après la fin de la guerre d'Algérie, Rachid Boudjedra, lui-même ancien maquisard, responsable FLN, va le transformer en un roman à plusieurs voix, celles de Rac (qui pourrait être l'auteur lui-même) et de toute une série de personnages, la plupart hauts en couleur que l'auteur transporte et transforme au fil de ses livres et qu'il reprendra dans *Les Figueurs de Barbarie*<sup>1</sup>, formant ainsi une véritable fresque des souffrances de l'Algérie « depuis la conquête française jusqu'à l'indépendance et ses ratages ».

Âmes sensibles s'abstenir ! Même si ce roman est traversé d'un bout à l'autre d'une profonde compassion qui n'étonne pas de la part d'un homme qui fut l'ami de Étienne Borne et professeur de philosophie au lycée Condorcet à Paris, l'Histoire qui sert de trame de fond est faite de fureur et d'horreurs, massacres, tortures, exécutions sommaires qui ne peuvent s'effacer des mémoires. « Un pays sans malheur, sans douleur, est un pays malheureux, idiot, sans caractère ni relief. Un pays plat », écrit l'auteur. Tel n'est pas le cas de l'Algérie ! « Ce pays a une histoire terrible, toujours envahi, toujours pillé, toujours colonisé, mais résistant toujours contre vents et marées. Contre hordes et invasions. »

Comme dans le scénario de *Chronique des années de braise* (Palme d'or au festival de Cannes en 1975), Rachid Boudjedra fait de l'Algérie, de son histoire récente, le personnage central de ses derniers romans à travers de multiples récits, confessions, aveux des

personnages qui les traversent, tous ou presque membres ou alliés d'une même famille, tous meurtris, traumatisés, par ce qu'ils ont vécu ou vivent encore, certains drogués, alcooliques, obsédés sexuels. On y retrouve aussi des acteurs connus de cette période douloureuse, pieds-noirs ou non, partisans de l'indépendance algérienne ou adversaires de la torture et, à ce titre, torturés, guillotins, assassinés ou au moins dénoncés, de Mgr Duval aux militants communistes et à quelques autres encore.

Une période de folie meurtrière, d'autant plus folle à la fin que l'issue était déjà connue – le général de Gaulle ne l'avait-il pas annoncée ? –, où l'OAS allait sciemment pratiquer la politique du pire et empêcher toute réconciliation véritable jusqu'aujourd'hui. « Ah ! si les pieds-noirs étaient restés... Mais c'est l'OAS qui les a fait fuir pour créer le chaos. Elle a réussi son coup l'OAS. »

À moins d'un an du 50<sup>e</sup> anniversaire des accords d'Évian, Rachid Boudjedra aide à comprendre cette tragédie d'une Algérie toujours engluée dans son malheur. Tels les grands romanciers comme Ernst von Salomon sur la montée du nazisme, Ignazio Silone ou Cesare Pavese pour le fascisme, André Malraux et la guerre d'Espagne ou encore Faulkner et Dos Passos, il fait du lecteur, à travers une histoire dont il a été l'un des acteurs, un témoin du « drame permanent de l'humanité ». Le plus merveilleux, cependant, lorsque l'on referme ce livre, est qu'il s'en dégage un parfum d'humanité et d'espoir.

**Jean-Pierre PRÉVOST**

Éditions Grasset, 2011 – 17,50 €

1. Éditions Grasset, 2010.

## *Un petit coin de paradis*

de **Alain Minc**

C'est la définition de l'Europe que propose dans son dernier livre Alain Minc, essayiste talentueux. Il veut nous donner ainsi sa vision de l'Union européenne qui est, pour lui, avant tout le « paradis des libertés » dans un monde dominé trop souvent par la force brutale et la puissance de l'argent.

Cet essai de 150 pages, riche d'informations et de réflexions, est toujours objectif dans ses analyses. Il ne cache pas le chaleureux soutien qu'il apporte à la construction d'une Europe unie.

Tous les aspects de cette grande action collective, qu'il qualifie de « miracle quotidien », y sont évoqués. Alain Minc insiste sur sa dimension humaine, politique et, bien sûr, internationale. Il rappelle son rôle important pour la promotion des libertés, pour la croissance et le progrès social. Il évoque sa politique exemplaire envers le tiers-monde – à cet égard l'Europe fait plus que les États-Unis –, son rôle moteur pour une meilleure gouvernance mondiale. S'agissant de son propre avenir : son action pour l'essor de la recherche et pour le renforcement des universités européennes est mise en lumière.

Il souligne au passage l'importance de la monnaie européenne. « Tous les pays membres de la zone euro ont compris, dit-il, que sa destruction serait un désastre. »

Le bilan est très positif, mais, à force de geindre sur la lenteur des procédures de l'Europe, sa bureaucratie, ses insuffisances, bien réelles, nous oublions d'être fiers de son incroyable succès et nous perdons de vue sa signification et son importance dans le monde en termes d'humanisme et de civilisation.

L'Europe, nous dit-il, est une créature « sartrienne » : son existence précède son essence.

Par une étrange loi politique, qui lui est propre, elle stagne en période ordinaire, mais, en période de crise, elle avance au lieu de reculer. L'attitude des États membres face à la crise de l'euro est de ce point de vue encourageante. « Ils font cahin-caha le nécessaire. »

Mais, faute d'être clairement expliquée, l'Europe n'est pas visible...

L'Union européenne compte aujourd'hui vingt-sept membres. C'est un vaste ensemble difficile à gouverner. Faut-il encore l'agrandir (en y faisant entrer la Russie et la Turquie) ? Les pays émergents sont des partenaires, mais non de futurs membres.

Le livre s'achève par un acte de foi : « Pour un éternel optimiste qui crie sa fierté d'être européen, le doute n'est pas permis : à défaut de voir triompher notre prosélytisme vis-à-vis du monde, nous saurons au moins préserver notre modèle et en faire, dans un univers de plus en plus rude, la butte-témoin de ce que l'Histoire, l'intelligence et la raison peuvent concevoir de mieux. »

Enfin, un livre sur l'Europe optimiste, intéressant et stimulant !

*Jacques MALLET*

Éditions Grasset, 2011 – 9 €

---

## *Indignez-vous !*

de **Stéphane Hessel**

Notre revue a été fondée, il y a plus de cinquante ans, pour maintenir en vie, en soufflant l'esprit de la Résistance, par des hommes et des femmes encore tout imprégnés des espoirs et des exploits de ceux, peu nombreux avant septembre 1944, qui avaient refusé l'esprit de Vichy et marqué d'une



manière ou d'une autre leur totale opposition à l'hitlérisme.

Oh ! leur performance militaire fut relativement mince si l'on prend les critères que Charles de Gaulle a défini dans son livre *La France et son Armée*, paru avant 1939 ! Il y mesure la valeur d'une armée au nombre d'ennemis tués.

Entre le 6 juin 1944 et le 8 mai 1945, les Allemands eurent 15 000 tués par jour, civils et soldats. La Résistance, estime-t-on, a tué 5 000 ennemis au total.

Mais elle se battait à mains nues, pratiquement, et ce n'est pas sur ce plan qu'on doit mesurer son importance. Contre l'évidence de la force, en déni des avertissements des malins et des menaces des canailles, ceux qui s'engagèrent dans la lutte – Stéphane Hessel dès mai 1941 – incarnèrent un type d'homme libre, que les générations suivantes purent prendre comme modèle.

Ils furent déliés de tout respect pour ces « gens bien » que vient de dénoncer dans sa famille même Alexandre Jardin. Ils furent prêts à bâtir une société nouvelle, plus juste et plus intelligente. Ils n'ont que partiellement réussi. C'est pourquoi, le petit opuscule de Hessel est précieux. Il fait revivre les espoirs et les idées de la Résistance, grâce à laquelle la France s'est reconstruite, davantage même, s'est régénérée...

Il appelle à poursuivre cet effort, à s'inspirer du vigoureux réflexe d'honneur qui a porté vers des épreuves prévisibles ceux qui ne succombèrent pas à la lâcheté hypocrite.

La colère contre l'injustice, le tenace rappel de la nécessité de la justice sociale ont inspiré la plupart des numéros de *France Forum*, dans l'esprit de ses fondateurs, de Étienne Borne à Jean Lecanuet. Aussi sommes-nous heureux de saluer l'homme qui, à 93 ans, poursuit ce combat qu'il a si brillamment – et

si héroïquement – commencé dès son entrée à l'École normale supérieure en 1937.

Indignez-vous en chœur contre les bassesses, les bêtises, les balivernes de ce monde et vivez longtemps, droits et fiers, comme l'auteur de ce pamphlet !

Lisez ces 22 pages pleines de fougue et de foi !

**Charles DELAMARE**

Indigène Éditions, 2010 – 3,5 €

---

*Les Derniers Jours  
de François Mitterrand*  
**de Christophe Barbier**

Il est dit, dans l'*Ecclésiaste*, « Mieux vaut la fin d'une chose que son commencement ; mieux vaut patience que superbe ».

François Mitterrand, dans les 237 jours qui séparent son départ de l'Élysée de la séparation de son âme et de son corps, prend rendez-vous avec l'Histoire. Christophe Barbier, à l'égal d'un Froissart ou d'un Joinville, nous conte le chemin et nous en narre les détours.

Il le fait avec élégance, retenue et justesse. Ce n'est pas là le journaliste qui commet un ouvrage vite lu, vite oublié, c'est l'homme de plume, l'homme de lettres qui cisèle chaque mot, décrit chaque anecdote, brosse chaque portrait. Le lecteur attendait un livre de circonstance, il découvre un ouvrage d'histoire, mieux encore, un roman de la réalité.

Christophe Barbier avait quatorze ans en 1981, il ignorait beaucoup, sinon tout, de cet homme politique français qui n'en était pas moins un homme d'État, à la fois Mazarin et Richelieu. Il nous raconte ses derniers mois avec légèreté et ironie jusqu'à sa dernière heure



suggérée avec gravité et émotion.

En ces mois, en ces semaines, en ces jours qui suivent la passation des pouvoirs, François Mitterrand n'a qu'une ambition, laisser sa trace pour l'Histoire, et qu'une envie, revoir une dernière fois les lieux, les êtres qui lui sont chers. Après des adieux vite expédiés auprès de ses amis socialistes, il va, loin de toute improvisation, prendre ses marques pour vivre ses derniers moments. Rue Frédéric-Le-Play, il a, avec la complicité de son dernier Premier ministre, Édouard Balladur, installé une véritable résidence d'ancien chef d'État avec secrétariat, collaborateurs, chauffeurs et garde rapprochée de gendarmes républicains.

Il s'agit, à défaut d'une fondation, de classer des archives pour permettre la rédaction d'éventuels Mémoires. Revoilà venu le temps des flâneries, d'une liberté retrouvée dans ce Paris qu'il aime tant et qu'il a tant chéri. Un supplément de vie s'offre à l'ancien président de la République. Il va le déguster avec le plaisir de celui qui sait que le temps lui est désormais compté. Mais la maladie guette et se rappelle à lui : l'écriture à la main est devenue malaisée, mais la mémoire demeure, intacte, prodigieuse, implacable et des entretiens sont accordés à des journalistes qui en feront profit.

Avec la méthodologie de l'historien et le scalpel du chirurgien, Christophe Barbier n'épargne personne : ni les médecins, ni les confidents, ni surtout ses confrères. Il nous conte tout : le dernier pèlerinage de Solutré, une promenade mélancolique en Bourgogne sur les pas de Lamartine. Christophe Barbier nous fait découvrir l'identification du président au poète. Lamartine, estompé de l'histoire littéraire par l'ombre terrible de Hugo, et chassé de l'histoire politique par l'ambition messianique de Louis Napoléon Bonaparte, analyse-t-il avec beaucoup de perspicacité.

Pour François Mitterrand commence alors

une lente, délicieuse, puis douloureuse rencontre avec le souvenir. Venise, la sérénissime République, la cité des Doges. « Qui n'a, en effet, éprouvé comme moi le bonheur simple du promeneur, se perdre dans les ruelles qui semblent s'ignorer et qui composent cependant la plus savante géographie. » Nul ne peut mieux que lui résumer avec ce talent la flânerie vénitienne.

Puis il se rend à Vézelay, le « plus bel alexandrin de la langue française » qui lui a fait mieux aimer Aragon, comme il le dira, et qu'il compare à la « colline inspirée » que Maurice Barrès trouve en Lorraine.

« Mon pays, c'est la Charente », a dit un jour le président. L'auteur va nous décrire sa visite émouvante à l'église troglodyte d'Aubeterre, où le mystique rêve et se recueille trois longues journées d'août, au cœur de l'été. Dans ce tombeau virtuel et interdit, la mort lui semble soudain apprivoisée et la foi plus simple à atteindre.

Et puis il y a une escapade à Belle-Île-en-Mer où, déjà en 1992, il était venu se ressourcer. François Mitterrand veut encore une fois contempler l'océan. « Il y a des hommes océans », a dit un jour Victor Hugo. L'ancien président en fait incontestablement partie : il arpente la lande, jouit du beau temps, des assouplissements de la maladie. Il lui faut faire vite, profiter de cette brève rémission. Il va se rendre à Colorado Springs, au rendez-vous des anciennes gloires, George Bush, Mikhaïl Gorbatchev, John Major, pour un ultime message, une ultime pique à son successeur, une dernière pirouette aux journalistes. Dans la foulée, avec le fidèle Roland Dumas, il fixe les fondations de l'Institut Mitterrand et prend soin de confier à sa fille Mazarine le destin de ses droits moraux.

La fin arrive très vite, trop vite. De manière exacte, mais pudique, Christophe Barbier nous décrit alors le dernier voyage en Égypte, l'adieu

aux pyramides. « Il connaissait les tombes de chaque pharaon », a raconté Hosni Moubarak. Blaise Pascal pensait que « notre matière est dans le mouvement, le repos entier est la mort ». Voici donc venu le temps de l'ultime mouvement qui ne sera plus qu'un dernier balbutiement. Les sépultures pharaoniques effraient par leur silence inflexible. Au bout de sept longues journées, le temps nécessaire de la Création, il s'en retourne à Latché d'abord, puis rue Frédéric-Le-Play enfin.

Le conteur le disputait au mémorialiste. Christophe Barbier se fait alors invisible, distant, déjà absent. « Ah tout est décidé, le ciel rentre sa lame, ma chair la mort dans l'âme », « La fenêtre et l'aurore me restent dans la main », soupire le poète René Guy Cadou. « Tout est vain », ajoute-t-il dans un dernier élan.

Tout ne fut pas vain dans l'œuvre de François Mitterrand, qui a inscrit son nom dans le marbre de l'histoire de France et dans l'histoire du socialisme. Il nous restait à connaître les derniers jours. Christophe Barbier nous en entrouvre la porte avec beaucoup de délicatesse et de précaution, mais en véritable historien qui a vérifié ses sources. Le mérite n'est pas mince.

*Albert KALAYDJIAN*

Éditions Grasset, 2011 – 22 €

---

### *Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou* **de Jean-Pierre Rioux**

Historien confirmé qui laboure la vie politique française depuis plus de quarante ans – en 1973, il publiait déjà une étude sur les révolutionnaires du Front populaire –, Jean-Pierre Rioux a décidé d'explorer l'univers centriste « de Mirabeau à Bayrou ».

Une gageure si l'on songe aux multiples formes que le « centre » a pu revêtir en plus de deux siècles. Mais face à ceux qui pensent que « le centre n'existe pas en politique » (Maurice Duverger) ou encore qu'il n'est jamais qu'un supplétif ou un avatar de la droite, Jean-Pierre Rioux considère, pour sa part, que, même si le « centre est improbable », il existe « un centrisme de fait » autonome et que finalement les centristes sont « increvables », rejoignant ainsi René Rémond qui écrivait : « Le centre est une position abstraite, un concept ; les centristes sont une réalité concrète. »

Les termes droite et gauche, laïques contre cléricaux, rappelle d'ailleurs l'auteur, ne se sont définitivement installés dans les esprits qu'à partir des années 1900, ce qui n'a jamais empêché les adeptes d'un « bon gouvernement » de pratiquer un « centrisme de fait ».

À ce centrisme-là – courant sous la III<sup>e</sup> République – succède à la Libération une « force nouvelle », le Mouvement républicain populaire, fatalement situé au centre puisque récusant une droite disqualifiée au lendemain de la guerre et une gauche dominée par le parti communiste. Une fois sorti du tripartisme voulu par de Gaulle, le MRP sera en effet une composante essentielle de la « troisième force » avant de disparaître finalement dans « la tourmente gaulliste ».

Bien qu'il lui consacre le plus long chapitre de son livre, Jean-Pierre Rioux, malgré son regard sympathique pour ce mouvement, laisse percer une relative incompréhension, quant à la nature et à la finalité du MRP qui entendait « ne pas être un parti comme les autres » et, bien que situé par la force des choses au centre du système partisan, a toujours récusé l'étiquette de centriste... jusqu'au moment où ses dirigeants, ayant définitivement rompu avec le général de

Gaulle et sortis très affaiblis de l'aventure du « cartel des non », ne se lancent dans une nouvelle aventure. N'était-ce pas une erreur tragique ? On peut se le demander aujourd'hui.

Ce fut au congrès de La Baule, en 1963, que fut lancée l'idée ; le MRP acceptant de se saborder, d'un « parti à vocation majoritaire » qui allait, la porte étant définitivement fermée à gauche en 1965, conduire Jean Lecanuet à s'amarrer durablement à droite, devenant ainsi « la caution sociale d'une majorité conservatrice » au point de ne plus être, comme l'écrivait là encore René Rémond, « qu'une quatrième composante de ce que l'on appelle les droites ».

L'histoire du centre allait cependant prendre un nouveau cours. Il y a fort à parier que Jean-Pierre Rioux ne s'y serait pas intéressé s'il n'y avait eu ce qu'il appelle « le point d'orgue de 2007 » posé par François Bayrou qui tente ainsi depuis lors, selon lui, d'implanter un « centrisme présidentiel » après le ralliement à l'UMP d'une partie de la branche démocrate chrétienne de Pierre Méhaignerie à Jacques Barrot notamment, les derniers élus sauvant leurs sièges en 2007 en créant un Nouveau Centre, cette fois-ci ouvertement installé à droite.

Cette notion de « parti à vocation majoritaire », dans l'esprit de ses initiateurs devait permettre de constituer une force centrale à l'image de la CDU allemande. Mais ce sont bien finalement la droite et la gauche, profitant du système majoritaire et du couplé présidentielle-législatives – un système qui permet de confisquer tous les pouvoirs avec guère plus de 20 % des voix : on l'a vu avec Chirac en 2007 –, qui en ont récupéré l'idée, UMP contre PS, étouffant tout pluralisme.

Où est donc l'erreur ? Sinon dans l'oubli que depuis toujours la société française,

chacun le sait depuis Albert Thibaudet, et Jean-Pierre Rioux le rappelle au début de son livre, est constituée de six familles politiques et non de deux ou trois, « six familles d'esprit » devait le rappeler Jacques Fauvet : autoritaire, conservatrice, libérale, démocrate-chrétienne, socialiste et communiste (remplacée depuis la chute du mur de Berlin par une autre gauche), dont quatre sont susceptibles d'adopter une « centriste-attitude ». Il est dommage que l'auteur ne se soit pas posé la question.

N'est-ce pas en laissant s'épanouir ces six familles politiques – ce qui supposerait peut-être un changement de mode de scrutin – que l'on permettrait à la France de retrouver son équilibre politique, gravement compromis, depuis 2007 au moins, si on en juge par l'importance de l'abstentionnisme et la pagaille à l'approche du scrutin présidentiel de 2012 à droite comme à gauche ?

*Jean-Pierre PRÉVOST*

Éditions Fayard, 2011 – 18,50 €

---

*Lettres d'un diplomate en Chine  
au début du xx<sup>e</sup> siècle*

**de Philippe Marchat**

Ce titre dans sa longueur reflète celle des voyages d'alors de Marseille à Hong Kong : un mois à six semaines, selon l'humeur de l'océan. On ne peut que d'autant plus admirer le courage des diplomates qui, coupés de leur pays, ne cessaient de brandir son drapeau. Ils poursuivaient, imperturbables, le dessein impérial de la III<sup>e</sup> République, qui, dans le grand dépeçage de la Chine, le « *break up of China* » au début du xx<sup>e</sup> siècle se préparait à

annexer Hainan, une île trois fois grande comme la Belgique, tout simplement parce qu'elle se trouve en face de l'Indochine. La construction acrobatique d'un chemin de fer dans la province méridionale du Yunnan avait aussi pour dessein, à peine secret, d'arrondir encore plus l'Indochine française aux dépens de l'empire du Milieu. Par un étonnant retour des choses, il servit, en 1954, à ravitailler les troupes du Viêt-minh qui attaquèrent Diên Biên Phu !

Le grand-père de l'auteur, après un séjour comme consul remplaçant à Hong Kong, est nommé consul à Mong-Tseu, ville principale de la province, convoitée, du Yunnan. Il doit endormir la vigilance des Chinois, mais ceux-ci ont percé les intentions des « diables blancs » et s'ingénient à les gêner.

« Mon Dieu, que ces gens ont peu de confiance en nous et comme ils sont loin de notre compréhension ! Il y a un abîme entre eux et nous », écrit le zélé diplomate en octobre 1907, au milieu de nouvelles sur ses enfants ou de l'expression de sa nostalgie de la France. Il lui fallait attendre trois ans avant de prendre le bateau et de respirer l'air pur de la Charente... D'où l'importance du courrier et le grand intérêt que présente pour le lecteur d'aujourd'hui la description des tâches accomplies avec le plus grand sérieux bureaucratique par ces sentinelles avancées de ce que nous appelons sans gêne le « colonialisme européen », une expression qui ne venait ni dans la bouche ni dans la tête de ces bons serviteurs de l'État, qui ne manquaient pas de finesse dans leurs rapports avec les indigènes. C'est ainsi que le jeune diplomate a su se lier avec Sun Yat Sen, qui, alors révolutionnaire

parmi d'autres, fut le créateur cinq années plus tard de la République chinoise. Il sait admirer le potentiel intellectuel et le courage de ses interlocuteurs. À propos de la remise en marche d'une école par ses soins, il écrit : « Le Chinois est remarquablement intelligent, et d'une assiduité que vous ne pouvez pas imaginer. Il arrive à l'école à sept heures du matin et y reste jusqu'à cinq heures du soir. Il comprend tout, car il veut tout comprendre. »

Ce recueil de lettres mêle les soucis familiaux et les problèmes de santé de manière très détendue, tout en révélant une fine analyse de cette Chine en train de s'éveiller, pleine d'une fierté qu'elle s'efforce de cacher devant ces Occidentaux énigmatiques pour elle au moins autant qu'elle est mystérieuse pour eux.

Les commentaires de Philippe Marchat expliquent et situent les tribulations d'un Charentais en Chine. Nous mesurons la difficulté gigantesque à laquelle font face les bons serviteurs de la France d'alors, juste avant la Première Guerre mondiale. Un peu comme des Martiens, ayant débarqué sur la Terre...

Au moment où l'on apprend journallement les progrès réalisés par la Chine, il est dépaysant, mais bien excitant, de voir comment l'Occident lui a transmis ses techniques et ses savoirs en s'imaginant qu'il allait agrandir le cercle, déjà immense, de ses colonies.

Un livre qui nous rappelle le passé et qui permet de prendre la mesure du présent !

*Charles DELAMARE*

L'Harmattan, 2011 – 30 €

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,30 € un numéro, 3,15 € deux numéros, 5,35 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

## **France Forum n°39 septembre-octobre 2010**

### **L'AFRIQUE EN MARCHÉ**

**Géopolitique de l'Afrique**

par Charles Zorgbibe

**Ça va aller** par Venance Konan

**Bonne gouvernance et développement durable en Afrique** par Robert Dussey

**L'Afrique francophone en quête de stabilité** par Albert Kalaydjian

**L'Afrique explose, l'Europe implose** par Yves-Marie Laulan

**L'Afrique saccagée** par Jean-Pierre Prévost

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Vive le développement ! Vive la croissance !** par Jacques Blamont

**D'où vient le peuple juif ?**

par François-Georges Dreyfus

**Coup d'envoi de l'inflation** par Omar Lefranc

### **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit** par André Le Gall

**Aimez-vous l'Amérique ?** par Jacques Mallet

### **IL Y A CINQUANTE ANS**

**L'esprit communautaire doit l'emporter sur l'esprit nationaliste**

par Maurice-René Simonnet

### **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**Nelson Mandela** par Joëlle Bourgois

**Propos sur la littérature africaine de langue française** par Anne Laborde

**Des hommes et des dieux** de Xavier

Beauvois par Jean-Marie Bordry

**La fabrique des images, exposition au musée du quai Branly** par Jean-Marie Bordry

### **NOTES DE LECTURE**

**L'Affaire de L'Humanité** de Sylvain

Boulouque par Albert Kalaydjian

**L'identité de l'Europe**, sous la direction de Ch.

Delsol et J.-F. Mattéi par Jacques Mallet

**L'Abondance frugale** de Jean-Baptiste de Foucauld par Jean-Pierre Prévost

**Guerre et paix au XXI<sup>e</sup> siècle** de Christian Saint-Étienne par Charles Delamare

## **France Forum n°40 décembre 2010**

### **VERS LA CIVILISATION MONDIALE...**

**Le nouveau cosmopolitisme est dans l'air** par Ulrich Beck

**La mondialisation, la crise et l'Europe** par Jean-Pierre Gouzy

**La troisième révolution industrielle** par Charles Delamare

**Le cosmopolitisme par la publicité** par Françoise Brissard

**De la domination par l'Occident aux partenariats multipolaires**

par Anne-Marie Idrac

**La civilisation : idée neuve et ancienne** par Charles Dasville

**La Chine, les religions et la mondialisation** par Benoît Vermander

### **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Les élections américaines**

par Albert Kalaydjian

**Brésil, après l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle donne ?**

par Philippe Boncenne

### **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

**L'inflation qui gonfle**

par Omar Lefranc

**QE2... Quelle croisière ?**

par Christian Cambier

**Courrier des lecteurs**

par Pierre Aubenque

## **IL Y A CINQUANTE ANS**

**L'incantation de Saint-John Perse**

par Georges Le Brun-Keris

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**France 1500, entre Moyen Âge et Renaissance, exposition au Grand Palais**

par Jean-Marie Bordry

**The Social Network de David Fincher**

par Jean-Marie Bordry

## **NOTES DE LECTURE**

**Why the West Rules-for now : the Patterns of History and what they Reveal about the Future de Ian Morris**

par Charles Delamare

**Pierre Cauchon : comment on devient le juge de Jeanne d'Arc de Jean Favier**

par Albert Kalaydjian

**Georges Boris. Trente ans d'influence**

par Anne Laborde

**Cartes sur table de Alain et Patrice Duhamel**

par Jacques Mallet

**Pouvoir et contre-pouvoir, à l'heure de la mondialisation de Ulrich Beck**

par Charles Delamare

## **France Forum n°41 mars 2011**

### **L'EURO : AVIS DE TEMPÊTE !**

**Histoire et évolution de l'Europe**

par Albert Kalaydjian

**Comment éviter la fin de l'euro ?**

par Christian Saint-Étienne

**L'euro peut-il survivre ?**

par Yves-Marie Laulan

**L'Europe après l'euro ?**

d'après Markus Kerber

**Union des paiements ou patrie européenne ?**

par Bernd Posselt

**Chine et Japon au chevet de l'euro**

par Claude Meyer

**Sur l'épaule des géants**

par Giuseppe Sacco

**Crises étroitement liées**

par Philippe Marchat

**Pourquoi la dette ?**

par Georges Dumas

**Où en est l'Europe ?**

par Jean-Pierre Prévost

**C'est un petit euro**

par Albert Kalaydjian

**L'euro est-il trop fort ? Le cas de l'Amérique latine**

par Philippe Boncenne

**Souvenirs pour demain**

par Jacques Mallet

## **DOSSIERS ET ÉTUDES**

**Étrange défaite, divine surprise**

par Jean-Pierre Prévost

## **MOTS ET HUMEURS**

**Le dictionnaire du sens interdit**

par André Le Gall

**Courrier des lecteurs** par Paul Collowald

## **IL Y A CINQUANTE ANS**

**Opinion publique, opinion française**

par Jean-Pierre Prévost

## **CULTURE ET SOCIÉTÉ**

**Au service des tsars, la garde impériale russe, exposition au musée de l'Armée**

par Albert Kalaydjian

**Le Discours d'un roi de Tom Hooper**

par Jean-Marie Bordry

**Franz-Xaver Messerschmidt (1736-1783),**

**exposition au musée du Louvre**

par Jean-Marie Bordry

## **NOTES DE LECTURE**

**The Go-Between. A Novel of the Kennedy**

**Years de F. Turner**

par Charles Delamare

**Rémy Montagne, un démocrate-chrétien dans le siècle de M.-J. Guillaume**

par Jean-Pierre Prévost

**Mémoires de T. Blair**

par Michel Perrodon

**Écris, Charlotte ! de D. Kœchlin de Bizemont**

par Charles Delamare

**Alexandre I<sup>er</sup>, le tsar qui vainquit Napoléon de M.-P. Rey**

par Albert Kalaydjian

**Le Retrait de l'État de S. Strange**

par Charles Delamar



# **France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000**

- N° 41 – L'euro : avis de tempête !**  
(mars 2011)
- N° 40 – Vers la civilisation mondiale...**  
(décembre 2010)
- N° 39 – L'Afrique en marche**  
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – L'évaporation des citoyens**  
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – Notre Russie**  
(mars 2010)
- N° 36 – La nouvelle crise sociale**  
(décembre 2009)
- N° 35 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2<sup>e</sup> partie)** (septembre 2009)
- N° 34 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1<sup>re</sup> partie)**  
(juin 2009)
- N° 33 – Face à la crise**  
(mars 2009)
- N° 32 – Les médias : beaucoup de bruit pour rien**  
(décembre 2008)
- N° 31 – Les nourritures terrestres**  
(septembre 2008)
- N° 30 – Le sourd craquement d'un monde**  
(juin 2008)
- N° 29 – La dernière présidence**  
(mars 2008)
- N° 28 – Crise et tremblement**  
(décembre 2007)
- N° 27 – Le temps des contre-pouvoirs**  
(septembre 2007)
- N° 26 – La France : un coup de jeune**  
(juin 2007)
- N° 25 – Donner la parole au peuple**  
(mars 2007)
- N° 24 – L'immigration, fruit de la mondialisation**  
(décembre 2006)
- N° 23 – Un nouvel équilibre du monde**  
(septembre 2006)
- N° 22 – Le chaos institutionnel : en sortir !**  
(juin 2006)
- N° 21 – Devant nous le déluge !**  
(mars 2006)
- N° 20 – Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**  
(décembre 2005)
- N° 19 – Après le référendum : une autre Europe, une autre France**  
(septembre 2005)
- N° 18 – Oui à l'Europe**  
(mai/juin 2005)
- N° 17 – L'avenir des femmes**  
(mars 2005)
- N° 16 – La fin du social ?**  
(décembre 2004)
- N° 15 – Nouvelle Europe, nouvelle société**  
(septembre 2004)
- N° 14 – La démocratie chrétienne, une révolution**  
(juin 2004)
- N° 13 – La laïcité autrement**  
(mars 2004)
- N° 12 – L'environnement pour vivre**  
(décembre 2003)
- N° 11 – Les réformes à cloche-pied**  
(Septembre 2003)
- N° 10 – Y a-t-il une culture européenne ?**  
(Juin 2003)
- N° 9 – La modification**  
(mars 2003)
- N° 8 – Du bon usage des crises**  
(décembre 2002)
- N° 6/7 – La réforme**  
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – Crises et renouveau**  
(mars 2002)
- N° 4 – La sécurité, un combat**  
(décembre 2001)
- N° 3 – La révolution de l'euro**  
(septembre 2001)
- N° 2 – Religion et démocratie**  
(juin 2001)
- N° 1 – Le XXI<sup>e</sup> siècle a commencé...**  
(mars 2001)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum  
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) .....

Prénom .....

Adresse .....

France ➡ 40 €  
➡ 48 € (soutien)  
Étudiant ➡ 25 €  
Étranger ➡ 44 €

(TVA : 2,10 %)